

Une invention canadienne en aviation commerciale Ottawa acquiert des renifleurs d'explosifs

■ OTTAWA — Un chimiste du Conseil national de recherches et une petite entreprise de la région de Toronto, Scintrex, ont mis au point un appareil susceptible de prévenir des attentats à la bombe dans un avion: il s'agit d'un renifleur d'explosifs.

MICHEL VASTEL
de notre bureau d'Ottawa

L'appareil, pesant 16 kilos et qui tient dans une mallette, est à ce point efficace qu'il a pu repérer un chargeur de munitions dans les valises d'un garde du corps du pape Jean-Paul II quand il est venu au Canada.

Le gouvernement fédéral, après deux ans d'essais, a tellement confiance dans l'appareil que 12 heures après l'écrasement du vol 182 d'Air India dimanche dernier, il décidait d'installer trois des quatre prototypes existants dans des aéroports internationaux canadiens. Pour des raisons évidentes de sécurité, Transport Canada a cependant demandé de ne pas révéler le nom de ces aéroports.

LA PRESSE a également appris hier que la Gendarmerie royale et le ministère des Transports ont commandé une cinquantaine de ces appareils capables de repérer tout explosif, ou trace d'explosif, par simple analyse chromatographique de l'air ambiant.

Un tel appareil peut, par exemple, en deux minutes, en prélevant un échantillon de l'air qui circule à l'intérieur de la ca-



Le Dr Lorne Elias et son renifleur portatif qui peut détecter en deux minutes toute trace d'explosifs.

Six aéroports encore sur la liste noire

■ Six aéroports à travers le monde présentent encore aujourd'hui de sérieuses lacunes au niveau de la sécurité, et cela en dépit de la vague d'at-

MARIO FONTAINE

tentats qui a déferlé au cours des dernières semaines. Aucun de ces aéroports ne se situe cependant au Canada.

C'est ce qu'a fait savoir un porte-parole de l'IATA, M. David Kyd, au terme d'une réunion extraordinaire hier à Montréal.

Toutefois, le public continuera d'ignorer le nom de ces endroits à la sécurité par trop laxiste: les terroristes seraient, eux aussi, trop heureux de les connaître.

Deux de ces aéroports se trouvent AÉROPORTS en A 2

AUJOURD'HUI

• **Quatre meurtres**
Quatre personnes, trois hommes et une femme, ont été abattues dans une boîte de nuit du nord de Montréal, dans la nuit de jeudi à vendredi, et on croit qu'il s'agit d'un règlement de compte effectué par un « professionnel ».
page A 3

• **Saisie de drogue**
Lors de descentes effectuées chez des sympathisants des Hell's Angels, la Sûreté du Québec a saisi dans la région de Montréal une quantité de drogue évaluée à \$8 millions.
page A 3

• **Sommet de la CEE**
Un projet franco-allemand d'Union politique européenne est reçu de façon mitigée au Sommet de la Communauté économique européenne.
page A 12

• **Festival de jazz**
Jazz de pluie, hier, pour marquer le début du sixième Festival international de jazz de Montréal.
page D 8

Lundi 1^{er} juillet, LA PRESSE ne sera pas publiée.

SOMMAIRE

Annnonces classées ..	A 20, C 10 à C 13, F 1 à F 10
— Habitat ..	C 1 à C 9
Arts et Spectacles ..	D 1 à D 20, E 1 à E 5
— Horaires ..	D 14
Bandes dessinées ..	Y 11, Y 12
Bricolage ..	C 6
Bridge ..	Z 9
Carrières et profess. ..	Z 1 à Z 8
Décès, naissances, etc. ..	F 12
Économie ..	A 14 à A 20
FEUILLETON	
Au nom du père et du fils ..	C 11
« Génies en herbe » ..	Y 11
Horoscope ..	C 12
Jardinage ..	C 4
Le monde ..	A 12, A 13
Loterie — résultats ..	A 12
Mots croisés ..	F 1, F 10
« Mot mystère » ..	F 2
Pleins feux ..	A 7, A 8
Quoi faire ..	E 4
Restaurants ..	E 6 à E 8
Sciences ..	Z 10
Sports ..	B 1 à B 7
— Chasse et pêche ..	B 4
Télévision ..	E 5
Timbres ..	Z 9
Vacances-voyage ..	Y 1 à Y 10
Vivre aujourd'hui ..	A 9, A 10

Les 39 otages transférés à Damas

■ BEYROUTH (d'après AFP, AP, UPI et Reuter) — La Syrie a annoncé hier soir que les 39 otages américains du Boeing de la TWA allaient être transférés de Beyrouth à Damas.

Plus tôt dans la journée, des sources gouvernementales avaient indiqué qu'un envoyé des Nations unies avait entrepris des négociations en vue de réaliser un plan selon lequel les 39 otages américains du Boeing de la TWA seraient transportés

en Syrie et qu'ils y seraient détenus jusqu'à ce qu'Israël libère 735 prisonniers libanais.

À Damas, la capitale syrienne, des officiels du bureau d'information gouvernementale ont déclaré aux reporters que les otages allaient arriver en Syrie cet après-midi (heure de Syrie).

Pour sa part, la chaîne américaine ABC a rapporté hier soir que les otages américains avaient été amenés dans un restaurant de Beyrouth pour un di-

ner d'adieu avant leur transfert en Syrie.

Le troisième grand réseau américain de télévision, NBC, a indiqué de son côté, en citant un responsable anonyme du Département d'Etat, que les espoirs en ce qui concerne la libération des otages américains reposaient désormais sur la Syrie. « Quand la Syrie voudra que ça arrive, cela arrivera », a déclaré ce responsable, selon NBC.

En ce qui concerne M. Nabih

Berri, leader du mouvement chiite Amal, qui assume la responsabilité des 39 otages, il a déclaré hier qu'une solution à la crise — qui dure depuis le 14 juin — serait trouvée dans les 48 heures. Il a fait état d'un échange de messages entre le président Ronald Reagan et son homologue syrien, M. Hafez Al-Assad. Hier, M. Berri a fait voir trois otages aux reporters, dont Allyn Conwell, de Houston, au Texas. Celui-ci a déclaré qu'il croyait qu'Israël devrait libérer

les prisonniers libanais « parce qu'il doit y avoir tout un grand cri de la part du peuple américain pour que la justice prévaille dans cette situation ».

Quant à Jean-Claude Aime, envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, il a visité Beyrouth et s'est rendu à Jérusalem hier pour y avoir des entretiens avec les dirigeants israéliens.

M. Aime a dit qu'il n'était pas voir OTAGES en A 2

LE DÉBAT SUR L'UNIVERSALITÉ DES PROGRAMMES SOCIAUX Mulroney doute de la maturité des Canadiens

■ OTTAWA — L'opinion publique canadienne n'a pas la maturité nécessaire pour que

PIERRE APRIL
de la Presse Canadienne

le gouvernement fédéral puisse songer à amorcer un véritable débat sur la question de l'universalité des programmes sociaux, a déclaré hier le premier ministre, M. Brian Mulroney, au cours d'une conférence de presse.

D'autre part, le premier ministre a admis que son gouvernement avait fait une erreur en annonçant la désindexation partielle des pensions de vieillesse et il a accepté l'entière responsabilité de cette décision budgétaire.

« Nous n'avons pas caché notre erreur. Je l'ai avoué carrément et j'en prends la responsabilité. J'ai écouté la population et on s'est rendu à la décision de jeu- di », a-t-il dit.

En revanche, le premier ministre a clairement manifesté son intention et celle de son gouvernement de ne pas reculer d'un pouce sur la question des allocations familiales qui doivent être désindexées de la même façon que l'auraient été les pensions de vieillesse.

« Nous allons procéder avec nos mesures budgétaires telles qu'annoncées », a-t-il dit.

Visiblement déçu, M. Mulroney a ajouté qu'il s'attendait à ce que la population canadienne accepte de faire les sacrifices qui s'imposent pour rétablir la situation économique, combattre l'accroissement du déficit et l'augmentation substantielle de la dette nationale.

« Nous estimons que les problèmes budgétaires et la dette, qui atteignent \$40 milliards, étaient tellement évidents qu'ils

inciteraient l'ensemble de la population à en payer le prix », a-t-il dit.

« Nous nous sommes trompés et je pense, en retrospective, qu'il était injuste de penser cela et nous l'avons fait avec les meilleures intentions. Mais cette décision était inacceptable », a-t-il ajouté.

Quant à l'universalité des programmes sociaux, il a déclaré voir MULRONEY en A 2



La vie d'un pêcheur sur les bancs de T.-N.
page Y 1

plus plus plus

Les 50 ans des AA: un message d'espoir

UZEB de retour au rang des plus grands
page D 1

FISHER
Enfin... nous l'avons!
□ MAGNÉTOSCOPE FVH-720 R
TÉLÉCOMMANDE SANS FIL VHS
CÂBLOSELECTEUR
499\$

Le petit magasin au grand grand choix!

Dumoulin
783, Mistral (coin 8250, St-Hubert) 388-4777
SPEC
A DEUX PAS DU METRO JARRY
A DEUX PAS DU METRO JARRY

AUJOURD'HUI...

CHRONIQUES

LYSIANE GAGNON: La transformation du Parti québécois illustre l'ascension des « yuppies », ces jeunes professionnels qui déterminent les valeurs dominantes, les modes, les courants d'idées.

page A 7

JACQUES BOUCHARD: Lors des prochaines élections générales, l'ex-président péquiste de Montréal-Centre, le docteur Marc Lavallée, sera candidat libéral dans la circonscription d'Anjou, qui est actuellement représentée par M. Pierre Marc Johnson.

page A 8

PLEINS FEUX

MAURICE JANNARD: La vie publique de M. René Lévesque et de M. Peter Lougheed, qui ont tous deux démissionné récemment, n'est pas sans rapprochement.

page A 8

MICHEL VASTEL: Le dernier sondage Gallup a confirmé au premier ministre Mulroney que sa baisse de popularité était plus importante au Québec que partout ailleurs, et cela l'a incité à « faire quelque chose ».

page A 7

JEAN-FRANÇOIS LISÉE: Malgré les mythes que ses critiques ne cessent de lui fabriquer, le président Ronald Reagan n'est pas un homme tout d'un bloc à la pensée linéaire. Il est aussi capable de nuances, comme le démontre son comportement dans l'affaire des otages de Beyrouth.

page A 8

ARTS ET SPECTACLES

JEAN BEAUNOYER: Serge Fiori est bel et bien vivant, et il reprend son chemin en solitaire dans le merveilleux monde de la musique.

page D 1

ANDRÉ NOËL: Marie-Louise Gay, les yeux rieurs et espiègles, a une grande passion: les livres pour enfants.

page D 1

DU VIN

JACQUES BENOIT: Très riche et d'une extraordinaire finesse, le Château Margaux, d'appellation Margaux, produit dans le secteur du Médoc (région de Bordeaux) est tout simplement le plus grand vin rouge du monde.

page E 7

SCIENCES

Est-il raisonnable de penser que l'étude du ver de terre nous permettra peut-être un jour de mettre au point un robot capable d'éviter un accident nucléaire ?

page Z 10

JARDINAGE

FLORIAN BERNARD: Il est possible de domestiquer des plantes ornementales indigènes du Québec, dont des fougères, des renonculacées, des actées, etc.

page C 4

VIVRE AUJOURD'HUI

MARTHA GAGNON: Jean-Yves Davies organise des randonnées à bicyclette entre Montréal et l'île d'Orléans, Marie-France a sa propre revue rock et 500 jeunes tentent de raviver l'esprit de solidarité du Témiscouata.

page A 9

BRICOLAGE

LOUIS THIVIERGE: Pour les enfants, voici un centre de jeux comprenant une boîte de sable, une tour et un abri.

page C 6

CHASSE ET PÊCHE

PIERRE GINGRAS: Pour pêcher de la belle truite mouchetée, on peut tenter sa chance dans le lac Mallard, une « lac expérimental » dans le parc du Mont-Tremblant.

page B 4

DEMAIN

dans LA PRESSE

■ Comme la fête de la Confédération sera célébrée pour la première fois par de nouveaux citoyens canadiens, LA PRESSE d'autrefois sera consacrée à l'immigration.

■ Raymond Bernatchez rencontre la comédienne Louise Dusseault.

La Quotidienne Tirage d'hier

à trois chiffres
323

à quatre chiffres
8158

LA MÉTÉO

SAMEDI 29 JUIN 1985

AUJOURD'HUI: Min.: 13° Max.: 23°
AVERSES
DEMAIN: DÉGAGEMENT



26 6 01

Québec

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Abitibi	8	25	Ensoleillé
Outaouais	13	22	Averses
Laurentides	12	22	Averses
Cantons de l'Est	14	20	Averses
Mauricie	12	21	Averses
Québec	12	20	Nuageux
Lac-Saint-Jean	12	20	Nuageux
Rimouski	10	16	Ciel variable
Gaspésie	10	16	Ciel variable
Bois-Corbois	8	16	Ciel variable
Sept-Îles	6	18	Ensoleillé

États-Unis

Etats-Unis					
	Min.	Max.		Min.	Max.
Boston	13	14	N.-Orléans	22	33
Buffalo	11	23	Pittsburgh	11	24
Chicago	18	27	S. Francisco	12	30
Miami	23	32	Washington	13	26
New York	14	19	Dallas	19	27

les capitales					
	Min.	Max.		Min.	Max.

les capitales

	Min.	Max.		Min.	Max.
Amsterdam	10	17	Madrid	17	33
Athènes	20	33	Moscou	13	15
Acapulco	20	33	Mexico	12	22
Berlin	12	18	Oslo	11	19
Bruxelles	8	18	Paris	12	18
Buenos Aires	15	21	Rome	11	19
Copenhague	11	18	Séoul	19	30
Genève	4	21	Stockholm	16	24
Hong Kong	27	31	Tokyo	18	19
Le Caire	21	34	Trinidad	18	19
Lisbonne	18	29	Vienne	14	24
London	12	17			

RENIFLEUR

SUITE DE LA PAGE A 1

bine de passagers d'un Boeing 747, déterminer s'il s'y trouve une seule balle, ou grenade ou tout autre produit explosif.

Les associations de pilotes de ligne sont favorables à l'installation permanente de telles machines sur les gros porteurs longs-courriers mais les compagnies aériennes sont réticentes.

La machine — le « Explosive Vapor Detector » (EVD) coûte environ \$25 000. Une journée de formation seulement permet à un technicien de l'utiliser.

De source officielle au gouvernement fédéral, on confirme que son utilisation constitue l'une des hypothèses actuellement envisagées par les enquêteurs qui procèdent à l'examen de toutes les mesures de sécurité en vigueur dans le transport aérien international. Le président de Scintrex, le docteur Harold Siegal, lui-même scientifique et propriétaire à 35 p. cent de son entreprise, a confirmé à LA PRESSE que sa compagnie est prête à lancer immédiatement la production en série de l'appareil.

Transports Canada a d'ailleurs accéléré la procédure d'homologation de l'appareil dans les heures qui ont suivi l'écrasement du vol 182 d'Air India.

L'inventeur du CNRC — le docteur Lorne Elias — travaille sur cette machine depuis 1978. Au début de 1984, le gouvernement fédéral, après avoir investi un million de dollars en recherches, a vendu la technologie à Scintrex qui a dépensé \$600 000 pour rendre l'EVD utilisable dans toutes conditions.

M. Lorne Elias, au cours d'une démonstration à LA PRESSE, a mis l'enveloppe d'un bâton de dynamite dans un sac de plastique fermé hermétiquement. Le tout a été placé dans un pot de conserves également scellé et la machine a

malgré tout immédiatement réagi aux traces de dynamite.

Il existe dans le monde plusieurs détecteurs de bombes mais aucun n'a cette précision, affirment les scientifiques. La technologie de repérage de substances chimiques à partir d'analyses spectrographiques de l'air est couramment utilisée dans les examens de qualité de l'environnement. L'originalité de cette machine est qu'elle réagit à l'odeur particulière que dégagent tous les explosifs.

« C'est ce qu'on fait de mieux au monde et de plus rapprochant avec les chiens dressés », a déclaré M. Elias. Les aéroports utilisent en effet de ces chiens mais ils ont le désavantage de se fatiguer très vite. Après 20 ou 30 minutes de travail seulement, un chien perd son flair et peut se laisser attirer par d'autres odeurs comme un bon salami ou même une boîte de cirage Kiwi dont l'odeur est très proche de celle des explosifs.

« Cette machine ne donne pas de fausses alarmes », affirme en outre son constructeur, le président de Scintrex. Elle a de plus l'avantage de localiser instantanément l'endroit où se trouve un explosif. En plus de l'alarme, un petit compteur gradué de zéro à 999 calcule l'intensité de « l'odeur ». Comme au jeu de cache-cache, plus le chiffre est élevé, plus on se rapproche de l'explosif.

Il faut cependant qu'il y ait circulation d'air pour que la machine réagisse à la présence d'explosifs. Une bombe emballée sous vide, dans un contenant hermétiquement fermé, pourrait, peut-être, passer inaperçue. Cela reste à prouver cependant puisque le « test du pot de conserves » a été positif. Et à deux autres occasions, la GRC a pu vérifier son efficacité.

Au cours de la visite du président Reagan à Québec, la machine a repéré des traces de poudre noire que le revolver d'un garde de sécurité avait

laissé sur la paroi de sa valise. Une autre fois, à Toronto, alors que des organisations terroristes menaçaient de dynamiter le métro, deux chiens s'agitèrent devant un casier de consignation. La machine n'a pas réagi et c'est elle qui avait raison: il ne s'y trouvait qu'une boîte de cirage!

Le docteur Elias explique par ailleurs que les chiens doivent renifler de très près les bagages. Ils ne sentent pas, par exemple, un engin explosif qui se trouverait dans le casier situé au-dessus des passagers à l'intérieur de l'avion. La machine, qui analyse l'air circulant partout, peut le détecter. La machine a une capacité de repérage d'une partie par billion, c'est-à-dire qu'il lui suffit d'analyser une partie par mille milliards de volumes pour détecter toute présence d'explosif.

Selon le président de Scintrex, on pourrait au moins contrer toute tentative de détournement d'avion. À l'arrière de chaque 747, par exemple, se trouve un orifice d'échappement que les passagers confondent souvent avec un moteur. Tout l'air qui circule à bord de l'avion passe par là, y compris l'air circulant dans les soutes à bagages. Lorsque l'avion est chargé et que les passagers sont enfermés, il suffirait de prendre un petit échantillon de cet air — dans un tube moins gros qu'une cigarette — pour être sûr qu'il n'y a aucun explosif à bord.

On doit supposer que c'est à ce genre de technologie que le ministre des Transports, Don Mazankowski, pensait jeudi dernier lorsqu'il a suggéré, à la réunion de l'OACI à Montréal, d'imposer aux compagnies aériennes une vérification des appareils après qu'ils ont été chargés.

Les seuls autres recours sont la fouille manuelle. Cette fouille ajoute de 90 minutes à trois heures au chargement d'un Boeing 747. Certaines lignes aériennes, vers le Moyen-Orient, par exemple, obligent les passagers

à identifier leurs bagages juste avant de monter à bord mais cela ne met pas les passagers à l'abri d'un attentat-suicide.

Le coût de la machine — \$25 000 — n'est pas exorbitant par rapport au prix de \$150 millions d'un appareil long courrier. Son poids, 35 livres, est insignifiant. Le docteur Elias et le président de Scintrex tiennent toutefois à préciser que ce n'est pas une panacée. En d'autres termes, il ne faudrait pas que l'EVD mette fin à toute autre mesure de prudence. Comme tous les scientifiques, les docteurs Lorne Elias et Harold Siegal refusent de confirmer l'efficacité à 100 p. cent de leur machine. De même que tout poison a son antidote, tout détecteur sera neutralisé éventuellement par une organisation terroriste qui en aura les moyens.

Mais, ajoutent-ils, un chien, n'est pas plus sûr et, lance le docteur Siegal, « un fauve dans la jungle ne repère sa proie que si le vent vient du bon côté ». Toutes les personnes associées au développement de l'appareil et les pilotes trouvent cependant que c'est là un investissement mineur par rapport au nombre de vies humaines qu'il pourrait sauver. Il faudra cependant que le gouvernement — ou de préférence l'OACI — oblige les compagnies aériennes à l'utiliser. On précise que tant la fouille manuelle que les chiens — qui doivent être accompagnés de leur dresseur personnel — coûtent probablement encore plus cher en main-d'œuvre. À la seule différence près que le coût est supporté par les aéroports et non par les compagnies aériennes.

Le même chimiste du Centre national de recherches du Canada travaille enfin sur une machine semblable qui, cette fois, détecterait les narcotiques. Son groupe de recherche est connu dans le monde entier et des experts américains sont venus à plusieurs reprises vérifier l'avancement de ses travaux.

OTAGES

SUITE DE LA PAGE A 1

allé à Damas, et il a refusé de donner des précisions quant à ses pourparlers.

Des sources libanaises ont indiqué que les otages américains allaient être transportés à Damas dans les 48 heures, mais des officiels des Nations-Unies à New York ont déclaré que les informations voulant qu'on soit proche d'un accord devaient être traitées avec « une extrême prudence ».

Selon des sources gouvernementales libanaises, l'acceptation de principe de la Syrie de prendre en charge les otages aurait été obtenue par M. Jean-Claude Aime. Le transfert éventuel par avion des otages vers

Damas se ferait sous la supervision de l'ONU, mais personne ne pouvait, hier soir, avancer une date pour cette opération.

En Israël, le vice-ministre des Affaires étrangères, M. Roni Milo, a déclaré hier que son pays se concertera avec les États-Unis pour prendre les mesures nécessaires à la libération des otages américains. La veille, la télévision israélienne avait déclaré, sans mentionner aucune source, que Jérusalem et Washington s'étaient mis d'accord sur le fait qu'Israël ne devait pas libérer les 735 prisonniers libanais tant que les Américains restaient captifs.

À Washington, les autorités se

refusaient hier au moindre commentaire. Cependant, l'hypothèse d'une solution syrienne de la crise était la plus fréquemment avancée, les options suisses et française — c'est-à-dire le transfert des otages dans les ambassades de ces pays à Beyrouth-Ouest — ayant été abandonnées.

À Chicago, lors d'un déjeuner avec les représentants d'une municipalité de la banlieue, le président Reagan a répété hier que « personne ne pouvait céder aux terroristes » et qu'il ne devait y avoir aucun lien entre l'affaire des otages et celles des 735 Libanais détenus en Israël. « Je ne vais pas me perdre en conjectures », a-t-il répondu, en croisant

ses doigts pour invoquer la chance, aux journalistes qui lui demandaient si l'on allait aboutir à une solution.

À la question de savoir si c'était une erreur de lier au sort des 39 otages du Boeing de la TWA celui des sept Américains enlevés ou portés disparus à Beyrouth au cours des derniers mois, M. Reagan a répondu: « Je ne crois pas que n'importe quelle tentative de récupérer des personnes qui ont été enlevées par des brutes, des meurtriers et des barbares soit une erreur. Nous allons faire tout ce que nous pouvons pour retrouver tous les Américains qui sont détenus par des gens de cet acabit ».

AÉROPORTS

SUITE DE LA PAGE A 1

vent en Extrême-Orient, et trois en Afrique et au Moyen-Orient. Sans compter, bien sûr, Beyrouth où l'agitation politique rend toute surveillance suivie presque impossible.

Une surprise: Athènes n'est plus sur la liste noire de l'Association internationale du transport aérien. L'IATA (en français AITA) a en effet annoncé hier que l'aéroport grec a suffisamment resserré ses mesures de surveillance pour répondre aux normes internationales.

C'est d'Athènes qu'avait décollé, le 14 juin dernier, le vol 727 de la TWA. Des pirates l'ont par la suite détourné sur le Liban où se poursuit depuis une interminable prise d'otages. Cinq spécialistes de l'IATA ont passé la semaine dans la capitale hellénique, et ont remis hier leurs recommandations préliminaires au gouvernement grec. Celui-ci les a acceptées immédiatement.

L'organisme ne peut que donner son avis et formuler des recommandations. Il n'a pas les pouvoirs de forcer qui que ce soit ou de prendre des sanctions. Aussi son comité sur la sécurité a-t-il rappelé hier la nécessité pour les compagnies membres de faire pression sur leurs gouvernements respectifs afin qu'ils respectent les con-

ventions internationales et fassent en sorte que pas un seul d'entre eux ne devienne un paradis pour les pirates de l'air.

La sécurité à bord des avions et sur les voies d'accès devrait être renforcée, a de plus convenu l'Organisation. Mais elle ne s'est pas prononcée sur les « policiers de l'air », ces agents armés que certains pays voudraient voir prendre place à bord des aéronefs.

Dix-huit compagnies membres ont participé à la réunion d'urgence d'hier, sans compter des représentants des gouvernements américain et canadien, et ceux de l'OACI, l'Organisation de l'aviation civile internationale. Il faut continuer de développer des équipements sophistiqués pour contrer le terrorisme aérien, a convenu le comité de l'IATA.

Mais cela ne règle pas tous les problèmes, convient son porte-parole: « La motivation des gens qui travaillent avec ces machines, est primordiale », a déclaré M. Kyd. « Il ne suffit pas en effet de posséder des appareils sophistiqués permettant de voir ce que contiennent les valises. Il faut aussi que les préposés à la surveillance ne se permettent pas un seul moment d'inattention », a-t-il ajouté.

L'an dernier les lignes régé-

lières ont transporté 832 millions de passagers avec leurs bagages. Ce qui donne une idée de la surveillance à effectuer. Celle-ci aurait-elle pu être plus serrée à Mirabel, où a transité le Boeing d'Air India avant de disparaître subitement au large des côtes d'Irlande ?

« Peut-être », répond M. Kyd, qui ne s'engage toutefois pas plus avant sur cette voie. La thèse de l'attentat n'a pas encore été formellement confirmée, et les experts analysent dans le moment les corps et les débris de l'appareil.

En revanche l'IATA établit que c'est bien à Vancouver que des valises piégées ont été placées à bord d'un vol de CP Air, lesquelles ont explosé à l'aéroport de Tokyo, tuant deux bagagistes.

Comment améliorer la sécurité sans allonger indûment les délais ni accroître de façon trop substantielle les taxes d'aéroport? Une question que se posent plus que jamais les responsables de l'IATA ces temps-ci, sans que des réponses précises ne surgissent, si on en juge d'après la rencontre d'hier.

Air India: le pilote aurait pris un paquet suspect

TORONTO (D'après CP) — Les officiels canadiens et indiens vérifient présentement le sérieux d'une information voulant que le pilote du Boeing d'Air-India qui a péri en mer dimanche dernier avait été convaincu par un Sikh de Mississauga, près de Toronto, de transporter pour lui un paquet dans l'appareil, écrit le journal The Globe and Mail.

Des sources proches de l'enquête ont indiqué au journal que le paquet, dont on ignore le contenu, avait été remis au pilote, S.S. Binder, un Sikh également, tout juste avant le vol.

Des sources proches de la communauté sikh ont indiqué que le frère de l'homme avait des liens avec une organisation sikh radicale de Toronto et de Vancouver. Cette organisation, qui est interdite en Inde, passe pour l'alle religieuse du mouvement séparatiste sikh qui veut obtenir un foyer national en Inde.

Nos excuses.

■ Par une malencontreuse erreur technique, le titre de notre reportage sur le cirque québécois, en pages 8 et 9 du cahier-magazine PLUS de la présente édition a été amputé dans un certain nombre d'exemplaires. Il faut lire: LE CIRQUE QUÉBÉCOIS À UN VISAGE ET UNE ÂME.

■ Dans un article publié dans l'édition de mercredi, sous le titre « Longueuil refait lentement l'image de sa police », il aurait fallu lire que l'officier de la Sûreté du Québec, M. André Gendron, n'a pas été « chassé » du corps policier de Longueuil, mais qu'il a remis sa démission « pour des raisons personnelles ».

plus faire la pluie et le beau temps ?

« Je ne le sais pas mais je vous avoue que ce que j'ai vu jusqu'à maintenant des débats publics au niveau national ne m'inspire pas confiance », a-t-il dit.

Selon lui, certaines attitudes « ont pris naissance à travers toutes les couches de la société au Canada et il est évident qu'on ne pourra les transformer du jour au lendemain ».

Plus tard, devant les journalistes qui revenaient à la charge sur la question de l'universalité, M. Mulroney a tranché qu'il « n'entrevoit pas de débat

dans ce sens-là au sein du caucus conservateur ».

M. Mulroney a toutefois clairement indiqué qu'il ne comptait pas que son gouvernement recule davantage sur les mesures du dernier budget, après avoir admis l'erreur de la désindexation partielle des pensions de vielllesse.

Aux Communes, le ministre des Finances, M. Michael Wilson, a abondé dans le même sens, précisant qu'il n'était nullement dans l'intention du gouvernement de procéder à de nouveaux reculs sur le budget.

MULRONEY

SUITE DE LA PAGE A 1

que le débat de l'automne dernier ne provenait pas des politiques gouvernementales. Il s'est demandé si la population « est capable d'un débat » et « raisonnable sur une question semblable ».

« Sommes-nous capables comme pays de reconnaître qu'on est pris avec un problème délicate qui rivalise avec des pays gravement en danger ailleurs. Avons-nous la maturité nationale de reconnaître qu'on ne peut

FÊTE DU CANADA

Ouvert ou fermé?

■ Lundi prochain, fête du Canada, tous les bureaux administratifs du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada seront fermés. De même pour ceux des municipalités.

À la Société des postes, tous les bureaux de postes, succursales et bureaux de poste auxiliaires seront fermés. Seuls les couloirs de cases postales où l'ouverture continue est en vigueur seront accessibles. Il n'y aura aucune levée de courrier dans les boîtes aux lettres publiques. Mais le service sera maintenu à la poste express et à la poste prioritaire.

Toute activité cessera à la Société des alcools et à ses succursales le 1er juillet.

À Montréal, ne seront ouverts que les marchés publics, les piscines extérieures, les courts de tennis, le Jardin des merveilles au Parc Lafontaine, l'Aquarium et le Jardin Botanique. La Ronde et Terre des Hommes accueilleront également le grand public.

Les services suivants seront cependant fermés: la collecte des ordures, les bureaux administratifs, la Cour municipale, les centres récréatifs, les piscines intérieures, les arènes, les bibliothèques, les maisons de la culture et le Planetarium Dow.

Quant aux services de transport fournis par la CTCUM, dans la majorité des cas, ils respecteront les circuits et les horaires en vigueur le dimanche.

Régis Lévesque doit faire preuve de patience

■ (D'après CP) — Le promoteur Régis Lévesque doit continuer à faire preuve de patience pour savoir s'il peut, légalement, présenter un combat entre l'ancien champion canadien catégorie poids lourd, Robert Clérout, et l'ancien champion du monde, Jos Frazier.

Hier, le juge Jacques Lessard, de la Cour des sessions de la paix, a reporté à la semaine prochaine la décision quant au fait que M. Lévesque avait le droit ou non d'organiser le combat controversé sans avoir préalablement obtenu une sanction officielle.

M. Lévesque a été accusé en vertu des dispositions, rarement invoquées, de la Section 81 du Code criminel, laquelle stipule que quiconque se fait le promoteur d'un combat de boxe ou d'une autre forme de combat sans la sanction préalable d'une commission athlétique dûment approuvée par le gouvernement provincial, se rend coupable d'une offense.

La prison pour grossière indécence

■ Bruno Palombo, un homme de 43 ans qui prenait un malin plaisir à traîner dans les salles de jeux électroniques avec les jeunes, a été condamné à trois ans et huit mois de pénitencier pour avoir commis des actes de grossière indécence, de sodomie et d'agression sexuelle contre un garçon alors âgé de 12 ans.

JOYCE NAPIER

Palombo, qui avait été reconnu coupable par le juge Bernard Bilodeau de la Cour des sessions en mai, avait rencontré sa victime vers janvier 1984 à la Place Bonaventure alors que le jeune se livrait à la prostitution. L'accusé lui offrit \$4 pour qu'il joue à quelques jeux électroniques et l'invita ensuite au cinéma.

Et du cinéma à la vie commune pendant trois mois, trois mois pendant lesquels Palombo nourrissait, habillait et achetait des cadeaux à son jeune protégé, qui avait expliqué au juge par la suite qu'il avait eu des rapports sexuels trois ou quatre fois par semaine avec Palombo.

Le jeune s'était enfuit de la demeure maternelle 14 fois avant de rencontrer Palombo chez qui il espérait demeurer pour ne pas retourner chez lui.

Palombo avait dit au juge qu'il ne voulait aucun mal à l'enfant, qu'il n'avait jamais eu de rapports sexuels avec lui et que, ayant eu pitié de lui, il ne voulait que s'occuper du petit «comme un père», une thèse que le juge a rejetée.



photo René Picard, LA PRESSE

La Sûreté du Québec a saisi pour près de \$8 millions de drogue, dont plusieurs sachets de cocaïne dissimulés dans des coffres-forts.

CHEZ DES AMIS DES HELL'S ANGELS Importante saisie de drogues et d'armes

■ La Sûreté du Québec a saisi dans la région de Montréal une quantité de drogue évaluée à près de \$8 millions. Cette saisie est le résultat de raids effectués jeudi en soirée et dans la nuit de jeudi à vendredi. L'opération s'est déroulée dans des maisons de rapport habitées par des sympathisants du groupe de motards les Hell's Angels.

RONALD WHITE

Outre les stupéfiants, les inspecteurs de la Sûreté du Québec ont aussi trouvé une multitude d'armes blanches, une dizaine d'armes à feu, dont une mitrailleuse munie d'un silencieux, une demi-douzaine de carabines et des revolvers.

«Il est possible que certaines des armes saisies aient été utilisées lors du meurtre des six membres du chapitre de Laval des Hell's Angels. Nous allons conduire des études balistiques afin de le déterminer», a laissé entendre un des porte-parole de la S.Q., M. Pierre Lemarbre.

Les raids ont aussi permis de retrouver une grosse chaise de bois sculptée, ayant appartenu au motard des Hell's assassiné récemment, Guy-Louis «chop» Adam.

Cette chaise, dont les accoudoirs sont sculptés en forme de tête de mort, a été retrouvée à Québec. L'orbite des yeux des têtes de mort porte l'inscription «SS». Le surnom de «chop» est aussi sculpté sur les accoudoirs et le dossier.

La drogue saisie était surtout

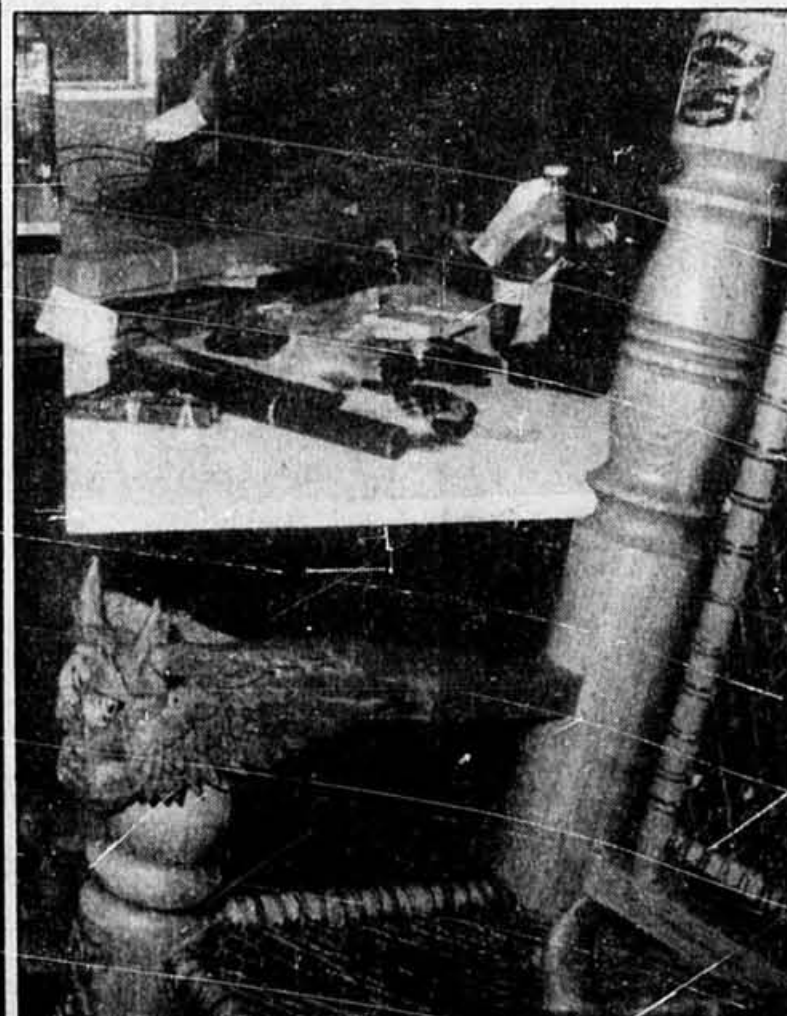
de la cocaïne, mais aussi des briques de haschisch, du LSD, du PCP et de l'acide. Les policiers ont aussi découvert des produits chimiques servant à produire de la drogue et des capsules vides qu'on utilise pour façonner des comprimés.

«Il n'est pas fréquent que nous arrivions à mettre la main sur une cache d'armes appartenant aux groupes de motards», a admis M. Lemarbre. La police a interpellé plusieurs personnes, mais n'a, pour l'instant, procédé à aucune arrestation. «D'autres opérations suivront dans les jours qui viennent», ajoute-t-il.

En tout, la police a procédé à des raids à Montréal, à Laval, à Joliette ainsi qu'à Québec. Les opérations ont impliqué quelque 200 personnes. Selon le porte-parole, «ces raids ont été conduits dans le cadre de l'opération Haro, dont le but est de lutter contre les activités criminelles des groupes de motards, particulièrement les Hell's Angels».

Toujours dans le cadre de l'opération Haro, la police a procédé jeudi matin à trois arrestations en relation avec le meurtre des six motards du chapitre de Laval des Hell's Angels. Les suspects sont Luc Michaud, Charles Filteau et Yvon Rodrigue. Un quatrième suspect, Michel Genest, était déjà sous les verrous.

Ils comparaitront mercredi, à Joliette, devant le coroner ad hoc John D'Arcy Asselin. C'est à ce moment que la date de leur enquête préliminaire sera fixée dans l'affaire des six meurtres. Pas moins de 150 personnes sont censées venir y témoigner.



La police a trouvé de la drogue, des armes à feu, des blocs de béton attachés à des chaînes et... la chaise berçante de feu Guy Louis «chop» Adam.

photo René Picard, LA PRESSE

AU BAR J.J., RUE JEAN-TALON

Un règlement de comptes fait quatre morts

■ Quatre personnes ont été froidement abattues, vers 3 h 30 hier matin, dans une boîte de nuit du nord de la métropole. Les victimes, trois hommes et une femme, ont toutes été tuées d'une balle à la tête, tirée à bout portant.

RONALD WHITE

Le quadruple meurtre a été perpétré peu de temps après la fermeture du Bar J.J., situé au 3270 est rue Jean-Talon. Selon les policiers, ce règlement de compte serait l'oeuvre d'un professionnel.

«J'ai été réveillé la nuit dernière par un bruit qui a résonné, faisant penser au bruit d'un coup de marteau», a déclaré M. Lys Jean-Baptiste, le voisin immédiat du bar, qui habite directement au-dessus du lieu du crime.

«J'écoute toujours la télé jusqu'à 1 h, puis je vais au lit. J'ignore cependant à quelle heure j'ai entendu ce bruit, puisque je n'ai pas vérifié», dit-il.

M. Jean-Baptiste, qui occupe ce logement avec sa famille depuis 1979, ajoute qu'il entend toujours la musique de l'établissement, lorsqu'elle joue. «Mais au moment où le bruit s'est produit, il n'y avait pas de musique», précise-t-il.

Les victimes sont Jean-Claude Samson, 25 ans, Jacques Van Meerbeeck, 25 ans, Yves Carpentier, 33 ans et Manon Larivière, 27 ans. Cette dernière était serveuse au Bar J.J., depuis quelques heures seulement. De source policière, on indique qu'elle a probablement été abattue parce qu'elle était un témoin gênant.

Jacques Van Meerbeeck et Yves Carpentier étaient connus

des milieux policiers mais n'avaient commis que des délits mineurs, soit des vols par effraction et des recels. Les forces policières se sont rendues sur les lieux après avoir reçu un appel téléphonique anonyme, vers 5 h 30.

Les sergent-détectives Jacques Grondines et André Mé-

nard, de la section des homicides de la police de la CUM ont été chargés de l'enquête.

Ce sont les Entreprises Renald qui possèdent cette boîte de nuit, ainsi qu'une dizaine d'autres dans la région métropolitaine. Son porte-parole, M. Renald Beaudry, a refusé de parler aux journalistes.



photo Pierre McCann, LA PRESSE

Une foule de curieux s'est massée à la porte du Bar J.J., où un règlement de compte a fait quatre morts.

LA PLUS IMPORTANTE SAISIE D'HÉROÏNE AU CANADA

L'enquête est fixée au 30 juillet

■ C'est le 30 juillet que débutera l'enquête préliminaire de quatre individus d'origine sicilienne arrêtés le 21 juin relativement à la plus importante saisie d'héroïne jamais effectuée au Canada.

JOYCE NAPIER

Ainsi en a décidé hier le juge Claude Joncas, de la Cour des sessions, devant qui les quatre accusés ont brièvement comparu. Ce sont: Lucio Beddeo, 26 ans, de Jersey City, New Jersey,

Filippo Vaccarello, 45 ans, des Cédres, dans la région de Valleyfield, son beau-frère Luciano Zambito, 47 ans, de Montréal, et Gerlando Caruana, 42 ans, de Longueuil. Tous sont détenus au centre Parthenais depuis leur arrestation.

Me Sidney Leithman, qui représente trois des prévenus (Me Raphael Schacter s'est retiré du dossier), a dit à la Cour qu'il ne demanderait pas de cautionnement avant l'enquête préliminaire. Celle-ci devrait durer deux semaines.

La GRC, avec la collaboration des douaniers britanniques, avait saisi 58,2 kg d'héroïne, soit 35,8 kg à Londres et 22,4 kg à Montréal, d'une valeur de \$300 millions sur le marché noir. La drogue était pure à 90 p. cent.

La précieuse cargaison fut trouvée dans un conteneur chargé de meubles de bois, arrivé à Montréal par bateau et, provenance de la Thaïlande via l'Angleterre. Ce sont des limiers britanniques qui ont découvert la drogue et qui ont ensuite averti la GRC.

Achetez vos certificats de dépôt par téléphone

Vous pouvez maintenant tirer profit de ce placement simple et sûr sans vous déplacer. Pour acheter un certificat de dépôt garanti à la Fiducie du Québec, un appel téléphonique suffit.

La succursale enregistrera votre transaction et vous fera parvenir vos certificats par la poste. Donc, pas d'attente, pas de perte de temps. C'est simple, rapide et efficace.

10³/₄ 5 ans
Intérêts payés annuellement
Dépôt initial minimum 1 000 \$
Dépôts subséquents 500 \$

Renseignez-vous davantage en communiquant avec l'un de nos conseillers. Et rappelez-vous que la Fiducie du Québec peut aussi vous aider en matière de financement, de services fiduciaires et de placements.



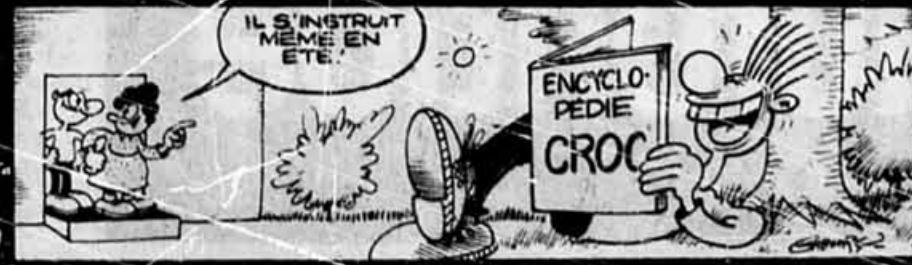
Fiducie du Québec

Le rendement, c'est important; le service l'est tout autant.

Taux sujets à changement. Institution inscrite à la Régie de l'Assurance-dépôts du Québec.

desjardins

**SPECIAL
ENCYCLOPEDIE**



CROC
LE MAGAZINE
QU'ON RIT!

L'OPPOSITION PUBLIE UN DOCUMENT OFFICIEL

Le budget Wilson ferait perdre entre 20 000 et 50 000 emplois

■ OTTAWA — À cause des nouvelles taxes et de la réduction des dépenses gouvernementales contenues dans le budget du ministre Wilson, de 20 000 à 50 000 emplois disparaîtront l'an prochain.

MAURICE JANNARD
de notre bureau d'Ottawa

C'est ce qu'a soutenu hier en Chambre le chef du parti libéral, John Turner, qui a fourni comme preuve de son affirmation un document préparé par les sous-ministres du ministère des Transports.

En réponse à l'attaque de M. Turner, le premier ministre Mul-

ronney a dit que 271 000 emplois avaient été créés depuis l'arrivée au pouvoir de son parti. Les libéraux, a ajouté M. Mulroney, prédisaient une chute de 120 000 dans le niveau de l'emploi en novembre dernier à la suite de l'énoncé du ministre Wilson.

Pour sa part, le ministre des Transports, Dan Manzankowski, a déclaré qu'il n'avait jamais vu le document dévoilé. Toutefois, il a indiqué qu'il était d'usage courant que les hauts-fonctionnaires de son ministère préparent de telles analyses économiques.

« Et il arrive au cabinet de ne pas être d'accord avec les prévisions de nos sous-ministres », a renchéri M. Manzankowski.

Le rapport confidentiel dévoilé par les libéraux souligne que: « Les coupures dans les dépenses du gouvernement pour réduire le déficit auront un impact restrictif sur l'activité économique ».

Le document mentionne aussi que les nouvelles taxes vont réduire les dépenses de consommation et que l'inflation sera plus élevée.

« À l'exception des régions productrices de pétrole, il y aura probablement des pertes d'emploi, surtout en 1986 ».

Les analystes du ministère des Transports citent l'évaluation de la firme Informetrica qui men-

tionne une perte de 20 000 à 50 000 emplois.

Concernant l'activité dans le secteur des transports, le document indique que le budget apporte peu de stimulants à cette industrie.

De son côté, le chef néo-démocrate, Ed Broadbent a blâmé le ministre des Finances pour avoir imposé une nouvelle taxe sur l'essence, jeudi dernier lorsqu'il a annoncé le recul du gouvernement sur les pensions de vieillesse.

M. Broadbent a suggéré au gouvernement qu'il taxe plutôt les profits considérables des compagnies pétrolières.

LE NPD EN CONGRÈS

Broadbent s'attaque au PC parce qu'il n'a pas tenu ses promesses électorales

■ OTTAWA — C'est en attaquant de front le gouvernement conservateur et le premier ministre Brian Mulroney pour avoir brisé leurs promesses électorales que le chef du Nouveau parti démocratique Ed Broadbent a ouvert le congrès biennal de son parti, hier, dans la capitale fédérale.

MICHEL C. AUGER
de la Presse Canadienne

Comme les libéraux avant eux, a soutenu M. Broadbent, les conservateurs ont dit aux gens ce qu'ils voulaient entendre pendant les élections, tout en demeurant le parti des privilégiés.

« Brian Mulroney et les conservateurs ont systématiquement abandonné leurs promesses de changements qui auraient aidé les travailleurs. Et ils ont aussi abandonné leur promesse de préserver l'intégrité de nos pro-

grammes sociaux », a-t-il affirmé.

« Je dis à Brian Mulroney: Les Canadiens s'attendaient à quelque chose d'autre l'été dernier, ils s'attendent toujours à autre chose », a-t-il soutenu aux applaudissements des 1 200 délégués.

Mais ce discours, qui marquait le dixième anniversaire de l'accession de M. Broadbent au leadership de son parti, a été reçu sans beaucoup d'enthousiasme par les délégués.

Ce n'est que lorsqu'il a parlé de désarmement et attaqué le gouvernement conservateur pour son appui au programme américain de l'Initiative de défense stratégique, dit de la « guerre des étoiles », que les délégués ont semblé s'animer un peu plus.

« Au nom de tout ce qui est humain et sensé, je dis à Brian Mul-

roney d'arrêter d'hésiter et de dire non à la guerre des étoiles », a-t-il lancé.

M. Broadbent a beaucoup parlé de la dernière campagne électorale, allant même jusqu'à ressusciter son imitation de Brian Mulroney qui avait marqué ses discours pendant les dernières semaines de la campagne.

Rappelant les grands thèmes développés à cette époque par le NPD — la réforme du système fiscal et un impôt minimum pour les riches, l'égalité des hommes et des femmes et la création d'emplois — M. Broadbent a rappelé que M. Mulroney avait alors endossé les idées du NPD.

Mais, tout de suite après les élections, « les conservateurs se sont lancés dans un grand blitz de relations publiques. S'il y avait deux ou trois personnes réunies, on était certain d'y trouver un conservateur qui disait faire des consultations. Mais s'ils ont entendu tout le monde, ils n'ont écouté que les riches et les puissants », a lancé le chef du NPD.

Le budget du mois dernier illustre particulièrement bien les « deux poids et deux mesures » dont fait preuve le gouvernement Mulroney, estime-t-il, puisque les consommateurs paieront \$6,7 milliards de plus en taxes de toutes sortes au cours des cinq prochaines années, alors que les grandes sociétés verseront \$2,2 milliards de moins en impôts.

Enfin, le chef néo-démocrate a rappelé la série de gains que son parti a faits au niveau provincial au cours des derniers mois à Terre-Neuve, où les néo-démocrates

provinciaux ont triplé leur pourcentage du vote populaire lors des dernières élections, et en Colombie-Britannique, où le NPD a fait des gains importants lors d'élections partielles.

Quant au Québec, M. Broadbent a insisté sur la nécessité d'y faire élire des néo-démocrates et sur la formation récente d'un parti provincial.

Selon lui, les sondages démontrent que le NPD fait des gains considérables au Québec et le parti fédéral continuera d'y assurer une présence grandissante.

Une quarantaine de délégués québécois étaient déjà inscrits, hier, et on en attend quelque 75 avant la fin des inscriptions. Quelque 1 200 délégués sont attendus de toutes les régions du Canada.

Par ailleurs, les délégués ont déjà commencé à étudier les diverses résolutions qui leurs sont soumises.

Ainsi, ils ont adopté une résolution demandant une refonte du système de taxation au Canada et pour qu'un impôt minimum de 20 p. cent soit imposé aux Canadiens bien nantis.

Une résolution parrainée par la délégation québécoise et révoquant la création d'une commission nationale de protection de l'enfant a aussi été adoptée.

À l'unanimité, les délégués ont adopté une résolution demandant le rétablissement intégral des sommes qui devaient être allouées au financement de la formation et de l'éducation post-secondaire.

INDEXATION DES PENSIONS

Le troisième âge savoure sa victoire

■ La Coalition québécoise et inter-provinciale pour la pleine indexation des pensions a crié victoire hier en apprenant que le ministre fédéral Michael Wilson avait retraits sur la question de l'indexation des pensions de vieillesse.

CLAUDE-V. MARSOLAI

M. Marcel Lapalme, co-président national du mouvement « Voix des aînés au Canada » qui vient de tenir son congrès de fondation à Edmonton, soutient que cette heureuse nouvelle prouve que les personnes du troisième âge ont une capacité de se faire écouter.

« Notre front commun des provinces a probablement été déterminant dans le recul du gouvernement fédéral sur cette question. Après tout, même si les personnes âgées ne représentent que 10 p. cent de la population, ils accaparent 33 p. cent du vote lors des élections. »

Pour sa part, la présidente de l'Association québécoise de défense des droits des retraités, Mme Yvette Bruneau, a indiqué que cette victoire représentait une économie de \$100 pour les retraités cette année, \$1 500 pour un pensionné célibataire sur cinq ans et \$2 400 pour un couple de pensionnés.

A son avis, le problème de la désindexation traduit un malai-

se plus fondamental: celui d'une véritable réforme des systèmes des pensions liée à une politique de sécurité de revenu pour tous les aînés du Canada.

C'est pourquoi elle pense que les fédérations et les associations des personnes âgées devraient poursuivre la lutte afin d'obtenir une réforme qui s'appuierait sur une politique de revenu décent comme régime de base et sur une réforme de pensions axée principalement sur une revalorisation et un élargissement des régimes publics, particulièrement pour les femmes âgées.

M. Lapalme croit que les gouvernements ont erré jusqu'ici en axant les récentes réformes sur une stimulation de l'épargne personnelle et sur l'amélioration des fonds de pension privés. « Les entreprises, dit-il, se sont empressées d'obtenir un gel de l'indexation des allocations de pension en prétextant la crise économique. Cette situation va à l'encontre des intérêts des retraités(e)s. »

Enfin, le co-président de la « Voix des aînés au Canada » affirme que la prochaine bataille aura lieu au Québec où le gouvernement a l'intention de modifier le régime des rentes afin de doubler les cotisations et bonifier les rentes afin qu'elle représente 37½ p. cent du revenu réel.

...et Brian Mulroney reconnaît avoir erré

■ OTTAWA (PC) — La première partie de la session du nouveau gouvernement conservateur de Brian Mulroney s'est terminée, hier, veille de l'ajournement estival, sur une déclaration d'humilité du premier ministre, qui a candidement admis que son administration n'était pas parfaite.

Le chef du gouvernement, en poste depuis le 4 septembre dernier, a donné sa dernière conférence de presse avant de prendre des vacances d'à peine quelques jours, puisqu'il doit visiter sa circonscription de Manicouagan, et participer aux réunions de cabinet hebdomadaires en plus de voir à l'administration courante des affaires de l'État.

Aux journalistes qui lui demandaient, hier, de préciser s'il était aussi fier qu'il voulait bien le laisser entrevoir de ses premiers mois à la tête du gouvernement canadien, le premier ministre a tracé un portrait partisan des réalisations de son gouvernement après avoir candidement admis qu'il avait erré dans la question de la désindexation des pensions de vieillesse.

Il a ensuite admis qu'il voyait mal comment le débat de l'universalité des programmes sociaux pourrait être amorcée, au cours des prochains mois, parce que, selon lui, la population canadienne n'est pas encore mûre pour entreprendre un débat non

partisan sur une question qui soulève encore beaucoup de passions.

Le premier ministre a refusé de s'en prendre à l'opposition, « parce que, a-t-il dit, elle remplit son rôle ».

« L'opposition, a-t-il dit, sera jugée, comme le gouvernement, en temps opportun, dans trois ans et demi, à l'occasion d'une élection.

« D'ici là, a-t-il poursuivi, il y aura des fluctuations régulières et constantes dans l'opinion publique et ça nous le savons. Il y a des sondages qui sortent mensuellement et nous allons continuer de travailler pour essayer de demeurer forts auprès de la population. »

Depuis le 8 novembre, date du dépôt aux Communes de l'Exposé économique du ministre des Finances Michael Wilson, alors qu'il s'engageait à amorcer la reprise économique, le gouvernement Mulroney a posé beaucoup de gestes qui ne se traduisent pas nécessairement par des mesures législatives précises.

M. Mulroney a donc profité de l'occasion, hier, pour tracer son propre bilan. « Nous avons créé 271 000 emplois, a-t-il dit, les taux d'intérêt ont diminué de deux et demi pour cent, l'inflation se maintient en bas de quatre pour cent, les intentions d'investissements ont grimpé de 13 p. cent l'année dernière et nous avons réduit le déficit de \$4,4 milliards. » — Presse Canadienne

SELON BRIAN MULRONEY

« Le patronage est un problème institutionnel dont nous avons hérité »

■ OTTAWA — Le gouvernement conservateur a fait plus de nominations non-partisanes en neuf mois que tout autre gouvernement pendant un mandat complet.

C'est ce qu'a affirmé, hier en conférence de presse, le premier ministre Brian Mulroney en ajoutant que toute la question du patronage « est un problème institutionnel dont nous avons hérité ».

Le premier ministre a cependant admis qu'il n'avait pas nécessairement été aussi efficace pour s'occuper de cette question qu'il ne l'aurait voulu au début de son mandat.

Il a affirmé qu'il avait tenté de convaincre des libéraux et néo-démocrates connus d'accepter des postes dans l'appareil fédéral mais que ces personnes avaient refusées « pour des raisons d'affaires et des raisons de conflits d'intérêts en vertu des anciennes directives sur ce sujet.

« Malgré tout, nous avons nommé un nombre record de non-conservateurs à des postes élevés au cours des huit derniers mois », a soutenu M. Mulroney.

Le premier ministre a aussi soutenu qu'il déposerait les nouvelles directives sur les conflits d'intérêts devant le comité McGrath « à un moment approprié quand la Chambre recommencera à siéger ».

M. Mulroney, qui avait promis de modifier les directives dont il avait hérité du gouvernement libéral, a soutenu qu'elles étaient tout de même d'une certaine effi-

cacité et que « nous travaillons à partir d'une base assez impressionnante à partir des documents que M. Trudeau nous avait laissés et que M. Clark avait endossés ».

Selon M. Mulroney, les nouvelles directives sur les conflits d'intérêts seront « exigeantes, très rigoureuses et plus strictes que celles que nous avons présentement ».

Cependant, il affirme qu'elles n'auraient pu être reçues par les Communes avec toute l'attention et la bonne réception qu'elles méritent « à cause d'autres événements qui se sont produits en Chambre ».

Justement, le premier ministre affirme que les Communes devront s'améliorer au plan du décorum et que malgré ses bonnes intentions, les députés de son propre parti avaient péché sur ce point.

Mais il se dit encore plus troublé de l'attitude des libéraux, qui se sont associés au « Ral Packo », un groupe de députés libéraux qui s'est fait remarquer pour ses attaques très partisans contre le gouvernement.

« Leurs actions, le manque de respect pour le président des Communes, pour les institutions du Parlement et leurs manières rudes n'ont pas aidé », a-t-il souligné.

M. Mulroney a dit espérer que le chef libéral John Turner accepte et assume ses responsabilités sur cette question.

— Presse Canadienne

PRIX IMBATTABLES
DU MANUFACTURIER AU CONSOMMATEUR

Revêtement de maison
A partir de **\$60** du carre

Porte isolée 2 po., couleur
\$185 et plus

Contre-fenêtres sur mesure
Porte patio 5 pi
\$450

J.L. ALUMINIUM INC.
1203, boul. Curé-Poirier o.
Longueuil
677-3023/521-4745

RÉSIDENTIEL ET COMMERCIAL

Cher monsieur Laurentide,



et nous avons
grandement apprécié votre
collaboration.

Encore une fois,
Merci.

Jean
Gaston Normand Lise et Sylvie

P.S.: En camping, on y donne
la cloque nous autres aussi!

Laurentide

AU GRAND DAM DU QUÉBEC

Ottawa réaménage unilatéralement les programmes de formation et d'emploi

■ OTTAWA — Sans y ajouter un sou, le ministre fédéral de l'Emploi, Mme Flora MacDonald, a annoncé hier un profond réaménagement des programmes fédéraux de formation et d'emploi.

DENIS LESSARD
de la Presse Canadienne

Mais, dès vendredi, la décision fédérale de refondre sans l'aval du Québec les initiatives fédérales a soulevé l'indignation des politiciens québécois, qui rappellent que la formation est une compétence provinciale.

Soutenant mettre fin à « l'imbroglio des précédents programmes de création d'emplois bidons », le ministre MacDonald a annoncé la mise sur pied de six nouveaux programmes de création d'emploi où le fédéral versera \$4 milliards au cours des prochaines années.

Pour l'année 1985-86, \$2,1 milliards seront alloués vers ces initiatives qui devraient bénéficier à 400 000 Canadiens cette année, a soutenu le ministre.

Les nouveaux programmes fédéraux sonnent aussi le glas des allocations par comté pour la création d'emploi. Hier, les critiques libéraux dans ce secteur, M. Jean Claude Malépart et Mme

Lucie Pepin, ont attaqué ces intentions qui augureront moins d'argent vers les régions éloignées. Pour M. Malépart il est injuste de rendre l'assistance fédérale proportionnelle au travail du député ou au potentiel industriel d'une région, chaque comté devrait, comme par le passé, disposer d'un fonds destiné à la création d'emploi et à la formation.

Hier en conférence de presse, le ministre MacDonald a soutenu qu'elle était disposée à discuter avec Québec des modalités d'application des initiatives fédérales. Ottawa entend mettre fin au chevauchement des programmes tout en permettant au secteur privé et communautaire d'être les moteurs de la création d'emplois, a-t-elle dit.

À Montréal toutefois, le ministre québécois de la Main-d'œuvre, Pauline Marois, a soutenu que l'annonce fédérale manifestait « une incompréhension grave à l'égard des intérêts des citoyens du Québec en matière de professionnelle ».

Pour Québec, la décision fédérale entretient la « duplication des services, la confusion administrative et la bureaucratisation qui marquent ce secteur fondamental pour l'avenir de la main-d'œuvre du Québec ». « On ne sait pas si Ottawa a décidé d'aller

de l'avant en dépit du Québec ou par naïveté », de lancer un fonctionnaire représentant du gouvernement du Québec à Ottawa.

Pour Mme Marois, le ministre MacDonald a arrêté cette stratégie sans avoir obtenu d'accord préalable du Québec.

« La formation professionnelle est un champ de préoccupation que le Québec a toujours considéré comme un des principaux leviers de son développement », a-t-elle dit.

Six programmes

Mme MacDonald a dévoilé hier six nouveaux programmes fédéraux de formation ou seront affectés \$2,1 milliards d'ici la fin de l'année. Quelque \$100 millions iront à « Acquisition de compétence » pour payer la formation des travailleurs qui risquent de faire face à un changement technologique.

La prestation fédérale sera versée à ceux qui prennent un congé de formation, à temps plein ou partiel.

Ottawa accordera \$350 millions à « Intégration professionnelle », un programme qui vise l'intégration des jeunes au marché du travail ou le retour des femmes à l'emploi. Quelque 400 000 jeunes chômeurs au Canada n'ont pas terminé un secondaire et sont touchés par un taux de chômage

de 41 p. cent. En outre, 200 000 ménagères reviennent chaque année au marché du travail.

Le plus important programme de Développement de l'emploi, doté de \$700 millions, vise la formation des chômeurs qui ont perdu leur emploi depuis plus de 24 semaines. L'employeur éventuel recevra des subventions pour embaucher ces employés tandis que les groupes communautaires et les associations bénévoles pourront faire accepter leurs projets.

Un programme sur la main-d'œuvre spécialisée recevra \$50 millions, tandis qu'une initiative destinée à favoriser l'innovation sur le marché du travail disposera de \$100 millions cette année.

Cette dernière initiative veut appuyer les gestes posés par les provinces dans ce domaine. Ottawa participera au financement de toute idée nouvelle susceptible d'accroître le marché du travail.

Finalement \$150 millions iront au Fonds de développement des collectivités destiné aux villes touchées par des fermetures d'usines et aux prises avec un chômage chronique.

Depuis deux ans, 30 000 congédiements ont été signalés, remarque le document du ministère, admettant que souvent l'aide fédérale « est arrivée trop tard ».

Pour le ministre MacDonald, il n'était pas facile de changer le cap des anciens programmes établis sous l'administration libérale. « C'est comme faire tourner un paquebot sur un dix cents », a-t-elle dit, « ces programmes allaient dans toutes les directions », a-t-elle renchérit.

Selon elle, le coup de barre donné par les Tories l'automne passé a déjà porté fruit et le programme Défi 85 a créé 80 000 emplois pour les jeunes, comparé à 50 000 l'année passée.

René Jalbert huissier de la verge noire

■ OTTAWA — Le héros de la fusillade de l'an dernier à l'Assemblée nationale, M. René Jalbert, jusqu'ici Sergent d'armes au Parlement de Québec, deviendra le nouveau gentilhomme huissier de la verge noire du Sénat canadien.

C'est ce qu'a fait savoir hier le bureau du premier ministre Brian Mulroney par un communiqué. M. Jalbert fut celui qui a ramené à la raison le caporal Denis Lortie, responsable de la fusillade du 8 mai 1984 à l'Assemblée nationale du Québec.

M. Jalbert, au Parlement de Québec depuis 11 ans, prendra ses nouvelles fonctions en juillet prochain. Il remplace l'ex-député libéral de Trois-Rivières, M. Claude Lajoie, nommé par l'ancien premier ministre John Turner le 9 juillet 1984. Depuis M. Lajoie avait souligné qu'il souhaitait retourner à la vie privée bien que l'emploi de gentilhomme soit rétribué plus de \$64 000 par année. — Presse Canadienne

MAIGRIR ÉQUIPE de diététistes, éducateurs physique, animateurs, sous la responsabilité des docteurs, Jean-Guy Boileau M.D., M.S.C. (nutrition) et Pierre Lizotte M.D.

C'BON DE MONTRÉAL
276-2573

Rambo: il était une fois un... grand tata

■ Allez voir Rambo. Ça presse. Je ne vous dis pas que c'est un bon film. Ni un grand film. Mais c'est une œuvre importante et lumineuse en ce sens qu'elle éclaire notre époque et la révèle à tout jamais aux générations futures.

Rambo c'est une histoire écrite et jouée par Sylvester Stallone. Et comme toutes les histoires de Stallone, c'est la suite du même merveilleux conte dont il a déjà tiré ses Rocky un, deux et trois. La même merveilleuse fable qui commence ainsi: « Il était une fois, un grand tata, avec des gros bras... »

En janvier 1961, le président Kennedy envoyait ses Marines à Saïgon. C'était le début d'une guerre qui ne devait se terminer que quinze ans plus tard. Et puis il y a eu dix ans de difficile convalescence. Les vétérans du Viet-Nam avaient rapporté dans leurs valises toutes sortes de vices, de dopes et de maladies, et surtout la pire de toutes les lèpres: la défaite.

C'est alors que Rambo-Stallone sur son cheval blanc...

En un peu moins de deux heures, Rambo transforme en victoire, une défaite qui pourrissait depuis 25 ans. Les critiques diront ce qu'ils voudront, c'est, pour le moins, un événement!

Il faut entendre les gens applaudir dans la salle. Il faut entendre aussi leurs commentaires. Il faut savoir que le film rencontre un succès plus grand que E.T. et que, pour l'instant, seuls Indiana Jones et le Retour de Jedi ont fait de meilleures recettes que Rambo.

Selon la revue Time, on s'apprête à mettre en marché, pour les enfants, toute une panoplie guerrière: mitraillettes, couteaux, arbalètes, revues, écussons tous marqués du sceau Rambo... Il y a même déjà, en pharmacie, des vitamines Rambo!

Plus significatif encore, l'armée américaine utilise des posters de Rambo qu'elle placarde dans ses bureaux de recrutement!

La réputation de Rambo déborde largement les frontières américaines. Il est le héros de l'heure au Canada bien sûr, mais aussi au Moyen-Orient, aux Philippines, et même dans des pays où le film n'a pas encore été projeté, c'est assez dire l'importance du phénomène...

Mais qu'est-ce que ce nouveau Superman a donc de si différent des autres? Au premier abord, rien. Il est grand, il est fort, il est beau, (du moins selon les canons les plus têtus et les plus machos de la beauté) et bien sûr, il est invincible...

Finalement ce qui distingue Rambo des autres héros, ce sont ses ennemis. Il combat bien sûr l'ennemi traditionnel, je veux dire le sale étranger, petit, jaune, cruel et communiste. Mais il combat aussi un ennemi bien plus redoutable: l'ennemi de l'intérieur. Le défaitiste. L'intellectuel. Le militaire de carrière à la botte des politiciens... C'est là la grande victoire de Rambo: qu'il identifie et triomphe des traîtres à la nation.

Qu'il mitraille du Viet, qu'il éventre du Jaune, bravo, bravo. Encore, encore. Mais c'est, au fond, rien que normal. On ne s'attendait pas à moins. Le commun du G.I. peut facilement venir à bout de vingt Viets, alors pensez, un athlète comme Stallone, entraîné comme il est... (Stallone s'entraîne - pour vrai - avec le corps d'élite de la police de Los Angeles). Et puis il ne faut pas perdre de vue que tout cela reste du cinéma, il y a les effets spéciaux, les trucages, etc... Bref, amenez-en des Viets! Quand il n'y en aura plus, on coupera, et debout les morts, on les retuera...

Non, Stallone eût mitrillé du Viet pendant des heures et fait des montagnes de leurs cadavres que cela n'eût pas suffi. Pour donner une dimension véritablement patriotique à son film, et donc une morale nationale, il lui fallait dénoncer les traîtres.

C'est cela le grand succès de Rambo. Il énonce tout haut, il confirme ce que le monde libre pense tout bas depuis vingt ans: les Américains n'ont jamais perdu la guerre du Viet-Nam. Leurs soldats étaient les plus beaux, les plus grands, les plus forts...

Seulement voilà, pas de chance, les pauvres p'tits gars ont été trahis...

Rambo a fait hurler les critiques. Il y a de quoi. Le propos est énorme. Enorme aussi la propagande revancharde. L'incitation à la chasse aux traîtres. Film maccarthyste comme on n'a pas osé en faire sous Mac-Carthy...

Pourtant... pourtant me semble que pour énorme qu'il soit, le propos de Rambo n'est pas si différent de celui des autres films sur la guerre du Viet-Nam. Je pense à deux films en particulier qui ont eu l'heur de beaucoup plaire, ceux-là, aux critiques. Je pense à Coming Home de Ashby. Je pense à Apocalypse Now de Coppola.

Vous souvenez-vous de John Voight dans Coming Home? Comment ce grand blessé du Viet-Nam, comment ce cul-de-jatte, avec ses prothèses, mais surtout avec son indomptable volonté, parvient à conduire une auto grand sport, à jouer au basketball, et même parvient à baiser, (et comment!) Jane Fonda.

On a salué dans ce film super intelligent, paraît-il, la dénonciation des horreurs de la guerre... Ouais? Je ne dois pas être assez subtil, je n'y ai vu, moi, qu'un refus, très américain, de la défaite... Et déjà, là aussi, l'annonce de la trahison... incarnée dans Coming Home par le veule mari de Jane Fonda, cet officier un peu lâche qui finira par se suicider...

Vous vous souvenez sûrement aussi du délire de Kurtz-Brando dans Apocalypse Now... Même cruauté que Rambo. Même sentiment d'avoir été trahi, et de toute évidence, par les mêmes personnes! Pourtant le film a été salué par de rigoureux cinéphilos comme un chef-d'œuvre... Mais me semble que la différence est surtout dans la manière. Primaire, réductrice, simpliste chez Stallone. Intellectuelle, ambiguë et torturée chez Coppola. Me semble pourtant qu'ils disent, au fond, la même chose: on était les plus forts, mais on a été trahis!

Le succès populaire de Rambo en fait freaker plusieurs. Si vous voulez mon avis, il y a un petit poil de snobisme là-dedans. Pour ce qui est du fond, du moins, on n'apprend rien sur le Viet-Nam que nous ait déjà dit hypocritement, Coppola, Ashby, et même, j'oublie son nom, l'auteur du très beau Deer Hunter.

C'est finalement la forme qui est freakante dans Rambo. Le discours y est primitif, bas, bande dessinée cheap. Et ce n'est pas très rassurant de constater que c'est là le langage de la majorité...

Allez voir Rambo. En vous souvenant que c'est le langage de la majorité.

Allez voir Rambo. C'est le meilleur documentaire à avoir jamais été tourné sur la fin du monde... Si l'humanité doit avoir des survivants, dans 5 000 ans, au hasard d'une fouille, ils tomberont sur une copie de Rambo, et alors ils comprendront tout! « C'était donc cela! Ils n'ont pas été atomisés comme on le croyait. Ils sont tous morts de connerie les pauvres... »

Gare aux escompteurs

■ OTTAWA — Quelque 385 000 personnes, pour la plupart très pauvres, qui étaient incapables d'attendre leur retour d'impôt fédéral ou leur crédit d'impôt pour enfant ont eu recours l'an dernier à des escompteurs, perdant ainsi 15 p. cent de leur argent. Cette pratique consistant à

avancer rapidement l'argent que le contribuable attend du gouvernement moyennant une commission est en hausse constante. En 1979, seulement 7 000 personnes avaient eu recours aux escompteurs.

— Presse Canadienne



Sylvester Stallone dans Rambo.

Le Jour du CANADA

En cette Année internationale de la jeunesse, nous voulons rendre hommage à tous les jeunes Canadiens d'hier et d'aujourd'hui. Après 118 ans, notre pays a gardé sa jeunesse grâce à leur esprit d'aventure et leur intrépidité lucide.

Trop jeunes pour ne pas être emballés par l'avenir, mais conscients des malaises de leur croissance, ils ne sont pas assez âgés pour se laisser abattre par les revers qui surviennent.

Que le jour du Canada soit une occasion d'approfondir notre compréhension des autres... et d'élargir notre vision à la grandeur du pays où nous vivons.

HENRY BIRKS ET FILS

DÉTECTIVE PIERRE D. MASSUE DEPUIS 1949 387-8757

• Autorisé sous l'Acte concernant les agences de détectives du Québec • Licencié par la Cité de Montréal

• Disparitions • infidélité conjugale • surveillance • divorce • preuve d'adultère • enquêtes criminelles • fraude • extorsion • surveillance d'employés • filature • toutes preuves pour la cour

CONFIDENTIEL - DISCRETION ASSURÉE

VENTE DU GRAND DÉMÉNAGEMENT

Futon 7^e Ciel

Finis 7 p. et base de 385 \$

Aucun autre achat requis

Garanti 12 ans

MONTRÉAL 354 est. Beaubien métro Beaubien 277-9385	MONTRÉAL 622 ouest. Sherbrooke métro Guy 937-2253	LAVAL 103 boul. de la Concorde 669-7887	LONGUEUIL 1505, rue Ste-Hélène 677-8041	JOLIETTE 516, rue St-Viateur 756-1104	VERDUN 5355, rue Wellington 766-2331
---	--	---	---	---	--

Champs de Fraises

Nous aimerions vous revoir dans nos champs de fraises. Venez les cueillir vous-même.

Nos fraises sont succulentes et nos prix appétissants.

Les Fraisières du Québec ST-JEAN 772, Jacques-Cartier Sud (514) 346-3916	La Fraisière CARIGNAN (CHAMBLY) 2486, Bellerive, Carignan (514) 658-0694
Richard Beauregard Fraises et framboises STE-MADELEINE Route 120, sortie 20 435, rue St-Simon 795-3814	La ferme Quinn ÎLE PERROT 2495, boul. Perrot 453-1510

SYNDICAT DES PRODUCTEURS ET PRODUCTRICES DE FRAISES ET FRAMBOISES DU QUÉBEC

Agriculture, Pêcheries et Alimentation Québec

NOUVEAU F. FARHAT OPTICIEN D'ORDONNANCES

PRÉSENTE **LUNETTES EXPRESS** POUR LES GENS PRESSÉS

VOS LUNETTES LE MÊME JOUR POUR LA PLUPART DES PRÉSCRIPTIONS

TRÈS GRAND CHOIX DE MONTURES TOUJOURS À MINI-PRIX

2 LABORATOIRES SUR PLACE, SURFACE ET MONTAGE

CHARGEX VISA AU CENTRE-VILLE DE MONTRÉAL MÉTRO GUY ACCESSIBLE À TOUS! MasterCard

1510, BOUL. DE MAISONNEUVE OUEST 931-7211

En 14 ans, Lougheed a refait l'Alberta

Peter Lougheed, qui vient d'annoncer sa décision de quitter la vie politique, a plus accompli en 14 ans pour promouvoir l'Alberta que tous ses prédécesseurs depuis 1905, date à laquelle l'ancien territoire fut érigé en province.

Cet homme moderne, en défendant vigoureusement les intérêts de sa région, n'a pas desservi l'unité de son pays malgré les craintes qu'ont pu susciter certains affrontements entre Ottawa et Edmonton au sujet de la propriété et de l'exploitation des richesses pétrolières.

Avec Allan Blakeney, premier ministre de la Saskatchewan jusqu'en 1982, M. Lougheed a contribué ces dernières années à rétablir en faveur de l'Ouest canadien un équilibre économique et politique que la trop longue hégémonie ontarienne rendait illusoire. L'avènement à Ottawa d'un régime conservateur qui a des assises dans toutes les provinces sanctionne et couronne ses efforts en faveur d'un fédéralisme plus respectueux des différences régionales.

Depuis son accession au pouvoir en 1971, M. Lougheed a gouverné avec de fortes majorités et un large appui populaire. Quand il combattait l'Establishment du Canada central, la domination torontoise ou l'arrogance du gouvernement fédéral, il parlait avec l'assurance de celui qui exprime les sentiments et les aspirations d'une vaste majorité de ses concitoyens, non seulement en Alberta, mais aussi dans les autres provinces de l'Ouest.

Le prestige énorme dont il jouit dans ces quatre provinces, l'admiration qu'on lui porte également dans l'Est et les Maritimes l'ont souvent désigné comme aspirant naturel à la direction du Parti conservateur canadien. Mais il ne convoitait pas cette fonction, en partie parce qu'il ne pouvait communiquer avec le Canada francophone et le Québec dans la langue de ses habitants, en partie parce que ses ambitions ne le poussaient pas au-delà des frontières de sa province.

Par ses politiques et dans ses négociations avec le gouvernement fédéral, il a réussi, grâce au pétrole, à favoriser l'essor prodigieux de l'Alberta, la mise en place de ses infrastructures, de ses équipements sociaux, son développement industriel. Mais, sachant que les conjonctures changent et que les ressources s'épuisent, il a eu la prévoyance de créer le «Heritage Fund», cette caisse où s'est accumulée une quinzaine de milliards qui permettront d'assurer à la province la transition difficile qu'elle doit faire maintenant.

Le temps de la prospérité facile du pétrole et du gaz naturel est révolu. Les grands chantiers d'exploration sont restreints ou fermés. Les prix baissent. La concurrence énergétique est vive. Le chômage sévit. C'est pourquoi M. Lougheed a engagé sa province dans d'autres voies: une agriculture moderne, des usines de produits alimentaires, des établissements pétrochimiques, la recherche scientifique et médicale.

Certes, il a collaboré avec les grandes entreprises canadiennes, américaines et multinationales, mais sans aliéner les intérêts albertains. Un an après son accession au pouvoir, il a augmenté les redevances sur le pétrole de près de 50 p. cent. Quatre ans plus tard, la province avait acquis Pacific Western Airlines, fondé la Société d'énergie de l'Alberta, assuré la participation de la province dans la société Syncrude et créé le Fonds Héritage.

Il a combattu la Politique nationale de l'énergie adoptée par les libéraux et qu'il jugeait néfaste au développement de l'Ouest et aux intérêts du Canada. Dans les conférences fédérales-provinciales, il n'a jamais perdu de vue les besoins des provinces moins fortunées.

En pleine gloire, à l'âge de 56 ans, il compte entreprendre une nouvelle carrière dans les affaires. Quel contraste entre la vie politique de l'Alberta et celle du Québec: M. Lougheed se retire dans l'euphorie et le succès, assuré que son successeur poursuivra sensiblement la même politique; au Québec, les régimes s'achèvent dans l'amertume, les départs sont imprégnés de chagrin et rien n'est moins sûr que la continuité politique...

Michel ROY

Encore question du Vieux Port

Il y a une dizaine d'années, les Montréalais réclamaient «une fenêtre sur le fleuve». Ils avaient raison: Montréal, bâtie sur une île, avait érigé un mur sur ses rives. On n'approchait pas de l'eau, on ne voyait pas l'eau, on pouvait se croire au milieu des plaines, même dans le Vieux Montréal, à deux pas du Saint-Laurent.

On a détruit quelques silos, libéré quelques quais, aménagé quelques espaces, c'était déjà mieux. Au moins, on pouvait voir l'eau, les quais, les bateaux. Mais c'était encore peu: l'immense territoire qui va de la rue Berri à la rue McGill demeurerait triste et désert.

Pourquoi? Pour une foule de raisons dont plusieurs sont strictement politiques. Quand le représentant d'Ottawa, M. Paul Gérin-Lajoie, suggérait d'y créer un centre culturel et scientifique, il faisait face à l'entêtement de Québec qui refusait catégoriquement de collaborer à un projet du fédéral; c'est ainsi que la Maison de la science et de la technologie a été expatriée sur les îles et que rien de stable ou de sérieux ne s'est fait.

Or, voilà que le nouveau président du conseil de la Société du Vieux Port, M. Roger Beaulieu, annonce la nomination d'un comité consultatif ayant pour mandat de mener à bien une consultation publique sur la vocation et l'aménagement du Vieux Port.

On pourrait craindre, a priori, que ce nouveau comité serve à repousser, encore une fois, l'échéance: on étudie, on ne peut agir. On sait que les archives des gouvernements regorgent de rapports de comités et de commissions. Ou bien, on peut accorder une pleine confiance aux bonnes intentions; mais craindre que les résultats ne mènent à rien, comme on a récemment vu à Montréal à la suite de la consultation sur la salle de concert. Bref, on peut être en droit de craindre que tout se produira, encore une fois, pour que rien ne se fasse.

Mais peut-être que non...

D'abord, les relations entre les deux gouvernements sont meilleures, on le sait. Pour une fois, ils voudront peut-être travailler à un projet commun. Ensuite, Montréal semble prendre de l'importance dans la tête du premier ministre conservateur. Enfin, et surtout, les membres du comité consultatif et la direction du Vieux Port affichent une détermination à laquelle il faut bien croire. Ajoutons à cela la qualité de la représentation: ces gens-là devront parvenir à des conclusions définitives ou alors personne n'y parviendra jamais.

L'interrogation devra atteindre un certain niveau. Par exemple, le comité devra étudier la pertinence de la situation actuelle: même si tout ce qui touche les transports, les ports et les aéroports, relève directement du fédéral, est-il normal que les activités et les aménagements du Vieux Port demeurent la responsabilité d'Ottawa? Ne serait-il pas plus réaliste que Montréal soit responsable de son territoire?

Les Canadiens sont habitués à l'État-providence; ils attendent tout du gouvernement. Au moins, si c'était d'un niveau de gouvernement proche d'eux, comme le municipal, par exemple; ils pourraient apprendre à ne pas exiger de l'État qu'il règle même leurs loisirs et leurs activités de fin de semaine.

Donc, d'abord préciser les responsabilités et les relations futures. Ensuite, penser à embellir, à profiter de ce que l'on a, à trouver les moyens de mieux vivre. Si, pour une fois, cette consultation pouvait produire ses fruits... Il semble qu'on ait le droit d'espérer.

Jean-Guy DUBUC



REGARD SUR MONTRÉAL

(Tous droits réservés)



Marcel Adam

Les Franco-Manitobains ont gain de cause, rien de plus

Le gouvernement Mulroney est disposé à aider le gouvernement manitobain à satisfaire à l'obligation que lui a faite dernièrement, la Cour suprême, de traduire en français toutes les lois adoptées en anglais depuis 1890.

On sait que ces quelque 4,500 lois seront frappées d'invalidité à moins que le gouvernement ne les traduise toutes dans un délai qui reste à déterminer.

Ce jugement rétablit les Franco-Manitobains dans leurs droits constitutionnels initiaux mais ne répare pas les torts incalculables causés à cette minorité aujourd'hui menacée d'extinction. Alors que les services en français demeurent rudimentaires, des millions de dollars seront dépensés pour traduire en français une multitude de statuts tombés en désuétude.

Le gouvernement manitobain pourrait se soustraire aux conséquences ridicules et inutilement coûteuses de ce jugement, en demandant au Parlement fédéral d'adopter un amendement constitutionnel en vertu duquel seulement le dixième des lois serait traduit, alors que les autres, aujourd'hui caduques, seraient déclarées rétroactivement valides.

M. Mulroney a discrètement tendu la perche au premier ministre Pawley. Jeudi, le minis-

tre de la Justice, M. Crosbie, laissait entendre que son gouvernement était prêt à participer à une réédition de l'entente avortée de 1983, conclue entre les gouvernements Trudeau et Pawley et la Société franco-manitobaine, mais qu'il revenait au gouvernement du Manitoba de prendre l'initiative.

M. Pawley ne semble pas intéressé par cette proposition, mais plutôt décidé à respecter à la lettre le jugement de la Cour suprême. C'est-à-dire traduire les 4,500 lois adoptées depuis 85 ans, l'opération dût-elle prendre une éternité et coûter au trésor public \$10 millions, peut-être même le double.

Échaudé par la crise qui a failli le perdre, M. Pawley redoute sans doute d'emprunter à nouveau la voie politique. Pour se soustraire à ce pensum par le biais d'un amendement constitutionnel, il lui faudrait encore mobiliser la législature et relancer un débat sur un projet de résolution destiné à enclencher le processus constitutionnel.

Cette fois-ci, l'opposition conservatrice ne ferait probablement pas objection à une démarche dont le seul objet serait de traduire le minimum de lois et de valider rétroactivement toutes les autres. Mais la Société franco-manitobaine n'accepterait pas de laisser le

gouvernement s'en tirer à si bon compte sans, en contrepartie, faire profiter la minorité francophone de cette économie de fonds publics par un supplément de services en français.

Or on sait que l'opposition conservatrice, appuyée en cela par la majorité de la population, ne veut pas accorder plus à la minorité francophone que ce qui est prévu dans la constitution. À la suite du récent jugement, les opposants à toute concession sont-ils revenus à de meilleurs sentiments? Réalisent-ils enfin qu'il serait raisonnable d'accorder à la minorité un supplément de services en français, avec les fonds qui, autrement, serviraient à traduire inutilement quatre mille lois désuètes ou de peu d'importance?

Je crains que les séquelles de la récente crise ne soient pas encore assez résorbées pour que les opposants trouvent bon aujourd'hui un arrangement qu'ils trouvaient mauvais hier.

J'imagine que les chances de réaliser un tel arrangement auraient été meilleures en ne mettant pas la charrue devant les boeufs. Si, par exemple, le gouvernement manitobain avait d'abord laissé la justice suivre son cours, il aurait probablement été plus facile ensuite de convaincre la majorité qu'il y aurait avantage à

conclure une entente avec la minorité francophone pour se soustraire aux coûteuses conséquences du jugement.

Mais en choisissant la démarche politique pour court-circuiter une démarche judiciaire dont il redoutait les conséquences, le gouvernement a déclenché une grave crise en fournissant à ses adversaires une occasion en or de se faire du capital politique.

Je ne suis pas sûr que si le gouvernement Pawley avait procédé comme je l'indique plus haut les choses auraient mieux tourné pour les Franco-Manitobains. Parce que les injustices dont ils sont l'objet ont plus à voir avec une certaine forme de racisme qu'avec toutes autres sortes de considérations. En tout cas il aurait fait preuve de plus de sagesse politique.

De toutes les leçons que l'on peut tirer de cette triste histoire je retiens surtout celle-ci: une minorité a bien peu de chances de voir son sort s'améliorer quand les dispositions constitutionnelles qui lui reconnaissent quelques droits contrarient plutôt qu'elles ne reflètent la volonté de la majorité.

P.S. — Cette chronique reprendra après mes vacances, soit le 30 juillet.

LECTURES

La quête d'un terrien

Paul Terrien portait bien son nom. Comme la plupart de ses concitoyens québécois, il avait bien fredonné «Partons la mer est belle». Mais là s'arrêtaient sa culture et ses aspirations maritimes.

Gérald LEBLANC

Et pourtant l'atavisme a ses droits. Les lointains souvenirs de sa tendre enfance lui rappelaient la lignée du célèbre capitaine J.E. Bernier, son grand-oncle et le plus grand des marins québécois. C'était d'ailleurs le quotidien *Le Droit*, où Terrien est journaliste, qui avait publié en 1939 les mémoires du capitaine Bernier.

C'est en anglais que furent publiés les souvenirs du marin de L'Islet. En anglais parce que ses notes de bord furent rédigées dans la langue de ses employeurs et parce que c'est un scribe anglophone qui recueillait

les propos du capitaine Bernier.

Et ce ne fut pas un grand succès de librairie. Le stock de l'édition devait aboutir chez Paul Terrien, dont le père, le docteur Jean Terrien, était exécuteur testamentaire du capitaine Bernier, son oncle.

La redécouverte du capitaine Bernier au Québec, la préparation des festivités Québec 1534-1984... Paul Terrien décida que le temps était venu de puiser dans le trésor familial. En 1983, Les Quinze publiaient la traduction qu'il venait de faire des mémoires de son grand-oncle. Et ce n'était qu'un début.

Notre journaliste se trouvait en effet à bord du *Kruzenshtern* et du *Dar Mlodziezy*, des voiliers-écoles soviétiques et polonais, pour Le retour des grands voiliers à l'été 84.

Ce passage de Terrien sur les grands voiliers d'antan ne fut pas fortuit. Il préparait alors en effet un ouvrage sur la construc-

tion navale à Québec au XIXe siècle. Québec à l'âge de la voile vient de paraître aux Éditions Asticou, une maison de l'Outaouais.

Il est étonnant d'apprendre que quelque 2 000 grands voiliers destinés à la traversée de l'Atlantique furent construits à Québec de la fin du XVIIIe à la fin du XIXe siècle. Il est carrément renversant de constater que la Vieille Capitale a complètement oublié ce passé maritime.

Terrien nous fait revivre ce siècle avec une plume alerte et fort bien renseignée. Il écrit un peu à la manière de Rumilly, une chronique truffée d'anecdotes et de «faits divers». On aimerait parfois qu'il élargisse les tableaux ou s'adonne plus longuement à un segment de vie maritime dans le Vieux Québec. On aimerait retrouver plus souvent les cinq pages savoureuses consacrées au tavernier Joe Beef, une institution du Vieux

Port de Montréal, qui ferait un magnifique sujet de long métrage.

Il faut dire aussi que la moitié du volume est faite d'une longue et précieuse liste de tous les grands voiliers construits à Québec de 1787 à 1896. Édifié patiemment à partir des «Shipping Registers», ce relevé servira sans doute aux chercheurs et aux amateurs d'histoire maritime.

Domage que l'aventure 1534-1984 n'ait pas réussi à nous faire récupérer collectivement le patrimoine maritime que Paul Terrien vient de se réapproprier personnellement. Il faut dire que nous partons de loin. Il y a tout au plus un embryon de musée maritime à L'Islet contre la bonne dizaine retrouvée dans les États de la Nouvelle-Angleterre. Et le Canada, le pays au plus grand littoral au monde, ne possède toujours pas de marine marchande.

«Québec à l'âge de la voile», Éditions Asticou, Hull, 1985.

Mulroney s'apprête à renforcer l'aile québécoise de son cabinet

Si ce n'était de Brian Mulroney lui-même, le Québec ne serait guère plus visible dans le cabinet fédéral qu'il ne l'était sous Joe Clark.

Le dernier sondage Gallup a confirmé au premier ministre que sa chute de popularité est plus importante au Québec que partout ailleurs au Canada, et l'a décidé à « faire quelque chose ».



MICHEL VASTEL

de notre bureau d'Ottawa

En annonçant la semaine dernière un léger remaniement de son cabinet, c'est d'abord au renforcement de son aile québécoise qu'il pensait. Ce mini-remaniement interviendra « très prochainement », a confirmé un proche du premier ministre.

Brian Mulroney avait averti tous ses ministres le jour de leur nomination au Conseil : « Personne n'est coulé dans le ciment » et deux ministres québécois pourraient dans quelques jours voir le sol leur glisser sous les pieds tandis que d'autres, actuellement sous-utilisés, auraient droit à une promotion.

Le premier remaniement de Brian Mulroney touchera donc quatre catégories de ministres :

— les cas-problèmes : on dit à Ottawa que le premier ministre cherche à se séparer d'Andrée Champagne dont le rendement n'est pas à la hauteur de ses attentes. Le Solliciteur général, Elmer MacKay, dont le comportement dans « l'affaire Hatfield » n'a jamais vraiment été éclairci, risque lui aussi de perdre son portefeuille. Enfin, l'entourage du premier ministre semble attacher beaucoup d'importance aux problèmes de santé d'André Bissonnette, ministre d'État à la petite entreprise, au point de lui confier des tâches moins lourdes. Malgré deux opérations chirurgicales, André Bissonnette est revenu cette semaine aux Communes, complètement rétabli. Mais il semble bien qu'on se servira de cette excuse pour expliquer son départ;

— les nouveaux-venus : si, comme le disent ses proches, Mulroney hésite encore à demander à une femme de quitter son cabinet, il se tournera selon toute vraisemblance vers Monique Tardif, adjointe-parlementaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale, Sinclair Stevens. Elle est cependant de la ville de Québec, comme Michel Côté, alors que c'est dans la région de Montréal que Brian Mulroney veut renforcer son cabinet. Les deux noms de députés ministériels qui reviennent le plus souvent sont ceux de Jean Charest (Sherbrooke) — qui a fait preuve de réels talents de communicateur dans l'affaire Domtar — et celui de Pierre Blais (Bellechasse) dont on a remarqué les talents de vendeur lorsqu'il a défendu dans la province les changements à la Loi sur la stabilisation des prix agricoles;

— une « deuxième chance » sera donnée notamment à Madame Suzanne Blais-Grenier et à Michel Côté en comptant sur l'arrivée auprès d'eux de nouveaux sous-ministres plus dévoués au régime. Dans le cas de Mme Blais-Grenier, le premier

ministre ne veut tout simplement pas céder aux pressions des durs de l'Ontario qui veulent sa tête en espérant prendre sa place. Le cas de Michel Côté intrigue bien des observateurs à Ottawa : l'entourage du premier ministre avait suscité tant d'espoirs à son sujet que le ministre de Québec a du mal à livrer la marchandise;

— dans le cas de Robert de Cotret, le premier ministre espère le voir prendre le leadership des grands dossiers économiques dans la région de Montréal. Il est par contre acquis dans la capitale fédérale que Benoît Bouchard (Roberval) va accéder à un vrai ministère. Ses talents de communicateur et son sens politique ont à ce point impressionné Brian Mulroney qu'il est en train de supplanter Michel Côté au titre « d'étoile montante » du Québec.

De façon assez surprenante, aucun des ministres du Québec n'a réussi à s'imposer pendant cette première session. Marcel Masse, Roch LaSalle ou Monique Vézina ont fait un très bon travail dans leurs ministères respectifs, passant à travers les dossiers chauds avec aisance mais ils ne sont pas vraiment réussis à émerger de leurs secteurs. Quant à Bob Layton, ministre d'État aux Mines, son départ passerait aussi inaperçu que son arrivée au cabinet.

À la décharge des ministres du Québec, les collaborateurs de Brian Mulroney rappellent que « tous ces ministres n'avaient pas d'expérience parlementaire, que plusieurs ont des problèmes de langue et qu'ils apprennent encore leur métier ».

Le contraste est d'autant plus frappant cependant que les ministres de l'Ouest ont tous une feuille de route quasi impeccable. C'est en particulier le cas de Patricia Carney qui a conclu des ententes avec toutes les provinces productrices de pétrole et de gaz naturel en quelques mois, de Don Mazankowski aux Transports, de Jake Epp à la Santé et au Bien-être. Mais il est vrai que tous ces ministres de l'Ouest appartiennent à l'histoire du parti conservateur, qu'ils ont une longue expérience de parlementaires et qu'ils ont eu un brin d'entraînement dans le gouvernement de Joe Clark en 1979.

En Ontario, les ministres de Toronto, Sinclair Stevens et Barbara MacDougall aux Finances ont accompli un travail énorme pour calmer les milieux d'affaires et les rassurer sur Brian Mulroney lui-même.

Si le premier ministre a quelques difficultés, c'est avec ses anciens adversaires au leadership : Joe Clark n'a pas encore réussi à s'imposer, d'autant plus que son ministre du Commerce, James Kelleher — un ami de Brian Mulroney — s'entend très mal avec lui. Le cas de John Crosbie est encore plus délicat puisqu'il constitue la seule vraie force politique dans les Maritimes, une région pourtant déjà sous-représentée au cabinet fédéral. Il est cependant encore trop tôt pour les laisser partir.

Par contre, on affirme que les déboires du ministre des Finances avec son premier budget l'ont rapproché de Brian Mulroney et on nait cette semaine avec la dernière énergie les rumeurs de la démission de Michael Wilson. S'il doit être remplacé cependant, Mulroney



Monique Tardif, adjointe-parlementaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale, Sinclair Stevens. Elle est de la ville de Québec.



Pierre Blais (député de Bellechasse)

aura la chance de nommer la première femme ministre des Finances au Canada : il a en effet, avec Patricia Carney et Barbara MacDougall, deux candidates de premier ordre.

On dit enfin dans l'entourage du premier ministre que le mini-remaniement amènera aussi une réorganisation des comités du Conseil des ministres. Le Conseil privé n'exerce plus, comme sous Pierre Trudeau, de leadership politique et il manque actuellement au cabinet fédéral des groupes de penseurs qui réfléchissent sur les grandes orientations politiques du gouvernement.

C'est là que certains jeunes ministres plus « intellectuels » comme James Kelleher, Thomas Siddon (Science et Technologie), ou Benoît Bouchard pourraient être davantage utilisés.

Après 300 jours du premier gouvernement Mulroney, une conclusion s'impose donc à tous

les observateurs : le seul homme fort de ce gouvernement, c'est Brian Mulroney lui-même. C'est d'autant plus dangereux qu'à l'inverse de Pierre Trudeau, il n'y a pas dans son entourage d'hommes solides, ni à son bureau ni au Conseil privé, qui aient pris le contrôle de la bureaucratie fédérale.

Le gouvernement aura deux sessions extraordinaires du Comité des priorités et de la planification cet été pour se reprendre en main. D'ici là, une bonne demi-douzaine de sous-ministres importants auront été remplacés par du sang neuf apporté du secteur privé ou des provinces.

Le 9 septembre, quand le Parlement se réunira à nouveau, l'excuse de l'apprentissage ne tiendra plus et ce n'est qu'à ce moment-là qu'on saura si Brian Mulroney changera autant le pays que son homologue Margaret Thatcher a pu le faire en Grande-Bretagne.



Lysiane Gagnon

Les « yuppies » québécois

Le Parti québécois qui émergera de la course au leadership sera méconnaissable : les milliers de nouveaux membres que lui attirera l'élection de son chef au suffrage universel en transformeront le visage et la pensée. D'où viendront-ils ? Tout dépendra de la force respective des candidats et des milieux où ils concentreront leur recrutement.

Mais le PQ a déjà changé. Il n'a plus grand chose à voir avec l'ardent mouvement des premières années. Au conseil national du week-end dernier, les délégués donnaient l'image d'un groupe pondéré, réaliste, plus friand d'efficacité que de débats idéologiques. Un gros changement, mais qui au fond n'a rien de mystérieux.

Le gros des militants du PQ est venu des « babyboomers », la génération née dans l'après-guerre. Ils avaient 25 ans à la crise d'octobre, 35 au référendum. Ils ont aujourd'hui 40 ans, et un REA.

Les « hippies » des années 60 sont devenus, avec le temps, des « yuppies », (pour « young upwardly mobile professionals »).

Ces jeunes « professionnels » en ascension sociale existent dans toutes les villes nord-américaines. Ils ont bénéficié de la période d'expansion économique, ils sont instruits, ce sont eux qui détiennent les meilleurs emplois, et même leur passé contestataire et militant leur a donné quelque chose de plus : une sorte de culture politique qui, canalisée vers des objectifs d'ordre économique, double leur efficacité. (Rien de mieux qu'un ancien militant pour l'entreprise. L'ancien militant voit venir l'adversaire, il a de l'énergie et du dynamisme, c'est souvent un « leader naturel », et les tactiques syndicales n'ont pas de secret pour lui. Entre la stratégie politique et la stratégie de mise en marche, la marge n'est pas toujours si grande!)

Comme en outre ces enfants du baby-boom de l'après-guerre forment la génération la plus nombreuse de toutes, ils ont pour eux la force du nombre. Ce sont eux qui déterminent les valeurs dominantes, les modes, les courants d'idée.

C'est quand ils étaient jeunes que la société valorisait la jeunesse, la contestation, Marcuse, les communes et les robes indiennes. Maintenant qu'ils ont vieilli, qu'ils ont plus d'argent et qu'ils se sont embourgeoisés, la société valorise des activités qui correspondent à leurs besoins : la bourse et les abris fiscaux, l'informatique, les produits fins, les industries culturelles, et la « gentrification » des villes (l'achat et la rénovation du vieux stock de logements urbains par des jeunes « professionnels » et le mouvement de retour au centre-ville).

En politique comme sur le marché de la consommation, ils pesent de tout leur poids. Ce sont eux qui, en Ontario, viennent de renverser les Tories au profit d'un Libéral plus progressiste, plus urbain et plus sophistiqué, qui répond parfaitement, comme d'ailleurs son allié néo-démocrate, au stéréotype du yuppie.

Au Québec, c'est ce groupe-là qui a été le grand bénéficiaire de la Révolution tranquille, du « French Power » à Ottawa et de la poussée nationaliste-indépendantiste au Québec.

C'est la première génération à avoir bénéficié massivement de la réforme scolaire des années 60. L'élargissement du secteur public lui a offert un extraordinaire éventail d'emplois rémunérateurs. La revalorisation du français à travers le Canada — la grande réussite du gouvernement Trudeau — lui permet de s'affirmer à Toronto, à Winnipeg, à Vancouver : auparavant, le français était une langue méprisée; aujourd'hui, les élites canadiennes-anglaises n'ont rien de plus pressé que d'envoyer leurs enfants dans des classes d'immersion pour qu'ils deviennent bilingues, et un Québécois qualifié — s'il est bilingue évidemment — a plus de chances de percer qu'auparavant dans les provinces anglaises.

Enfin, au Québec même, la génération des yuppies est celle qui a le plus bénéficié du mouvement nationaliste-indépendantiste, qui a permis aux francophones, grâce notamment à la loi 101, de reprendre en mains l'économie québécoise et de perdre ce qui leur restait de complexes d'infériorité.

Une partie du crédit en revient à l'ex-ministre Jacques Parizeau. Comme d'ailleurs Pierre Trudeau, il venait d'un groupe presque marginal tant il était minoritaire dans une société de gagnepetits où le niveau général d'instruction était très bas : la mini-bourgeoisie canadienne-française urbaine. Son père avait réussi dans les assurances, et sa mère avait milité, aux côtés de Thérèse Casgrain, pour l'obtention du droit de vote des femmes.

Convaincu qu'un peuple ne peut s'affirmer que sous l'impulsion d'élites « bourgeoises » nombreuses et dynamiques capables de s'affirmer dans le monde des affaires, Jacques Parizeau décida en quelque sorte d'élargir son milieu d'origine, et de créer — presque à partir de rien — une bourgeoisie francophone québécoise.

À l'époque où l'on parlait plutôt de créer « un Cuba, deux Cuba, trois Cuba... », il n'aurait pas été de bon ton de prôner la création d'un Outremont, deux Outremont, trois Outremont, mais c'est ce que M. Parizeau voulait faire, et qu'il fit.

Les premiers à s'en apercevoir furent évidemment les marxistes. Les autres se contentèrent d'en empêcher les résultats. Parmi bien d'autres tactiques, le ministre des Finances inventa celle du REA. Non pas seulement pour alléger le fardeau des hauts-salariés, mais pour changer les mentalités.

Tous les peuples n'ont pas le même rapport à l'argent. Les Canadiens français ont longtemps gardé la mentalité paysanne : l'argent dans le bas de laine (ou la caisse populaire), et le moins de risques possibles. Le Québec épargnait mais n'investissait pas, préférant se replier frileusement sur l'assurance, le plus d'assurances possibles. (Les Québécois furent longtemps, dit-on, les gens les plus « assurés » au monde. Toujours l'héritage paysan : la propriété était synonyme de biens fonciers, tangibles et non-transportables, donc périssables. D'où les assurances. Les actions, les « parts », c'étaient des biens abstraits, intangibles, et risqués.)

En créant les REA, l'ancien ministre des Finances forçait les Québécois à s'intéresser à la Bourse et à la finance, et à comprendre que l'argent doit non seulement fructifier, mais circuler.

Les yuppies sont par définition des ingrats. Ils prospèrent grâce au travail acharné des Lévêques, des Trudeaus, des Parizeaus. Mais ils ne voteront plus pour eux. Ils veulent du neuf, de l'inédit, du post-moderne, ils ne veulent plus entendre parler des misères de l'ancien temps, de l'époque où l'on se rendait à l'école à pied, où l'on se faisait dire « speak white », où l'on était né pour un p'tit pain. Ils se demandent s'il faut « acheter de l'Alcan » ou investir dans le pétrole, et c'est pour le tiers monde qu'ils réservent leurs capacités d'indignation (quand il leur en reste, car ils en ont dépensé des tonnes entre 1965 et 1975).

Maintenant, une question : qui, croyez-vous, parmi les (futurs) candidats à la succession de René Lévesque, serait le candidat des « yuppies » ?



Jean Charest (député de Sherbrooke)

Lougheed s'en est pris à la dominance de l'Ontario

Peter Lougheed, le premier ministre de l'Alberta, a annoncé sa démission cinq jours après celle de René Lévesque.

Pure coïncidence. Le «sheik aux yeux bleus» n'attendait pas le geste de son homologue québécois pour tirer sa propre révérence.

Pourtant, la vie publique de ces deux hommes n'est pas sans rapprochement.

Le premier ministre fédéral, Brian Mulroney, rendant hommage à l'Albertain, a dit cette semaine : «Il fut un artisan de l'unité canadienne qui avait des affinités particulières pour le Québec.»

Peter Lougheed disait au lendemain de la démission de René Lévesque qu'il avait toujours rejeté le projet indépendantiste de l'autre, mais qu'il avait partagé souvent les mêmes points de vue lors des conférences fédérales-provinciales, quand les deux hommes affrontaient Pierre Elliott Trudeau.

Ceux qui connaissent le chef conservateur de l'Ouest partagent aussi ce sentiment.

Le nouveau recteur de l'Université de Montréal, M. Gilles Cloutier, est un de ceux-là.

Avant d'occuper son poste actuel, M. Cloutier a présidé durant cinq ans le Conseil de la recherche de l'Alberta, un organisme qui a pour tâche d'élaborer la stratégie scientifique de cette province. Il a été nommé à ce poste par M. Lougheed lui-même.

«Il fut un grand politicien, tout le monde en convient», a déclaré à LA PRESSE M. Cloutier. «Mais, je dirais avant tout qu'il fut un homme d'une très grande intégrité.»

Celui qui a collaboré étroitement avec le leader albertain précise : «Il a défendu les intérêts de sa province dans une perspective beaucoup moins étroite qu'on est porté à le croire : il ne perdait pas de vue la dimension canadienne.»

Une perspective, selon M. Cloutier, qui a amené des divergences profondes avec le Québec. Ce qui n'a pas empêché, dit-il, une alliance certaine entre les deux provinces.

«Comme le Québec, l'Alberta conteste la prédominance de l'Ontario dans la Confédération.»

Un membre du gouvernement du Québec, en poste actuellement à Edmonton, explique que la formule d'amendement de la



MAURICE JANNARD

de notre bureau d'Ottawa

Constitution de novembre 1981 est une proposition de Peter Lougheed.

Puis, ajoute-t-il, le premier ministre de l'Alberta a fait inscrire dans la Constitution l'article sur la compétence provinciale en matière de richesses naturelles. Un objectif partagé par le Québec.

«M. Lougheed a fait accepter cela à Pierre Trudeau, mais en échange le premier a cédé sur la Charte fédérale des droits», explique le haut-fonctionnaire québécois.

Alors que tout le monde se félicitait de l'accord intervenu, à part René Lévesque bien sûr, Peter Lougheed a été le seul en novembre 1981 à souligner que la tâche était incomplète et qu'il faudrait un jour inclure le Québec.

On s'en rappelle : M. Lougheed disait personnellement accepter la demande du Québec sur la compensation financière adéquate si la province se retirait de certains programmes fédéraux, idée que M. Trudeau ne pouvait accepter.

Pour les Albertains, Peter Lougheed demeure la figure dominante de leur province. Il a présidé à leurs destinées durant les 14 dernières années.

Durant ce temps, la province est passée d'un stade rural à une économie industrielle, grâce au boom pétrolier.

Grand défenseur de l'entreprise privée, le chef conservateur a pris toutefois plusieurs initiatives au profit de l'État. Un temps, la province fut propriétaire d'une société aérienne, Pacific Western.

Puis, l'Heritage Fund a été créé pour permettre à l'État de récupérer une partie des royalties pétrolières. Ce fonds détient des avoirs de \$14 milliards aujourd'hui.

La stratégie de Lougheed était claire : prendre les ressources financières obtenues par le pétrole et les investir dans des projets industriels afin de diversifier l'économie régionale. Il a voulu faire de l'Ouest, avec un succès mitigé, un nouveau centre manufacturier. Cet objectif concurrence directement la position de l'Ontario.

Le ton a monté lorsqu'insatisfait du prix offert par Ottawa pour son pétrole il est même allé jusqu'à couper le robinet pétrolier pour réduire les approvisionnements dans l'Est canadien.

Lors de la conférence économique des premiers ministres à Regina, en février dernier, Peter Lougheed n'a pas raté l'occasion d'affronter son homologue ontarien, qui à ce moment était Frank Miller.

Le premier ministre de l'Alberta s'est prononcé carrément en faveur du libre-échange avec les États-Unis, position qui menace les intérêts économiques de l'Ontario.

Plusieurs ministres québécois, dont MM. Bernard Landry et Yves Duhaime, deux candidats possibles à la succession de M. Lévesque, partagent le point de vue albertain également sur le libre-échange.

Marié et père de quatre enfants, on rapporte que M. Lougheed occuperait bientôt un poste prestigieux dans une grande entreprise privée.

Il fut un temps, pourtant, où il a été tenté par la politique fédérale : il a songé, en juin 1983, à se présenter au leadership conservateur.

Il l'aurait fait uniquement parce que Bill Davis voulait tenter sa chance. Comme l'autre s'est retiré, Peter Lougheed a abandonné le projet.

Il a préféré garder pour deux ans encore, comme il l'a dit cette semaine, «le meilleur job politique au pays.»



Marc Lavallée affrontera Johnson dans Anjou



M. Marc Lavallée

L'ex-président péquiste de Montréal-Centre, le docteur Marc Lavallée, sera candidat libéral dans le comté d'Anjou représenté à l'Assemblée nationale par le ministre de la Justice et des Affaires Intergouvernementales canadiennes, Pierre Marc Johnson.

M. Lavallée a annoncé sa décision à LA PRESSE vendredi. La réunion de mise en candidature du PLQ dans le comté d'Anjou, qui ne devrait être qu'une simple formalité pour lui, doit avoir lieu fin août début septembre. Il a souligné qu'il s'offrait le plaisir d'affronter son ancien élève alors qu'il était vice-doyen de la faculté de médecine de l'Université de Sherbrooke. Un jeune homme pour qui il a beaucoup de respect, mais sans plus.

Le docteur Lavallée venait de remporter une victoire judiciaire contre le ministre des Affaires sociales, Guy Chevrette. Le juge de la Cour supérieure, Victor Melançon, a rejeté le décret imposé par ce ministre qui avait mis en tutelle, le 15 mai dernier, le Conseil d'administration du Centre d'accueil (CLSC) J.-Octave Roussin, à Pointe-aux-Trembles, dont le docteur Lavallée est directeur.

Les motifs invoqués par le ministre n'étaient pas valables, selon le docteur Lavallée, qui prétend que la décision du juge fera jurisprudence.

Le docteur a toujours prétendu que le décret imposé à son institution était simplement une manœuvre politique du ministre Chevrette pour l'empêcher de compléter son travail d'organisateur lors des élections partielles du 3 juin dans le comté de Bourget.

En dépit de la victoire sans «équivoque remportée» vendredi matin devant la Cour supérieure, le docteur Lavallée s'est dit convaincu que «le ministre Chevrette sollicitera un autre décret».

Raisons politiques

«Les élections partielles sont finies, mais cette guérilla politique et judiciaire qui n'aboutit à rien a encore, pour le ministre, le mérite d'entraver mes projets politiques», M. Lavallée craint «que le ministre Chevrette s'acharne à lui mettre d'autres obstacles sur sa route dans le but évident de l'empêcher de faire une chaude lutte à l'héritier présomptif de l'actuel premier ministre.»

Libéré de cette hypothèque par la Cour supérieure, du moins pour le moment, M. Lavallée a bien l'intention de tout faire pour poursuivre sa carrière politique mouvementée des dernières années, en se présentant cette fois comme candidat contre un Pierre-Marc Johnson vulnérable sur bien des points.

Ce dernier n'a pas l'intention de «lancer des galettes de boue» au ministre. Mais se référant à sa carrière de chercheur médical, il a déclaré avec une pointe d'ironie : «Je vais tenter de découvrir la pensée de M. Johnson sur le plan social et constitutionnel. Une autre chose nouvelle dans son cas, c'est qu'il semble maintenant avoir une pensée économique... Je vais aussi me pencher sur cette nouvelle préoccupation du ministre...»

Le docteur Lavallée entend également et surtout faire porter les efforts de sa campagne électorale sur les problèmes du comté d'Anjou. Si le ministre Chevrette lui en donne le loisir. Il connaît très bien en effet les comtés de l'Est de Montréal pour y avoir œuvré pendant plusieurs années comme péquiste puis comme libéral et surtout pour y avoir été impliqué de près sur le plan social. En une dizaine d'années, il a fondé sept établissements de santé et de services sociaux. Il a été de plus président de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont et il est administrateur de l'Institut de cardiologie de Montréal.

Une livre choc

Agé de 51 ans, le docteur Lavallée a eu un cheminement politique très varié, depuis une vingtaine d'années. C'est le moins qu'on puisse dire. Une carrière d'abord axée sur l'organisation, la stratégie et les couloirs qui a déjà fait dire à ses détracteurs que c'était un «vire capot» qui n'avait plus aucune crédibilité. En vieux routier, il ne se formalise pas de cette épithète.

Conseiller de Daniel Johnson alors que ce dernier était chef de l'Opposition en 64-65, il a rejoint les rangs du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) en 66. Il a été l'organisateur de Pierre Bourgault, candidat riniste dans le comté de Duplessis en 1966. En 68, il était élu membre du premier Conseil exécutif national du Parti québécois.

M. Lavallée avait finalement démissionné du Parti québécois à la fin de 1981, après avoir été président du Comité responsable de la campagne électorale pour le PQ dans les 33 comtés de l'île de Montréal aux élections générales qui avaient reporté René Lévesque au pouvoir.

Le docteur Lavallée a toujours été reconnu comme un franc-tireur de la politique. C'est à la suite de nombreux désaccords avec le président du PQ, M. Lévesque, qu'il décidait de claquer les portes et de rejoindre finalement les rangs du PLQ.

En 1982, M. Lavallée avait publié un livre choc intitulé : «Adieu la France, Salut l'Amérique» qui avait été interprété comme le début de son règlement de comptes avec le PQ.

Dans cet ouvrage, il prétendait en effet que les gaullistes, qui étaient au pouvoir en France à ce moment-là, auraient versé \$300 000 à la caisse électorale du PQ pour financer une partie des dépenses de la campagne électorale de 1970. Une affirmation impliquant le ministre des Finances de l'époque, Jacques Parizeau, qui avait eu l'effet d'une bombe. Celle-ci avait cependant été formellement démentie par le PQ et par M. Parizeau qui aurait été mêlé de près à cette histoire au moment où il était président de l'exécutif national du PQ en 1970. Mais cette affaire, sur laquelle la GRC a fait une enquête, n'a jamais été tirée au clair.

Une méthode reconnue...

Mais c'était une méthode fréquemment pratiquée à l'époque par les gaullistes qui voulaient avoir droit au chapitre politique dans certains pays, a déjà confié à LA PRESSE un Conseiller d'État de la mère Patrie. Ce dernier avait joué un rôle important entre le départ du général de Gaulle et l'arrivée de Georges Pompidou à la présidence de la République. L'interim avait alors été assuré par Alain Poher, toujours président du Sénat.

La présence du docteur Lavallée risque d'amener bien du piquant et de la couleur dans le comté d'Anjou. Ce n'est sans doute par hasard que les libéraux de Robert Bourassa avaient «préservé» ce comté en vue de désigner un candidat capable de livrer une dure bataille à celui qu'ils considéraient déjà comme leur adversaire lors des prochaines élections.

M. Johnson en aura sûrement plein les bras.

L'AFFAIRE DES OTAGES Reagan a joué à quitte ou double

Ronald Reagan vient encore de briser un des mythes que ses critiques s'acharnent à lui fabriquer. Homme tout d'un bloc, à la pensée linéaire, aux politiques tracées au crayon gras, le président américain devrait, selon ce portrait, préférer la stratégie à la tactique, le gros oeuvre à la dentelle, la forêt à l'arbre.

La crise des otages de Beyrouth offre un démenti à ces calomnies. Reagan et son entourage sont des hommes subtils, tout en nuances. L'expression «crise des otages» pour prendre un exemple anodin, est proscrite à la Maison-Blanche. Il faut dire «situation des otages», ou à la rigueur «incident».

C'est au nom d'une subtilité autrement plus importante que cet «incident» s'érigera. On sait que les ravisseurs chiites réclament la libération de 735 Libanais détenus par les Israéliens. On sait que les Américains estiment que cette détention contrevient aux règles internationales. On sait surtout qu'un jour ou l'autre les détenus libanais et les otages américains seront libérés, à quelques heures ou jours d'intervalle ou simultanément. On sait finalement que les Américains et les Israéliens veulent faire cet échange, mais sans le dire. C'est pourquoi la Maison-Blanche «discute» avec les ravisseurs, elle ne «négocie» pas. Elle ne veut pas donner l'impression de «céder» aux terroristes. Bien. Si Washington réussissait à faire l'échange en faisant croire au monde entier qu'il n'y a pas de lien entre la libération des otages et celle des Libanais, l'objectif serait atteint. Mais puisque tout le monde sait que Washington cherche à «sauver la face», on ne peut résister à cette évidence : est-ce bien la peine de mentir quand

tout le monde connaît la vérité? Au moment d'écrire ces lignes, on en est au point où Nabil Berri, leader du groupe chiite Amal, veut manifestement se débarrasser des otages américains qu'il commence à trouver encombrants pour son avenir politique. De même, les Israéliens



JEAN-FRANÇOIS LISÉE

à Washington

collaboration spéciale

liens ne savent plus que faire de leurs détenus libanais, dont un nouveau contingent a failli être libéré cette semaine.

Le dialogue de sourds

Les Français ont quelques années d'expérience en diplomatie internationale. Ces jours derniers, ils ont vainement tenté de la mettre au profit de la libération des otages. Rien de plus simple, pensait le ministre français des relations extérieures Roland Dumas, on prend les otages un jour ou deux, le temps que Washington demande aux Israéliens de libérer les Libanais ou que les Israéliens le fassent de leur propre initiative.

Dumas s'est, bien sûr, heurté à l'autre grande subtilité de cette «situation» : Washington veut que Jérusalem libère les Libanais, mais ne veut pas le lui demander. Enfin, il veut le lui demander, mais pas officiellement. Et Jérusalem a décrété que son oreille ne serait ouverte qu'aux demandes officielles, pas aux officieuses.

On croyait que la mésentente s'était un peu tassée depuis les conversations directes entre le premier ministre Shimon Pérès et le secrétaire d'État George Shultz en milieu de semaine, mais le Washington Post citait hier encore des responsables des deux capitales, navigant visiblement toujours en pleine mer des subtilités.

«On pense que Pérès peut lire nos pensées» affirme le responsable de la Maison-Blanche. «Pérès sait ce qui se passe ici, il comprend combien la situation est délicate... Il y a assez de juifs ici qui savent lire... Qui doivent dire aux gens là-bas (en Israël) pour l'amour de Dieu, regardez ce que vous faites à l'opinion publique américaine.» (En 10 jours, le nombre d'Américains favorables à un relâchement des liens entre Washington et Jérusalem s'est accru de 11 p.cen.)

«Si (Pérès) doit relâcher ces gens de toute façon, pourquoi ne pas le faire tout de suite?» poursuit le responsable, qui reprend le raisonnement des sondes : «Est-ce que ça ne convaincrait pas les Américains... qu'Israël aide le peuple américain en retour pour l'aide que les États-Unis donnent à Israël?»

Les dialogues de sourds sont toujours plus intéressants à deux. À Jérusalem, un responsable retorque «si les Américains veulent quelque chose, ils le diront. S'ils ne nous disent rien, on en conclut qu'ils ne veulent rien... Nous voulons une demande formelle, de gouvernement à gouvernement... Nous n'avons rien à faire d'insinuations.»

Une demande officielle, mais secrète, ferait-elle l'affaire?

«Tout le monde serait au courant en 12 minutes» répond l'Israélien, qui connaît la musique.

Quitte ou double

Alors que la prise d'otages entre dans sa troisième semaine, les diplomates d'au moins sept pays testent jusqu'à leur maximum la faible élasticité des positions des uns et des autres.

La fébrilité des diplomates est d'autant plus grande que leur échec signifiera l'ouverture des hostilités promises mercredi par le président. Un blocus économique et aérien du Liban est envisagé par la Maison-Blanche, qui a aussi menacé la Syrie, la Libye et l'Iran, soupçonnés de financer le terrorisme, des représailles à long terme. C'est dire qu'à moins d'un rapide «happy end» le conflit changera d'aspect.

La sixième flotte américaine parade déjà près de la côte libanaise et cinq nouveaux navires, avec 1,800 «marines» à bord, vont la rejoindre d'ici quelques jours.

La logique de l'affrontement est en place. Le président a fait savoir cette semaine que sa «patience a des limites» et que «ces limites sont atteintes». Il a annoncé les mesures de représailles qu'il prépare et il sait par voie de sondages que la moitié des Américains s'attend à ce qu'il soit «plus dur» avec les terroristes.

M. Reagan joue à quitte ou double : si les otages recouvrent leur liberté d'ici à quelques jours, on le dira brillant joueur. Mais si les murs de subtilité continuent de résister, le président pourra devenir l'otage de son propre pari.

la presse

LA PRESSE, MONTRÉAL, SAMEDI 29 JUIN 1985



L'équipe de Live lors du party d'anniversaire : dans l'ordre, Alain Denis, Denis Lapalme, Manon Fatter, Hugo Trottier, Stéphane Giroux, Marie-France Rémillard, Christian Séguin et Lawrence Kirsch.

Marie-France possède sa propre revue rock, et... ça marche!

Marie-France Rémillard, 26 ans, de Laval-des-Rapides, est propriétaire d'un journal rock qui fête son cinquième anniversaire: *Live!* qui vend de 8 000 à 12 000 exemplaires toutes les trois semaines dans les kiosques de Montréal.

C'est en mai 80, à la fin de son cégep, que cette mordue de musique rock aux cheveux hérissés, pétulante, transforme le sous-sol de la maison familiale en salle de rédaction. Ses parents, bien que réticents et incrédules, acceptent de lui prêter les 8 000 qui auraient dû normalement servir à payer des études universitaires. Elle achète une table de montage, une cireuse, une machine à écrire IBM et un scalpel; elle contacte toutes les compagnies de disques, s'abonne aux plus importantes revues rock.

Elle s'entoure d'une équipe de jeunes aussi fanatiques qu'elle. Parmi eux, il y a Christian Séguin, 24 ans, universitaire, surnommé «plume de métal venimeuse»; Manon Fatter, 25 ans, musicienne, qui joue de la batterie dans un groupe musical composé seulement de femmes; Denis Lapalme, 28 ans, vice-

président syndical à Air Canada, excellent metteur en page, qui cherchait un hobby et Lawrence Kirsch, photographe, qui aimerait se faire un nom.

«C'est pour moi une obsession de décrocher une entrevue, une photo ou une primeur. S'il le



MARTHA GAGNON

faut, je me rends à New-York, à Toronto et même à Los Angeles», affirme Marie-France qui trouve toujours le moyen de voyager. Il n'y a pas longtemps, elle assistait au spectacle de Madonna et Prince, à Toronto. Kiss, Ozzy Osbourne, Rush, Robert Plant, U2, Van Halen, Scorpions, Collins, Judas Priest sont quelques-unes des «superstars» que Live a rencontrés durant ces cinq années.

L'idée de créer sa propre entreprise lui est venue alors qu'elle travaillait comme pi-

giste pour le journal *Pop rock*, aujourd'hui son compétiteur. «J'étais sûre de relever le défi, même si cela impliquait des sacrifices, plusieurs nuits blanches et de l'argent», raconte-t-elle. Durant 18 mois, l'équipe n'a pas touché un sous.

Marie-France a maintenant un salaire régulier; elle s'est même achetée une voiture neuve. Elle verse aussi des cachets à ses collaborateurs-pigistes. *Live* se vend \$1,35. Il en coûte environ de \$1 000 à \$5 000 pour produire un numéro. Les ventes, elles, rapportent de \$9 000 à \$11 000, même si le contenu publicitaire est maigre.

En cinq ans, on a emmagasiné des tas de souvenirs. Manon Fatter, pigiste, n'oubliera pas la fois où la chanteuse Carole Pope avait accepté de poser avec le chandail *Live*. O malheur! cette photo n'a jamais été publiée, l'appareil ayant fait défaut. Une autre fois, on a volé sa voiture dans laquelle il y avait le fameux négatif de la photographie du groupe Genesis.

Christian Séguin, lui, se revoyait encore assis devant sa machine

à écrire, la nuit, écrivant un texte sur le spectacle des Who. Le journal, dit-il, c'est exactement comme le slogan de l'armée américaine: «It's not just a job, it's an adventure!»

Un jour, le photographe Lawrence a capté sur le vif Marie-France en train de chercher des tatouages sur le corps du chanteur Ozzy Osbourne dans un autobus. Il est fier de «sa» couverture avec Robert Plant et Phil Collins. «Jamais, dit-il, je n'aurais échangé ce travail pour quelque chose de plus payant.»

De temps à autre, Marie-France donne des conférences dans les écoles pour parler de son expérience. *Live* vise un public très jeune, de 12 à 24 ans. «J'assiste aux concerts, j'écoute les nouveaux disques et je rencontre les artistes pour eux. Je me considère comme un médium entre l'artiste et les jeunes, rien de plus», précise-t-elle.

Des projets? «Continuer», répond vite fait la directrice du journal. Et peut-être se payer le luxe d'une page couverture en couleur qui attirerait davantage les publicitaires.



JEUNESSE 85

MONTRÉAL - ÎLE D'ORLÉANS

Cinq jours à bicyclette

Jean-Yves Davies, 18 ans, étudiant en génie civil, a trouvé une façon originale d'occuper son été et celui d'autres jeunes. Il organise des randonnées à bicyclette d'une durée de cinq jours, de Montréal à l'île d'Orléans.

Mardi prochain, il partira avec un premier groupe de 12 personnes, garçons et filles, de 13 à 15 ans. Ils emprunteront la *Veloroute*, tracée par des experts, qui permet de rouler en toute quiétude à travers la campagne, les villages pittoresques, longeant tantôt le Saint-Laurent. Ils s'arrêteront dans des terrains de camping pour manger et dormir.

Isabelle Aubert, 19 ans, une fille super si l'on se fie à Jean-Yves, jouera également le rôle de guide-animateur. Le coût de cette randonnée est de \$145, ce qui comprend les repas et collations, matériel de randonnée (tentes, casques et sièges de bicyclettes, etc.), le transport de retour et le camping.

«Je ne réaliserai pas un gros profit, mais ça ne me dérange pas. Mon but, c'est que ça marche! Et Dieu sait qu'il fait tout pour cela! Il a produit et distribué 2 000 dépliants et 200 affiches, vidé son compte de banque, rencontré les responsables de Vélo-Québec, et passé plusieurs heures à élaborer son projet, tout en terminant son année scolaire. Ses demandes de subventions ont été refusées.

Il a obtenu de sa mère qu'elle lui prête son automobile pour transporter les bagages et assurer une plus grande sécurité. A tour de rôle, Isabelle et lui laisseront leur deux roues pour suivre le groupe en Renault. La distance à parcourir est de 350 kilomètres. On prévoit rouler de cinq à six heures par jour (70 kilomètres).

«Oh, moi, dit Jean-Yves, je m'débrouille toujours pour faire quelque chose. Durant toute l'année, par exemple, il a donné des cours de mathématiques à des étudiants du Collège Jean-de-Brébeuf qui avaient de la difficulté dans cette branche. Il touchait \$8 l'heure.

Il a choisi Isabelle Aubert comme guide parce que, précise-t-il, elle a le «cyclotourisme dans le sang». De plus, c'est une fille active, stimulante, qui a déjà été monitrice dans des camps d'été.

Le Club jeunes cyclistes a recueilli 54 inscriptions jusqu'à maintenant. On effectuera de cinq à six randonnées, de juillet à la fin d'août. Il y a encore quelques places disponibles, vous pouvez téléphoner au 739-8077.

«Ce sera un été formidable!», lance Jean-Yves en enfourchant sa bicyclette pour se rendre à Vélo Québec régler les dernières formalités.

M.G.



Jean-Yves effectue les dernières vérifications avant le départ.



Loïc Devaux montre l'affiche du Festival qui représente les 20 municipalités du Témiscouata.

500 jeunes vont tenter de raviver l'esprit de solidarité du Témiscouata

De Saint-Athanase à Squatic, en passant par Cabano, Notre-Dame-du-Lac et Pohenégamook, des jeunes tenteront de raviver l'esprit de solidarité du Témiscouata. Cet été, il faut qu'il se passe quelque chose dans ce coin perdu. On oubliera les querelles de clocher pour rassembler, motiver, animer cette jeunesse qui est depuis trop longtemps ankylosée par le chômage et l'isolement.

Il a fallu que des Français tombent en amour avec cette région sauvage, à la frontière des États-Unis et du Nouveau-Brunswick, pour faire vibrer la population. Durant plus qu'un mois, plus de 500 jeunes canadiens, européens, américains et américains, de 15 à 30 ans, s'associeront à la réalisation d'une grande manifestation culturelle, à l'occasion de l'Année de la jeunesse.

Depuis quelques semaines, une équipe travaille à monter un spectacle son et lumière qui retracera la vie des jeunes à travers l'histoire du Témiscouata. Du 1er au 4 août, le Fort Ingall de Cabano, construit en 1839 pour se protéger de l'invasion des Américains, sera transformé en lieu scénique.

L'initiative est celle d'un groupe de coopération culturelle franco-québécois qui a reçu l'appui des gouvernements provincial et fédéral et de divers organismes. Loïc Devaux, 28 ans, l'un des animateurs français, précise tout de suite: «On n'est pas des «maudits français» qui viennent montrer aux autres ce qu'il faut faire. Le projet n'a pas été écrit en France; il est né d'un échange entre nos deux communautés.»

On a déjà mis sur pied des ateliers de création de costumes, de mise en scène, de régie technique, de publicité, etc. On prévoit aussi ouvrir un bar-restaurant qui sera géré par des jeunes durant tout l'été.

On commence à se serrer les coudes. Bernard Roy, chef mécanicien dans un garage à Notre-Dame-du-Lac, aidera à la construction de la scène. Il a, paraît-il, de l'or dans les mains. Mme Jean Thériault, la postière de Packington, est embarquée dans le projet. Le magasin de meubles Dubé & Frères s'occupera de l'aménagement du centre d'accueil, ainsi que Pedneault meubles. Charles-Aimé Bélanger, secrétaire-trésorier de la MRC, a demandé la colla-

boration de toutes les paroisses. Selon Jean-Pierre Gagnon, du Conseil régional des loisirs, c'est tout un défi! Et il explique: «Il faut se battre contre l'esprit de clocher. On a perdu l'habitude de faire front commun au Témiscouata. Espérons qu'une nouvelle solidarité naîtra de ce projet.»

Il y aura aussi des forums internationaux, animés par une centaine de jeunes de cinq nationalités. On discutera du travail, de culture et de paix. Un groupe de «balladins» fera également la tournée des 20 paroisses pour organiser des soirées culturelles.

Personne ne sera rémunéré pour ce travail. On a obtenu des subventions totalisant \$70 000 pour l'achat d'équipements et les frais divers. Il faudra trouver d'autres fonds, entre autres pour défrayer le coût des déplacements des invités de l'extérieur. Si vous êtes intéressés à aller faire un petit tour de ce côté durant vos vacances, communiquez au (418) 854-2369 ou 2052.

Cinq jeunes du Témiscouata se sont envolés récemment vers la France pour rencontrer les

responsables d'un projet semblable qui a déjà connu un grand succès à Cresot, près de Lyon. À la suite de cette manifestation culturelle, on a créé une association de développement économique, organisée des stages de formation pour les décrocheurs, les loubards comme les appellent les Français, et même mis sur pied une entreprise de construction d'estrades.

«La situation économique, explique Loïc, est souvent liée à un problème culturel. Les gens doivent réapprendre à réaliser des choses, à travailler ensemble. Seul un élan communautaire peut rendre la vie à cette région.»

Il y a un an, il est tombé en amour avec la région. «Les gens sont simples, naturels, chaleureux. Contrairement à nous, les Français, ils n'abordent pas les problèmes sur le plan politique. Chez nous, il est impensable de penser travail communautaire sans être impliqué politiquement.»

Et s'il se passait de quoi au Témiscouata, cet été?

M.G.

OFFRE SPÉCIALE*

des Salons de beauté Eaton!



Déjà vous trouvez laborieux de vous coiffer l'hiver, imaginez l'été... c'est encore pire! Eaton vous conseille donc de délaissier fers à friser, rouleaux chauffants, fixatifs, laques, et de vous rendre sans tarder à ses Salons de beauté. Vous pourrez y profiter d'un rabais avantageux sur la permanente conditionnante. Cette offre est en vigueur du 1er au 31 juillet 1985.

Permanente conditionnante; coupe et finition comprises.
Prix courant Eaton 67.00 **33.50**

* Ne s'applique pas aux Salons Coiffure 7
Venez ou téléphonez-nous!
Eaton Centre-ville, 5e étage, 284-8461;
Anjou, 2e étage, 353-4411, poste 260;
Pointe-Claire, 2e étage, 687-6420, poste 244;
Cavendish, rez-de-chaussée, 487-7121, poste 254.

EATON
VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ AU SERVICE

MAISONS D'ENSEIGNEMENT

École de Coiffure UNISEXE



Profitez d'une réputation internationale de 36 ans d'expérience. Avec des cours de sa plus haute technologie des années 80-90 affiliés avec Interbeauté Coiffure vous donnera le goût du succès. Notre école enseigne la coiffure masculine et féminine. N'hésitez pas à nous demander notre brochure. Cours professionnels intensifs sanctionnés par des examens officiels du Ministère de l'Éducation.

Laval: 15B, boul. des Laurentides 866-5477
Montréal: 1185 ouest, Ste-Catherine 866-5477
Québec: 764 est, Saint-Joseph 529-0689
Sherbrooke: 51, rue Wellington 566-8994
Hull: 653, Saint-Joseph 771-7709

Institut de l'ART de la COIFFURE et
Les Écoles Paul de Rycke

Interbeauté
COIFFURE

Profitez d'une réputation internationale de 36 ans d'expérience. Avec des cours de sa plus haute technologie des années 80-90 affiliés avec Interbeauté Coiffure vous donnera le goût du succès. Notre école enseigne la coiffure masculine et féminine. N'hésitez pas à nous demander notre brochure. Cours professionnels intensifs sanctionnés par des examens officiels du Ministère de l'Éducation.

VAL SANTÉ
Jeune et repos
Val Morin
1-819-322-5635

LALMA
CLINIQUE DE JEUNE
(dans les Cantons de l'Est)
• Convalescence
• Repos
• Vacances-Santé
TEL: (819) 943-9582

«Minoune»
à vendre?



Pour annoncer dans cette section composez le
285-7111

MAISONS D'ENSEIGNEMENT

Formation Professionnelle en
SHIATSU
(acupuncture, acupunctura sans aiguilles)

• programme de formation conduisant à l'obtention d'un certificat
• lundis ou samedis de septembre 1985 à juin 1986
• trois options d'horaires de cours
Groupe A: les 1er et 3e samedis du mois de 9h00 à 16h30
Groupe B: les 2e et 4e lundis du mois de 9h00 à 16h30
Groupe C: tous les lundis soirs de 18h00 à 21h00

PROCHAINE SESSION DÉBUTANT LE 14 SEPTEMBRE 1985
Quota des admissions très limité
Appeler ou écrire dès maintenant à:
INSTITUT DE MÉDECINE DOUCE
Guy Hauray Inc.
C.P. 523, 4 Farnham, Place Bonaventure
Montréal, Qué. H5A 1G3
Tel.: (514) 281-1970
pour venir assister à un de nos cours ou recevoir notre brochure

INSTITUT INFORMATIQUE APPLIQUÉE

• Programmeur / analyste (12 mois)
• Aide financière gouvernementale
• Formation modulaire
• Stage en entreprise



Ne manquez pas l'informatique
525 est, de Castelnau
Montréal
Jean-Talon
Permis 749604
HULL 778-0077

APPRENEZ LA TENUE DE LIVRES EN 4 SEMAINES SEULEMENT

VOUS GAGNEREZ SÛREMENT PLUS EN TANT QUE TENEUR DE LIVRES

Comptabilité pratique enseignée par des comptables agréés. Choix des classes matin, soir, samedi. Les cours recommencent chaque mois. Aussi nouveau cours de Tenue de Livres sur micro-ordinateur!

Leçon d'introduction GRATUITE.
Service de placement GRATUIT
ÉCOLE COMMERCIALE LONDON
Établie depuis 1970 Permis no 749767
733-5217 ou 733-8261

HORLOGERIE, BIJOUTERIE,
QUARTZ, CIRE PERDUE,
PAR CORRESPONDANCE
Dépôts gratuits
Permis no 749659
INSTITUT D'HORLOGERIE
DU CANADA LTÉE
1012 est, rue Mont-Royal
Montréal H2L 1K6
Tel.: 523-7623

Cours de langue offerts le soir

Débutant la semaine du 9 septembre
Les billets d'admission aux tests de classement pour les cours d'anglais et de français sont maintenant disponibles

Pour plus de renseignements, veuillez appeler:
Le département des langues vivantes: 392-8301
Pavillon de la bibliothèque Redpath, salle 214.

McGill Centre de l'éducation permanente

L'endroit parfait pour vous perfectionner.

Secrétariat d'aujourd'hui

JOUR - SOIR - SAMEDI

SECRÉTARIAT

COURS (temps plein)
SECRÉTARIAT
— SERVICE
— STENO-DACTYLO
— MÉDICAL
— JURIDIQUE

ENTRAÎNEMENT SUR S/36
Initiation à l'informatique



de l'ANGLAIS pour
— COMMUNIQUER
— TRAVAILLER
— VOYAGER

BUREAUTIQUE
TRAITEMENT DES TEXTES
TRAITEMENT DES DONNÉES
FICHIER - COMPTABILITÉ
COMMUNICATION ÉLECTRONIQUE

STAGES PRATIQUES BUREAU DE PLACEMENT • Reconnu pour fins de subventions

Place au travail!

COLLÈGE DE SECRÉTARIAT MODERNE

1800, boul. Dorchester ouest

métro Guy sortie St-Mathieu **932-1122**

de 9h à 21h
Permis
749546

MONTRÉAL

...SPÉCIAL pour les prestataires d'assurance-chômage
DÉBUT DE SESSION LE 8 JUILLET

COURS D'ANGLAIS PRATIQUE

25 heures par semaine du lundi au vendredi le matin ou l'après-midi

\$50 par semaine — déductible du revenu imposable.

Vous pouvez obtenir jusqu'à 26 semaines de prestations supplémentaires.

SANS AUCUNS FRAIS

Session d'information, test d'évaluation, inscription et documents répondant aux critères du ministère de l'Emploi et de l'Immigration.

RECONNU PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION #749677

Téléphonez: **521-5722**

L'Académie

DE CONVERSATION FRANÇAISE ET ANGLAISE

822, rue Sherbrooke est, 4e étage

Montréal, Québec H2L 1K4

Reconnu par le ministère de l'Éducation # 749677

Division de 133102 Canada Inc.



ENFIN!

Un collège secondaire privé mixte à Laval.

Ouverture du 1er et 2e pour septembre 85

Anglais 8hres/sem.

Horaires: 8:30 à 5:30 (vendredis 3:45)

30 hrs de cours et 10 hrs d'encadrement

Études et devoirs au collège

Classement selon le rythme d'apprentissage

Titulaire de classe.

Tuteur choisi par chaque élève

Costume obligatoire

L'admission est en fonction du désir de réussir de l'élève; de l'étude du profil et des besoins suivie d'une entrevue avec le directeur

TRANSPORT:

pour les élèves de Mtl, à 20 min. du métro H-Bourassa pour les élèves des Bases-Laurentides, accès par les autoroutes et les autobus STL pour les élèves de Laval, nombreux circuits de la STL

COLLÈGE INTERNATIONAL DE LAVAL
750 Devonshire, Laval

688-6651

Lundi au jeudi 9 h à 20 h
Vendredi de 9 h à 17 h

Aldo Zurlo est libéré mais cité à son procès

■ Aldo Zurlo, 19 ans, accusé de négligence criminelle et d'homicide involontaire relativement à la mort de son enfant de 29 jours, a été cité à son procès au terme de son enquête préliminaire. Celle-ci s'est tenue cette semaine sous une ordonnance de non-publication qui empêche de relater les témoignages.

Charlotte Selby, mère de l'enfant, sur qui pèsent les mêmes accusations, subira son enquête préliminaire le 20 août. La date du procès de Zurlo sera fixée cet automne.

Le jeune homme a été provisoirement libéré contre un cautionnement de \$950 malgré les objections du procureur de la Couronne, Me France Charbonneau, qui a fait valoir à la cour que l'accusé, qui n'habite plus avec sa femme, Charlotte Selby, depuis l'événement tragique, n'a pas d'adresse fixe.

La semaine dernière, le juge D'Arcy Asselin, de la Cour des sessions, avait libéré sous cautionnement Mme Selby, jeune danseuse de 21 ans, mais avait refusé de relâcher Zurlo. L'avocat de celui-ci, Me Jean-Paul Braun, en avait appelé de cette décision devant un tribunal supérieur, qui avait finalement donné raison au juge Asselin.

Christine Craft ne touchera pas les \$325 000

■ KANSAS CITY, Missouri (D'après AP) — Une cour d'appel fédérale américaine a fait enlever la somme de \$325 000 qu'un jury avait accordée à Christine Craft, cette ancienne lectrice de nouvelles à la télévision qui avait engagé deux batailles juridiques contre son ancien employeur, arguant que celui-ci lui avait fait subir une rétrogradation en raison de son apparence.

C'était la deuxième fois qu'un juge renversait un verdict rendu par des jurés qui avaient accordé de larges sommes à Miss Craft.

La cour d'appel du huitième circuit américain a statué, hier, que la firme Metromedia Inc., les anciens propriétaires du poste KMBC-TV, n'avait pas commis de fraude à l'encontre de Miss Craft en promettant qu'elle n'aurait pas à « faire de changements substantiels » dans son apparence et en lui demandant, par la suite, de passer de longues heures en compagnie de consultants dans le domaine de l'habillement et de l'apparence.



Christine Craft (cette photo a été prise en 1963) vient de subir un nouvel échec dans sa tentative d'obtenir des dédommagements de son ancien employeur qui, selon elle, l'aurait obligée à modifier son apparence pour conserver son poste de lectrice de nouvelles.

Le Conseil de presse rejette une plainte contre deux quotidiens de Montréal

■ LA PRESSE et Le Journal de Montréal n'ont fait qu'exercer leur rôle d'informateurs publics en relatant comme ils l'ont fait ce qu'il est maintenant convenu d'appeler « l'affaire Rock Forest ». Telle est la conclusion à laquelle le Conseil de presse du Québec en est arrivé après avoir étudié une plainte de la Fédération des policiers du Québec qui reprochait à un éditorial de Marc Laurendeau, dans LA PRESSE, de véhiculer des « préjugés empreints de démagogie » et au Journal de Montréal d'avoir fait preuve d'une « subjectivité peu commune » dans une série d'articles publiés sur cette affaire. Le Conseil a estimé que la nature même des événements relatés et les implications sociales qui y étaient rattachées n'avaient fait qu'amener la presse en général à poser des questions, certes dures et véhémentes, mais somme toute pertinentes. De plus, les médias ne s'étaient fait que l'écho des débats importants soulevés alors par toute cette affaire.

MAIGRIR

LE PLAN D'ATTAQUE AMÉLIORÉ
FAIT FONDRE LES LIVRES
EXCÉDENTAIRES...



LES WEIGHT WATCHERS ANNONCENT LE PLAN SUPER ÉPARGNE

Joignez-vous à Weight Watchers et profitez du nouveau plan SUPER ÉPARGNE pour une durée de 10 semaines débutant la semaine du 24 au 29 juin et se terminant le 31 août 1985. Le plus vite vous adhérez le plus vite vous épargnez.

NOUVEAU MEMBRE	ÉPARGNE	PRIX ORD.
50,00'	22,00'	72,00'
MEMBRE ACTUEL	ÉPARGNE	PRIX ORD.
40,00'	20,00'	60,00'

Comptant ou mandat seulement

VALIDE POUR 10 SEMAINES SEMAINE DU 24-29 JUIN jusqu'au 31 août

Pour Montréal
727-3788

• Aucun contrat 12'
• Frais d'inscription 6'
• Classe hebdomadaire 18'

Weight Watchers Int'l Inc. 1984, Propriétaire de la marque de commerce THE WEIGHT WATCHERS

Les Indo-Canadiens unis dans la douleur

Depuis l'écrasement, dimanche dernier, du Boeing 747 d'Air India au large des côtes d'Irlande, les prières à l'intention des victimes et les gestes de ré-

LILY TASSO

confort pour atténuer la douleur des familles éprouvées n'ont cessé de se multiplier.

Après les cérémonies commémoratives hindoues, sikhs et catholiques, qui se sont échelonnées durant toute la semaine, c'était hier au tour de la communauté universitaire de Concordia, durement touchée, de commémorer ses disparus au cours d'une cérémonie interconfessionnelle. En effet, sur les cent passagers montés à bord à Montréal, une vingtaine étaient soit des professeurs ou des étudiants, soit des parents de membres de cette université.

On note deux cas particulièrement tragiques : celui du Dr Balvir Singh, un professeur d'économie âgé de 46 ans, qui a péri avec sa femme Ranja et leurs trois enfants; et celui de la mère, du frère et de la sœur de Michael Chatlani, un étudiant du département de génie, disparus eux aussi.

En présence d'environ 500 personnes, le recteur et vice-chancelier Patrick Kennefick a souligné « l'énormité de la perte et le terrible sentiment de douleur devant tant de rêves interrompus ». Les révérends Bob Gaudet (catholique) et Matti Terho (protestant) ont prononcé des paroles de consolation. Des textes sacrés ont été lus ensuite par des membres de la communauté universitaire : musulman, chrétien, juif, sikh et hindou. Tout aussi apaisante a été la musique hindoue entendue au cours de la cérémonie.

Par ailleurs, à l'Association nationale des Canadiens d'origine indienne (N.A.C.O.I.), entre 15 et 20 bénévoles viennent tous les jours prêter main forte aux responsables. De plus, des centaines de personnes se sont offertes pour visiter les familles éprouvées. On les dépêche aux quatre coins de la ville pour préparer les repas, prendre soin des enfants, bref rendre mille et un services.

« Chaque famille indo-canadienne connaissait au moins quelqu'un à bord », a confié un membre de l'exécutif.

Au siège de N.A.C.O.I., on tente de renseigner les familles des

victimes et de les aider en leur fournissant des services professionnels bénévoles. « Notre but est de nous assurer que personne ne signera un règlement, quel qu'il soit, sans être renseigné pleinement sur ses droits », explique le Dr John Kuriem, le président national. Aussi, a-t-on prévu pour cela une séance d'information animée par des avocats, le 7 juillet.

Des appels du premier ministre Brian Mulroney et de son ministre du multiculturalisme, Jack Murta — qui, lui, a téléphoné aux responsables de la communauté

dans 10 villes importantes du Canada, — ont beaucoup contribué à remonter le moral des Indo-Canadiens. « Après nous avoir offert ses condoléances, M. Mulroney nous a demandé ce que le gouvernement pouvait faire. Nous ne pouvions lui répondre sans connaître d'abord les besoins des familles éprouvées », explique le Dr Kuriem.

D'autre part, l'association organise pour le 6 juillet un grand service religieux interconfessionnel à la mémoire des victimes. Il se déroulera dans un lieu qui sera mis à sa disposition par la Ville de Montréal. « Notre communauté a fait preuve de maturité dans la douleur, et elle en est sortie plus unie », souligne le Dr Kuriem.



**RABAIS FANTASTIQUES
POUR VOTRE FAMILLE,
VOTRE FOYER ET POUR VOUS-MÊME
VENEZ TÔT POUR UN MEILLEUR CHOIX**

MARDI LE JOUR 1.44

Bas et accessoires	Hommes et garçons	Aliments prêts à emporter	Offre vedette du jour 1.44	Peinture-Quincaillerie	Articles ménagers
MI-BAS POUR DAMES 9 à 11 la paire 1.44 SOCQUETTES POUR DAMES 9 à 11 2 paires pour 1.44 CHAUSSETTES HABILLÉES Tons variés. Hommes: 10 à 13 la paire 1.44 CHAUSSETTES SPORT Pour hommes et garçons. 8 à 10 et 10 à 13 la paire 1.44 BAS-CULOTTES Pour dames et tailles fortes. Paquet de 2. 1.44 MI-BAS Paquet de 6 paires. le paquet 1.44 BAS-CULOTTES Unitaires 3 pour 1.44 MI-BAS PERFECTION Paquet de 2 paires. 2 paquets pour 1.44 SLIPS POUR DAMES 100% nylon. Tons variés. P.M.G. 2 pour 1.44 CULOTTES Pour dames et tailles fortes. Nylon-polyester. chac. 1.44 SLIPS OU CULOTTES Coton-polyester ou nylon. 2 pour 1.44 ÉCHARPES 100% polyester. Tons variés. 2 pour 1.44 ÉCHARPES 100% polyester. Tons variés. 3 pour 1.44	SLIPS POUR HOMMES Sous boîte. Polyester-coton. P.G. chac. 1.44 T-SHIRT POUR HOMMES Couleurs variées chac. 1.44 MAILLOT DE CORPS Pour hommes. Polyester-coton. Blanc seulement. chac. 1.44 CALEÇON POUR HOMMES Aspect denim. P.M.G. chac. 1.44 CALEÇON POUR HOMMES Modèle boxer. chac. 1.44 CHAUSSETTES SPORT Pour hommes. Coton-nylon. la paire 1.44 SHORT POUR GARÇONS P.M.G. chac. 1.44 CHAUSSETTE SPORT Pour garçons. la paire 1.44 GANTS DE TRAVAIL POUR HOMMES 100% coton. la paire 1.44 Accessoires pour la cuisine Entonneiro, porte-essuietout, rouleau à pâtisserie, etc. chac. 1.44 LAVE-VITRE WINDEX 425 g. chac. 1.44 DÉSODORISANT POUR CUVETTE 350 mL. 2 pour 1.44 PELLES À POUSSIÈRE Plastique résistant. 2 pour 1.44 ASSOUPLISSANT SWEETHEART 3,6 L. chac. 1.44 POUDRE POUR TAPIS Woolcrest ou Alizé. 400 g. chac. 1.44 LAVE-VITRE EASY OFF 1,3 L. chac. 1.44 POUDRE À RÉCURER OLD DUTCH 400 g. 3 pour 1.44 SACS POUR POUBELLES EXTRUFI Paquet de 30 sacs de 15 L. 2 paquets pour 1.44 CINTRES EN PLASTIQUE Paquet de 9. Amande, brun, jaune ou blanc. le paquet 1.44 TAMPONS À RÉCURER Jets. Boîte de 12. 2 boîtes pour 1.44	PASTRAMI COORSH 454 g. chac. 3.44 BISCUITS WOOLCO Au chocolat ou à la vanille. 600 g. le sac 1.44 FROMAGE SWISS KNIGHT 228 g. chac. 1.44 SOUS-MARINS JINO 7 po. 125 g. 2 pour 1.44 PIZZA DA VINCI 9 po. Toute garnie. chac. 1.44 FROMAGE LEMAIRE 200 g. En bloc ou en grains. chac. 1.44 BEIGNES Boîte de 6. Saveurs variées. la boîte 1.44 COLLATION INSTANTANÉE Belgo. 70 g. 2 pour 1.44 SOUPE AU POULET ET AUX NOUILLES Enveloppe de 60 g. 6 pour 1.44 Papeterie - Jouets ALBUM À COLORIER Grand format. chac. 1.44 ENS. D'ACTIVITÉS l'ens. 1.44 JOUEUX VARIÉS En plastique. chac. 1.44 RUBAN ADHÉSIF 3 pour 1.44 CADRE 5 x 7 po. chac. 1.44 Sport CHAUSSETTES ADIDAS 9 à 11 la paire 1.44 SAC FRIGO-CALORIFIQUE chac. 1.44 Bijoux-Appareils-Photo BOUCLES D'OREILLES Vastes choix de modèles. Tons de la saison. la paire 1.44 FIL COULEUR WOOLCREST 110, 12 vues. chac. 1.44 CASSETTES VIERGES 60 minutes. 3 pour 1.44	ESSUIE-TOUT WHITE SWAN Paquet de 2 rouleaux. chac. 94¢ Limite de 6 par client Friandises BONBONS KERR Sac de 500 g. le sac 1.44 ARACHIDES WOOLCO Sac de 500 g. le sac 1.44 WHOPPER Boules de chocolat au lait maité. 400 g. le sac 1.44 SUCETTES GLACÉES Paquet de 70. le paquet 1.44 GUIMAUVE «CAMPFIRE» 250 g. 2 sacs pour 1.44 Animalerie - Horticulture POTS POUR PLANTES 4 1/2 po de diam. Plastique. Couleurs variées. 2 pour 1.44 TERREAU FLORAL Pour plantes d'intérieur. 17,5 L. le sac 1.44 LITIÈRE POUR CHATS Sac de 10 lb. le sac 1.44 Centre du pneu et de l'auto BOUGIES AC OU CHAMPION chac. 1.44 HUILE À MOTEUR HAVOLINE 10W30. chac. 1.44 ÉPONGES Pour autos et bateaux. 2 pour 1.44 Chaussures SANDALES Parfaites pour la plage. Pour toute la famille. la paire 1.44 Coin du fumeur BRIQUETS «Tokal». 2 pour 1.44 JEU DE CARTES TRUMP Pour le bridge. 2 jeux pour 1.44	VINYLE TYE-TAC Autocollant. chac. 1.44 ENS. DE 3 PINCEAUX l'ens. 1.44 CADENAS À combinaisons ou avec clé. chac. 1.44 PILES EVEREADY «C», «D» ou 9 volts 2 pour 1.44 AMPOULES SYLVANIA Paquet de 2. 40, 60, 75 ou 100 watts. 2 paquets pour 1.44 OUTILS VARIÉS Vaste choix de modèles. chac. 1.44 RUBAN-CACHE 1/2 PO 2 pour 1.44 ROULEAUX DE RECHANGE Paquet de 2. le paquet 1.44 BROSSE Pour le barbecue. chac. 1.44 RALLONGE ÉLECTRIQUE 3 m. Pour l'intérieur. chac. 1.44 RUBAN ISOLANT P.V.C. 3 pour 1.44 Produits santé-beauté DENTIFRICE CLOSE-UP Ordinaire ou à la menthe. 150 mL. chac. 1.44 LOTION SOLAIRE TAHITI 380 mL. chac. 1.44 SAVONNETTES CASHMERE BOUQUET 90 g. 5 pour 1.44 DÉSODORISANTS WIZARD Fragrances variées. 170 g. 2 pour 1.44 SHAMPOOING ET REVITALISANT 500 mL. 2 pour 1.44 RASOIRS JETABLES «GOOD NEWS» Paquet de 8. le paquet 1.44 CURE-OREILLES Boîte de 400. la boîte 1.44 PANSEMENTS MERIT Boîte de 40. la boîte 1.44 SAVON MILAN En pompe. 300 mL. chac. 1.44 PÉROXYDE 500 mL. 2 pour 1.44	PAPIER D'ALUMINIUM Rouleau de 12 po x 25 pi 2 pour 1.44 SACS À ORDURES Paquet de 15 sacs pour l'intérieur. 2 paquets pour 1.44 SACS À ORDURES Paquet de 18 sacs pour l'extérieur. le paquet 1.44 SACS À SANDWICH Boîte de 100. Rabat-fermoir. 2 boîtes pour 1.44 SACS À GLAÇONS «SCUBBS» Boîte de 12. 2 boîtes pour 1.44 PROTÈGE-CUVETTES Paquet de 6 grande ou 8 petites. 2 paquets pour 1.44 CUILLÈRE À GLACE Plastique. Tons variés. le paquet 1.44 ARTICLES STÉRILITÉ Plastique. Plat rectangulaire, bol à mélanger, etc. Brun ou beige. chac. 1.44 ASSIETTE EN BAMBOU Paquet de 4 assiettes. 9 po de diamètre. le paquet 1.44 TASSES À CAFÉ 8 OZ En poterie. Motifs et tons variés. 2 pour 1.44 Literie et couture ESSUIE-VERRES 100% coton. 70 x 40 cm. Paquet de 2. le paquet 1.44 TORCHONS À VAISSELLE 100% coton. 30 x 38 cm. Paquet de 3. le paquet 1.44 DÉBARBOUILLETES 100% coton. 27 x 27 cm. Paquet de 3. le paquet 1.44 CISEAUX Acier inoxydable. Poignée en plastique orange. la paire 1.44 FIL 183 m. 100% polyester. 6 pour 1.44 TISSU VENDU AU MÈTRE Coton ou polyester. 90 ou 115 cm. le mètre 1.44 SERVIETTE 100% coton. Unie avec motif. 30 x 90 cm. chac. 1.44 MOUSSE DÉCHIQUETÉE 454 grammes le sac 1.44 NAPPERON EN VINYLE Couleurs variées. chac. 1.44
Bébés et enfants					
SLIPS POUR GARÇONNETS Coton-polyester. Blanc ou bleu. 4 à 6X. 2 pour 1.44 SLIPS OU CULOTTES POUR FILLETES Coton-polyester. Tons unis ou imprimés. 4 à 6X. 2 pour 1.44 BAYOIR POUR BÉBÉS chac. 1.44 PULL POUR BÉBÉS Manches courtes. 12 à 24 mois. chac. 1.44 SOUS-VÊTEMENTS POUR BAMBINS Gilet de corps ou caleçon. 2 à 3X. chac. 1.44					
PINCES À LINGE ET PANIER Plastique. Boîte de 50. l'ens. 3.44	MATELAS EN MOUSSE Inodore et antiallergique. 188 x 55,9 cm (74 x 22 po) chac. 8.44	HOUSSE Pour table à repasser. Format ordinaire. chac. 3.44	ASSIETTES À TARTE 9 po Aluminium. Paquet de 7. 2 paquets pour 2.44	SHORT POUR DAMES 100% coton. Blanc, rouge, marine. 9 à 15. chac. 4.44	BARBOTEUSE POUR DAMES Polyester-coton éponge. Tons variés. chac. 5.44
OREILLER 100% polyester. Format ordinaire. chac. 2.44	T-SHIRT Coton-polyester. Tons variés. P.M.G. chac. 3.44	T-SHIRT Coton-polyester. Tons variés. P.M.G. chac. 2.44	T-SHIRT Fillette: 4 à 6X; files: 7 à 14. Teintes variées. chac. 2.44	PÂTES ALIMENTAIRES La Vita. 900 g. 3 pour 2.44	AMUSE-GUEULE HOSTESS 150 g. 3 sacs pour 2.44
BONBONS D'ÉTÉ Fraises, bananes, arachides, etc. 2 sacs pour 2.44	ALBUM POUR PHOTOS 40 pages. chac. 3.44	FILTRE À HUILE FRAM PH8, PH13, PH25, PH30, PH43. chac. 2.44	ENS. DE CUISSON Pour brochettes. Idéal pour Barbecue. l'ens. 7.44	SHORT POUR ENFANTS 12 à 24 mois et 2 à 3X, 4 à 6X. chac. 2.44	CHASOUSTES SPORT OU TUBE Hommes: 10 à 13. la paire 6.44
MOUCOIRS FACELLE Boîte de 60. 4 boîtes pour 2.44	TUBES À CIGARETTES WOOLCREST Boîte de 200. 5 boîtes pour 4.44	SANDALES «JELLY» POUR DAMES Teintes variées. la paire 2.44	SANDALES POUR HOMMES Gris, brun. 7 à 11. la paire 3.44	SANDALES «POPSICLE» POUR DAMES 5 à 10. Tons variés. la paire 4.44	SERVETTES DE PAPIER WHITE SWAN Paquet de 150. 12 x 12 po. 3 paquets pour 2.44

Menu du Café Rouge



HOT DOG GÉANT
Saucisse 1/2 de lb. Servi avec frites. **1.44**

BONS ACHATS SUPPLÉMENTAIRES

JAMBON CUIT HARVEST HOUSE ou LA BELLE FERMÈRE 454 g. 1.94 chac.	CROUTILLES HOSTESS 200 g. Saveurs variées. 94¢ le sac	PAPIER HYGIÉNIQUE DECOR II 8 rouleaux 2.34 le paquet	DÉTERSIF TRIPLE-7 Pour la vaisselle. Au citron ou à la lime. 1 L. 94¢ chac.	EAU DE JAVEL WOOLCREST 3,6 L. 94¢ chac.
--	--	---	--	--

Mardi, c'est le jour 1.44 à Montréal, Woolco St-Laurent également.

Autour de la crise des otages

Athènes accepte les conseils de l'OACI

■ Un groupe d'experts de l'Organisation de l'aviation civile internationale a terminé une étude des mesures de sécurité en vigueur à l'aéroport d'Athènes et le gouvernement grec s'est engagé à se conformer à ses recommandations, a fait savoir hier, à Montréal, un porte-parole de l'OACI. Le directeur de la sécurité de l'OACI, Rodney Wallis, avait d'ailleurs critiqué l'aéroport d'Athènes avant même que survienne le détournement de l'appareil des TWA. Les recommandations n'ont toutefois pas été rendues publiques. Un rapport final sera présenté au gouvernement grec la semaine prochaine.

La main de l'ayatollah...

■ L'Iran a joué un rôle majeur dans le détournement de l'appareil de la TWA sur Beyrouth, il y a deux semaines, a affirmé un membre de l'influente commission des affaires étrangères du Sénat. Les affirmations de M. Jesse Helms, sénateur républicain ultra-conservateur de Caroline du Nord, sont fondées sur les renseignements obtenus par son équipe, et ont été publiées jeudi dans un long rapport écrit au Congrès. Selon M. Helms, un certain Ali Atwa s'était rendu en Iran le 5 mai et y avait subi un entraînement intensif dans des camps à Machad, près de la frontière irano-afghane, et à Téhéran. Atwa voulait en effet venger la mort de son frère, tué par les Israéliens en mars dernier.

Payant pour certains

■ Les hommes d'affaires américains font feu de tout bois et profitent de la crise des otages de Beyrouth: deux chansons ont déjà été composées sur le sujet et sont régulièrement diffusées. Ces disques se vendent comme des petits pains. En Californie, les gens s'arrachent un t-shirt spécial coûtant \$8 et portant le slogan «Libérez les otages — envoyez Rambo à Beyrouth», allusion au film sur cet ancien combattant de la Guerre du Vietnam parti reconquérir l'honneur perdu de l'Oncle Sam...

Vous avez oublié votre arme!

■ Un des otages a confié jeudi soir aux premières heures du détournement du Boeing de la TWA, il avait découvert un revolver dans les toilettes de l'avion, mais qu'il n'avait décidé de ne rien tenter parce que son geste aurait été une «pure folie». Interviewé par la chaîne de télévision ABC dans un restaurant du front de mer de la capitale libanaise, Ralf Traugott a noté qu'il avait trouvé l'arme après avoir succédé à un pirate dans les toilettes de l'avion. «Je n'ai même pas osé à la toucher. J'ai frappé à la porte et j'ai dit: «Vous avez oublié votre arme», a dit Traugott, un vendeur de voitures âgé de 32 ans.

Des chiites américains à Beyrouth

■ Les responsables de la communauté musulmane chiite de Detroit ont annoncé leur intention d'aller à Beyrouth dans un «geste humanitaire» et pour demander la libération des Américains détenus au Liban. M. Nassib Fawaz, président du Centre islamique américain, a annoncé qu'il s'envolerait pour le Liban lundi et que des membres de la délégation avaient rencontré mercredi des fonctionnaires du département d'Etat américain. La communauté chiite de Detroit est l'une des plus importantes à l'extérieur du Moyen-Orient.

Le syndrome de Stockholm à Beyrouth

■ Les Américains détenus à Beyrouth commencent à montrer des signes du syndrome dit de Stockholm, c'est-à-dire qu'ils se rangeraient du côté de leurs ravisseurs face à d'éventuels secouristes. Selon plusieurs psychologues, les otages et les prisonniers de guerre en général sont soumis à une telle peur qu'ils ont tendance à croire leurs geôliers moins dangereux qu'ils ne le sont afin de réduire leur angoisse. Ainsi, l'un d'entre eux a déclaré jeudi que plusieurs de ses camarades étaient d'accord avec les demandes de leurs ravisseurs...

GORBATCHEV PARLE DE GELER LE NOMBRE DE MISSILES L'URSS déploie encore des SS-20 malgré le moratoire, accuse Bush

■ BRUXELLES — Le vice-président des Etats-Unis, M. George Bush, a déclaré hier que l'Union soviétique continue à déployer des missiles SS-20 braqués sur l'Ouest malgré un moratoire unilatéral annoncé en avril par le numéro un du Kremlin, M. Mikhaïl Gorbatchev.

M. Bush, qui donnait une conférence de presse après avoir rencontré les ambassadeurs des 16 pays membres de l'OTAN, s'est refusé à préciser le nombre de missiles soviétiques déployés depuis l'annonce, le printemps dernier, selon laquelle les services américains de renseignements en avaient dénombré 414.

Selon M. James Dobbins, sous-secrétaire d'Etat adjoint, l'URSS aurait ajouté neuf missiles à moyenne portée aux 414 déjà comptabilisés. Jusqu'à présent, l'OTAN a déployé 134 missiles de croisière et Pershing-2 en Grande-Bretagne, Italie, Belgique et Allemagne occidentale.

D'autre part, lors d'un dîner au Kremlin en l'honneur du secrétaire général du Parti communiste vietnamien, M. Le Duan, M. Gorbatchev s'est déclaré prêt, hier, à «geler le nombre de missiles nucléaires déployés dans la partie asiatique de l'URSS, à condition que les Etats-Unis ne se livrent pas à des actions visant à modifier la situation stratégique dans la région».

M. Bush a réaffirmé que les Etats-Unis étaient déterminés à poursuivre leurs recherches concernant l'Initiative de défense stratégique (IDS), ou



Le vice-président George Bush au cours de sa conférence de presse à Bruxelles.

«guerre des étoiles» tout en faisant preuve de souplesse dans les négociations de Genève.

Interrogé sur l'hypothèse, née d'une allusion de M. Gorbatchev, selon laquelle Moscou pourrait se retirer des négociations de Genève si les Etats-Unis persistaient à vouloir mettre en place l'IDS, le vice-président a déclaré: «Je pense que la question est trop grave et des menaces ne sont pas une manière de parvenir à des résultats.»

Par ailleurs, M. Bush n'a pas écar-

té l'hypothèse d'une coopération avec les pays de l'Est en lançant un nouvel appel à la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme.

À la suite de sa visite officielle de trois jours à Bruxelles, le vice-président est arrivé hier à Genève où il s'entretiendra avec la délégation américaine aux négociations sur la réduction des armements. Il est attendu aujourd'hui à Paris, qui sera la sixième étape de son voyage en Europe.

— AP, AFP et Reuter

Managua juge dangereux le vote de jeudi

■ MANAGUA — Le Nicaragua juge «dangereux» le vote jeudi soir, par la Chambre des représentants, de l'interdiction de l'envoi de troupes américaines dans la région.

«Nous pensons que ce vote rend plus probables les risques d'une agression hors des normes internationales», a déclaré hier M. Tomas Borge, ministre de l'Intérieur du gouvernement sandiniste.

«Nous, sandinistes, pensons que cette mesure est une étape dangereuse. Nous croyons que des mesures de ce genre constituent plus une menace qu'un réconfort», a-t-il ajouté.

M. Borge a déclaré que le gouvernement se réunirait dans la journée pour étudier les conséquences du vote de la Chambre des représentants.

À l'issue d'un débat animé, la chambre a voté l'interdiction de l'envoi de troupes de combats américaines au Nicaragua. Toutefois, la colère à propos de récents attentats contre des Américains, dont le meurtre de quatre marines au Salvador et le détournement d'un avion de la TWA à Beyrouth, s'est traduite par un scrutin de 312 voix contre 111 pour l'adoption du texte.

En outre, certains amendements atténuant la portée des mesures ont été introduits sous la pression de partisans du président Ronald Reagan.

— Reuter

La situation reste tendue en Jamaïque

■ KINGSTON — La situation sociale paraissait bloquée hier en Jamaïque, où le gouvernement persistait dans son refus de céder aux revendications syndicales tandis que se poursuivait la grève générale lancée lundi dernier.

Au cours d'un meeting, jeudi après-midi à Kingston, la base des syndicats a en effet décidé de continuer le mouvement.

Les principales organisations syndicales de l'île demandent une augmentation des salaires des fonctionnaires et l'arrêt des licenciements dans la fonction publique, conséquence d'un récent accord avec le Fonds monétaire international.

Le mouvement de grève, très suivi les trois premiers jours, semblait cependant continuer à s'essouffler hier, à Kingston comme dans l'ensemble du territoire.

Sur la côte nord, très touristique, les hôtels fonctionnaient normalement à nouveau. Dans la capitale, on notait encore des coupures d'eau et d'électricité. Le service postal était interrompu et les pompiers n'avaient pas repris le travail.

— AFP

ÉLECTIONS DES BLANCS AU ZIMBABWE

Victoire surprise du parti de Ian Smith

■ HARARE — Contre toute attente, le parti de l'ancien premier ministre rhodésien Ian Smith a remporté aisément les élections législatives de jeudi réservées pour la dernière fois à la minorité blanche.

Selon un porte-parole de son Alliance conservatrice du Zimbabwe (CAZ), celle-ci a rafilé 15 des 20 sièges réservés aux Blancs. Elle a écrasé son rival, le Groupement pour un Zimbabwe indépendant (IZG), partisan d'une politique de coopération avec le premier ministre Robert Mugabe et favori au départ pour remporter cette élection.

Dans l'assemblée sortante de 100 sièges, la CAZ comptait sept députés

contre 12 à l'IZG, composé de dissidents de la formation de M. Smith.

La victoire de M. Smith lui permettra de désigner les 10 représentants blancs au Sénat.

Les observateurs s'accordent à penser qu'il s'agit d'un triomphe personnel pour M. Smith qui avait défié la communauté internationale en proclamant l'indépendance unilatérale de la colonie britannique en 1965.

La victoire de M. Smith, estimant certains, pourrait pousser M. Mugabe à supprimer au plus tôt — à partir de 1987, aux termes de la constitution d'indépendance — le système réservant des sièges aux Blancs. Les Noirs votent lundi et mardi.

— Reuter



Ian Smith

DORMEX
Pour un réveil plein de fraîcheur

SIMMONS

SOLDE OSTERMOOR

Si vous déménagez ou si vous vous rendez compte qu'il serait temps d'offrir un matelas neuf à votre dos fatigué.

Le matelas Simmons OSTERMOOR est un matelas de haut de gamme Adjusto-Rest®. Pour assurer un meilleur support, il est confectionné avec 512 ressorts Adjusto-Rest. La surface est constituée d'épaisses couches Micro-Quilt® de soutien Simfoam® pour assurer un maximum de confort et un bon support.

Ensemble-lit simple \$318⁵⁰
Ensemble-lit double \$388⁵⁰ Ensemble-lit grand lit \$488⁵⁰
Le matelas peut être vendu séparément.

LITS DE CUIVRE
Lit complet, semblable à l'illustration (matelas non compris).
39" 54" 60"
\$794 \$894 \$994
Tête de lit vendue seule si désiré. Autres modèles de têtes de lit en bronze à partir de \$198.

FUTONS FUTONNEX
Ces futons renouvellent les matelas classiques. Élegante base laquée. Pour un temps limité seulement \$498

POUR UN VÉRITABLE CONFORT LIT À VIBRATEUR RÉGLABLE
Fourni avec matelas orthopédique à 510 ressorts, 15 ans de garantie \$1098
Lit simple
Autres modèles disponibles en 30" - 36" - 39" - 54" - 60"

MAGNIFIQUE SÉLECTION DE CANAPÉS-LITS DE MARQUE RÉPUTÉE
Certains modèles possèdent un matelas Posturepedic Sealy Lit double \$588

COMMANDES TÉLÉPHONIQUES ACCEPTÉES — PLAN MISE DE CÔTÉ SANS FRAIS

384, LaSalle (cote Jean-Jacques) 364-1011
4902 est, Havel-Bourgeois près P&L 322-6654
6412, boul. Vau Nord-Grand-Prairie 87-LEONARD (Métro) 322-3981
3228, St-Martin opposé L'AYAL Face Centre 3000 682-3747

LE PLUS GRAND CHOIX JAMAIS VU AU QUÉBEC

MEUBLES PATIO

EN RÉSINE DE SYNTHÈSE GARANTIE 3 ANS

des rabais allant jusqu'à **60 et 70% d'ESCOMPTE**

INCROYABLE MAIS VRAI EN RÉSINE DE SYNTHÈSE

4 chaises Sonata Flair
2 chaises Prélude Flair
1 table ovale Flair
1 parasol 7 1/2' textilène
1 base de parasol
100 résine garantie 3 ans
Coussins en sus

Rég.: \$999
Super spécial \$699

SUPERBE BALANÇOIRE 4 PLACES
Choix de 4 couleurs. Coussins compris
Rég.: \$449
Super spécial \$299

LES PISCINES

Heures d'ouverture
Lundi au vendredi: 9 h à 9 h p.m.
Samedi: 9 h à 5 h p.m.
Dimanche: 9 h à 5 h p.m.

LAVAL 515, boul. Labelle, Fabreville 622-9801
ST-LEONARD 6852 Jean-Talon E 255-7074
GREENFIELD PARK 214, boul. Taschereau 465-7701
CHATEAUGUAY 115, boul. St-Jean-Baptiste 698-2210

BAR EN RÉSINE DE SYNTHÈSE
DESSERTS DE LUXE
Rég.: \$149.95 pour **\$59⁹⁵** ch.

Résultats

Prochain gros lot 200 000,00\$ approx.

Tirage du 28-06-85

1 8 13 23 29 31 no compl. 3
mentaire

GAGNANTS LOTS

6/6	2	202 975,50\$
5/6 +	8	9 021,10\$
5/6	178	506,80\$
4/6	7 100	47,00\$

Ventes totales: 1 983 568,00\$

Mise-tôt 1 25 32 33

GAGNANTS LOT 154 324,60\$

Provincial NUMEROS LOTS

2963057 500 000\$

Tirage du 28-06-85

963057 50 000\$

63057 1 000\$

3057 100\$

057 25\$

57 10\$

Méti NUMEROS LOTS

145113 50 000\$

45113 5 000\$

5113 250\$

113 50\$

13 5\$

Tirage du 28-06-85

La Quotidienne 3 4

SAMEDI 459 2699

LUNDI 368 3027

MARDI 651 0769

MERCREDI 421 3920

JEUDI 733 6417

VENDREDI 323 8158

Les modalités d'encasement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

DÉPÊCHES



Cette photo montrant Andrei Sakharov en compagnie d'un médecin à l'hôpital Gorki, à Moscou, a été publiée hier dans la dernière édition du magazine ouest-allemand Bild, à qui des sources soviétiques non-identifiées auraient fait parvenir deux bandes vidéo montrant le physicien dissident subissant divers traitements médicaux.

SAKHAROV : les États-Unis estiment que des films récents sur lesquels on peut voir Andrei Sakharov ne fournissent en fait aucune assurance ni aucune information satisfaisantes sur l'état de santé et le lieu de résidence du dissident soviétique. La diffusion de ces films par l'URSS revient à exploiter l'inquiétude de l'opinion publique internationale à propos de l'état du Dr Sakharov, compte tenu de l'absence totale d'information sérieuse et crédible à son sujet, a indiqué hier un porte-parole du département d'État.

POLOGNE : le gouvernement polonais a annoncé hier une augmentation du prix de la viande de 10 à 15 p. cent qui prendra effet lundi. Il prend ainsi le risque d'une grève d'une heure à laquelle a appelé le syndicat clandestin Solidarité. Le leader de Solidarité Lech Walesa, qui a soutenu les appels clandestins à la grève, a déclaré qu'il retarderait ses vacances prévues à partir de lundi et qu'il irait travailler aux chantiers naval Lenine de Gdansk « pour être avec les ouvriers quoiqu'il arrive ».

HAÏTI : les Haïtiens seront invités à se prononcer par référendum le 22 juillet prochain sur le principe de la présidence à vie et la création d'un poste de premier ministre, a annoncé hier à Port-au-Prince un arrêté présidentiel. L'arrêté indique qu'il convient de consulter le peuple « vu certains appels refusant ce système ».

GOLFE : un porte-parole militaire iranien a catégoriquement démenti hier la perte jeudi par les forces iraniennes de positions sur les îles Madjnoun, au sud de l'Irak, annoncée par

Bagdad. Téhéran affirme avoir repoussé l'attaque irakienne de jeudi au sud-ouest de ces îles.

FOOTBALL : le gouvernement britannique a décidé de donner \$6 500 à chacune des familles des 38 victimes, dont 33 Italiens, du drame du stade du Heysel à Bruxelles. Le premier ministre britannique Margaret Thatcher a fait part de cette décision au président du Conseil italien Bettino Craxi.

IRLANDE DU NORD : une vingtaine de policiers et deux civils ont été blessés au cours de combats intervenus lors d'une tentative de défilé de protestants dans la localité de Castlewellan à majorité catholique. Plus de 500 policiers ont bouclé la ville pour empêcher les protestants loyalistes d'organiser leur défilé annuel dans la ville.

INDE : le gouvernement indien a ordonné la libération d'environ 150 jeunes sikhs détenus en prison, lançant ainsi une nouvelle offensive de paix pour réduire la tension dans l'État agité du Pendjab. Ces sikhs étaient détenus en vertu de l'état d'urgence qui autorisait la détention de suspects au Pendjab ou des militants luttant pour la création d'un État indépendant sikh.

SURINAM : le colonel Desi Bouterse, dirigeant du Surinam, a procédé jeudi à un remaniement ministériel à la suite de la crise déclenchée par la démission de trois ministres en avril dernier. Dans le nouveau gouvernement, M. Wim Udenhout reste premier ministre mais perd son portefeuille des Affaires étrangères qui revient à l'ancien ministre des Ressources naturelles M. Tjon Koie Sim.

COUP D'ÉCLAT AU CONSEIL EUROPÉEN DE MILAN

Paris et Bonn soumettent un projet d'union politique des 10

MILAN — Le sommet des chefs d'État ou de gouvernement de la CEE a débuté hier sur un coup d'éclat, hier à Milan, avec la présentation d'un projet franco-allemand d'Union politique européenne que les partenaires de Paris et de Bonn ont accueilli de façon mitigée. Par la suite, le conseil européen de Milan a donné son accord à deux propositions françaises portant sur l'Europe de la technologie (projet Euréka) et l'Europe des citoyens.

En ce qui concerne le projet franco-allemand, préparé en grand secret, il prévoit « la mise en œuvre progressive d'une politique étrangère européenne », le renforcement de la coopération en matière de sécurité et la création d'un secrétariat général dont le responsable serait nommé pour quatre ans.

Le projet souligne qu'une plus grande cohésion politique confirmerait la volonté des États membres de la CEE d'atteindre à l'Union européenne et propose de rebaptiser le conseil européen « Conseil de l'Union européenne ».

Le texte a été diversement accueilli par les partenaires de la France et de la RFA, réunis au château Sforza, citadelle du XIVe siècle, redevenue forteresse pour les besoins de la sécurité des dirigeants européens.

De tous les porte-parole des délégations présentes à Milan, ceux

du Benelux se montraient hier les plus vexés d'avoir été mis devant le fait accompli du projet français. En séance, les chefs d'État et de gouvernement ne manifestèrent pas d'enthousiasme. Mme Margaret Thatcher, venue dans la capitale lombarde avec un document comparable (projet Howe), solide mais moins spectaculaire, marquait quelque ironie deant une initiative dont elle pouvait penser qu'elle visait à contre-balancer les propositions britanniques. Elle estimait que, sur un point (article 4: recherche d'une position commune dans les instances internationales), le projet franco-allemand n'allait « pas assez loin » et, sur un autre (article 8: compétences communautaires en matière de défense), il allait « vraiment trop loin ».

Quant aux accords sur les deux projets français, technologie et Europe des citoyens, les « Dix » ont décidé, d'abord dans le domaine technologique, de créer une commission ad hoc composée de deux représentants des États membres de la CEE qui se réunira avant le 14 juillet à Paris. Quant à l'Europe des citoyens, les « Dix » ont approuvé un ensemble de propositions à mettre en œuvre pour donner davantage conscience aux Européens de leur appartenance à un même ensemble politique, économique et culturel. Certaines de ces propositions sont de portée symbolique

comme la création d'un drapeau européen — un rectangle bleu sur lequel 12 étoiles d'or entourent un « E » majuscule — ou l'adoption de l'hymne à la joie comme hymne européen. D'autres propositions s'appliquent aux droits civiques (droit de vote dans un autre pays, si l'on y réside), à la culture (projet de chaîne de télévision communautaire multilingue), à la santé et aux sports (formation d'équipes européennes).

Les Français ont proposé en outre une organisation européenne de la recherche sur les traitements des cancers. Dans le domaine culturel, un fonds européen de financement des traductions, une chaîne culturelle de télévision européenne, l'édition d'une Histoire de l'Europe, etc. sont proposés de même que la mise sur pied d'un « office européen de la jeunesse pour faciliter les échanges ou la création d'une carte de « jeune Européen » donnant droit à des facilités diverses (transports, hébergement, séjours à l'étranger).

En matière de politique étrangère, la réunion de Milan doit également porter le débat sur la mise en œuvre possible d'un dialogue avec le COMECON — comme celui-ci le réclame —, d'autres aspects des relations Est-Ouest, le terrorisme international et la situation au Proche-Orient — au Liban notamment — et en Afrique du Sud.

L'élargissement de la communauté à l'Espagne et au Portugal sera également à l'ordre du jour puisque pour la première fois le Conseil européen se déroule à « Dix plus Deux », les chefs de gouvernement de l'Espagne et du Portugal assistant au conseil à titre d'observateurs.

M. Bettino Craxi, président en exercice de la communauté, a d'ailleurs ouvert le sommet en souhaitant chaleureusement la bienvenue aux deux pays ibériques qui deviendront membres à part entière de la CEE le 1er janvier prochain.

— AFP, AP et Reuter



... depuis 5 ans nous
avons invité les Montréalais
à dormir à la japonaise.

OUVERT
1er JUILLET
FUTONS - 12%
Un jour
seulement.



Cet
été nous
vous invitons
à manger
à la japonaise.

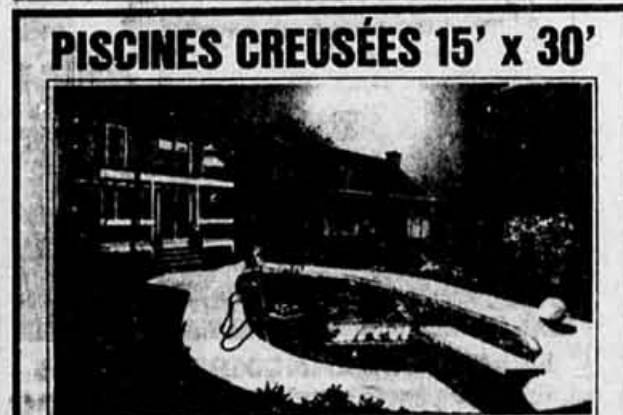
Achetez un futon chez Futonia
avant le 31 juillet et vous pouvez gagner
un coupon d'une valeur de 50\$ pour le *Sushibar*

Quatre coupons à gagner chaque mercredi.

220 Laurier Ouest, Montréal 270 8175
370 Duluth Est, Montréal 843 4739

EXCLUSIF À PISCINES TREVI

10% de dépôt à l'achat de votre piscine
PAYEZ SEULEMENT 30 JOURS PLUS TARD
et devenez membre de la grande famille Trévi



PISCINES CREUSÉES 15' x 30'
COMPLÈTEMENT INSTALLÉE
\$4995

Cheez Trévi
nous
installons
nous-même
nos piscines

CHLORE HICLON
100 lb
\$109⁹⁵

TOILES DE
REMPLACEMENT
20 g
à partir de
\$119⁹⁵

MEUBLES
PATIO
En résine de
synthèse
60 à 70%
de RABAIS

**SUPER SPÉCIAUX
DE LA SEMAINE
BAR-B-Q**

Modèle Gourmet Jacuzzi Rég. \$420
40 000 BTU au gaz propane
Réservoir en acier
Super spécial \$319⁹⁵

RÉSERVOIR
au propane
70 lb
Rég. \$29.95
Super spécial \$22⁹⁵

CHAISE FLOTTANTE
FACM 111
Rég. \$59.95
Super spécial \$44⁹⁵

ROULEAU SOLAIRE
Pour piscines
creusées ou
hors terre
Long 16'
Super spécial \$74⁹⁵

Coupon rabais
allant jusqu'à \$10
sur nos super
bas prix

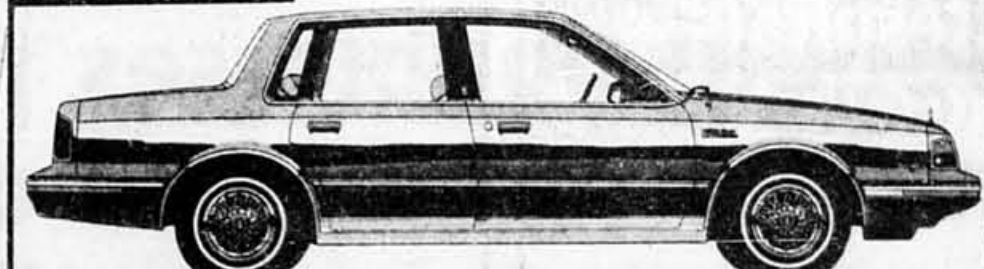
100 lb \$119⁹⁵
45.4 kg
75 lb \$89⁹⁵
34 kg

clermont

Chevrolet Oldsmobile

vous offre
des super
spéciaux de
vacances!

le plus **fort** en ville



OLDSMOBILE CIERA BROUGHAM, 4 PORTES, 1985

13 250\$

inventaire 5863
Vitres teintées, vitres électriques, carport avant et arrière,
moules latérales, dégivreur arrière, miroirs sports gauche
et droit, transmission automatique, pneus radiaux, flancs
blancs, 4 saisons, AM-FM stéréo, 4 haut-parleurs.

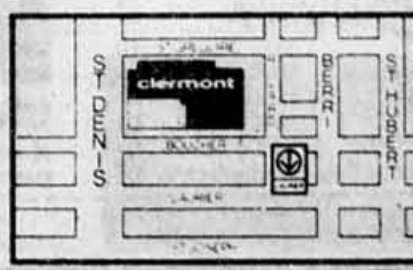


OLDSMOBILE 98 REGENCY BROUGHAM, 4 PORTES,
19 500\$

1985 - DÉMONSTRATEUR
Couleur marron, très bien équipé.
inventaire 4953

Oldsmobile Calais
Chevrolet Celebrity
Nous avons une grande sélection de modèles,
choix de couleurs et d'options. Livraison rapide.

5363, rue Saint-Denis
279-6301



OUVERT 7 JOURS PAR SEMAINE



Heures
d'ouverture
Lundi au vendredi: 9 h à 9 h.p.m.
Samedi: 9 h à 5 h.p.m.
Dimanche: 10 h à 5 h.p.m.
LAVAL 515, boul. Labelle, Fabreville 622-9801
ST-LÉONARD 6852 Jean-Talon E. 255-7014
GREENFIELD PARK 214, boul. Taschereau 465-7701
CHATEAUGUAY 115 boul. St-Jean-Baptiste 698-2210

Amiante: la Société nationale et Lac veulent former un consortium

L'industrie de l'amiante amorce un mouvement de restructuration qui pourrait s'avérer tout aussi douloureux que celui qu'a connu le fer de la Côte nord.

MIVILLE TREMBLAY
de la Presse canadienne

Hier, les deux filiales de la Société nationale de l'amiante (SNA) et la compagnie Lac d'Amiante ont signé un protocole qui vise à former un consortium chargé d'exploiter et de mettre en marché la fibre, après avoir fermé les sites d'opération les moins rentables.

« C'est le début d'une opération de consolidation » a déclaré le ministre de l'Énergie et des Ressources, M. Jean-Guy Rodrigue, dans une entrevue téléphonique accordée à la Presse canadienne.

« On a regardé ce qui s'est passé sur la basse Côte nord où la fermeture des mines de fer a permis de consolider celle de Gagnon. Aujourd'hui, la production y est maintenant plus importante qu'escompté. Ce fut bénéfique et cela constitue pour nous un bon exemple. »

« On en pourra pas sauver tous les emplois, mais si on

n'agit pas, on risque de perdre beaucoup plus. »

L'entente prévoit que les partenaires confieront à un consortium en commandite la gestion et l'exploitation de leurs installations, mais en conserveront cependant la propriété.

L'administration de cette nouvelle société de gérance sera confiée à un conseil d'administration composé de neuf personnes.

Quatre seront désignées par Lac d'Amiante, une filiale de la compagnie américaine Asarco, trois seront choisies

par la Société Asbestos Limitée, une par Campbell Resources, qui détient toujours un intérêt dans le gisement de Lac à Black Lake et enfin, un dernier partenaire proviendra de l'extérieur, avec l'approbation des autres partenaires.

Ces derniers devront investir dans le fonds de roulement et s'engager à le renflouer advenant qu'il baisse sous le niveau requis par l'exploitation.

À cet égard, le ministre s'est refusé à préciser l'ampleur des fermetures et des mises à pied qui s'en suivront.

Les employés qui vont demeurer vont passer sur la feuille de paie de la nouvelle société et les parties ont convenu de respecter les accreditations et les conventions collectives existantes.

Les bénéfices, au-delà de ceux requis pour maintenir l'exploitation, seront répartis selon une formule qui tient compte du niveau des ventes et de la rentabilité des diverses opérations.

J. M. Asbestos, le plus important producteur d'amiante du Québec, n'aurait pas démonté d'intérêt pour regrou-

per ses opérations de production dans le consortium mais serait prête à discuter de mise en marché.

Le ministre ne pouvait affirmer si Carrey, le plus petit producteur d'amiante, avait été invité à rejoindre le consortium.

Il n'est pas question de former un cartel qui puisse dicter ses prix en raison de la forte concurrence des producteurs du Brésil et du Zimbabwe, soutient M. Rodrigue. « Mais j'ai bon espoir que l'on pourra ramener une certaine discipline au niveau des prix » pour les fibres québécoises.

Molson déménage à Toronto une autre partie de son siège social

Les Brasseries Molson du Canada vont déménager de Montréal à Toronto

MICHEL ROESLER

leur service de marketing pour le marché anglophone. Cette décision s'inscrit dans

un vaste plan de restructuration qui devrait favoriser de meilleures performances pour cette entreprise dans le contexte difficile où se trouve l'industrie de la bière au Canada.

Ce mouvement vers Toronto n'est pas nouveau. Depuis

plusieurs années déjà, le bureau exécutif des compagnies Molson est à Toronto même si le siège social est encore officiellement à Montréal.

L'analyste Davis Shulmann de chez Geoffroy Leclerc estime qu'il y a deux raisons qui favorisent ce mouvement: les activités directement reliées à la bière sont devenues à ce point importantes (un gain de 1 p. cent du marché égale un gain de \$25 millions environ) que le président et chef de l'exploitation, John P. Rogers, a besoin de rassembler sa « task force » autour de lui, à Toronto.

La seconde raison est que Toronto est le centre d'activité le plus important en matière de marketing mais aussi de bière.

La décision de déplacer dans la Ville Reine les services anglophones de marketing va entraîner le départ de 41 personnes environ de Montréal vers Toronto.

Toronto, d'autre part dans le plan de restructuration, sera le centre des opérations de la compagnie pour l'Ontario, le Manitoba et l'ouest des États-Unis et réunira certains services à vocation nationale non précisés toutefois.

Montréal continuera de desservir le Québec mais en plus

prendra en main la direction des provinces de l'Atlantique et dirigera les exportations vers l'est des États-Unis et les marchés d'Outre-mer. Elle garde les services de marketing pour le marché francophone.

L'accent est mis sur les États-Unis où Molson écoule près de 14 p. cent de sa production et contrôle 60 p. cent du marché des bières importées.

Dans l'Ouest, le bureau de Calgary est fermé comme prévu mais la brasserie de Vancouver va commencer à alimenter la côte ouest des États-Unis.

Cette restructuration affecte 85 personnes sur les 4000 employés.

La SAQ lance des appels d'offres

(D'après CP) — La Société des alcools du Québec (SAQ) a fait paraître hier dans les journaux un avis d'appel d'offres relativement à la vente d'un certain nombre de ses succursales de vente au détail dans la région de Montréal.

Les acheteurs éventuels ont jusqu'au 31 juillet prochain pour faire une offre d'acquisition de l'un des 129 magasins à vendre dans la région métropolitaine.

Dans l'avis publié par la firme Charette, Fortier, Hawey / Touche Ross, mandataire du gouvernement, on précise que les acheteurs éventuels doivent fournir un chèque d'un montant équivalent à 10 p. cent de leur offre.

UN CONTRAT DE \$1 MILLIARD (US) ATT dame le pion à IBM et à Digital

WASHINGTON (AFP) — Le groupe ATT (télécommunications-informatique) vient de remporter un contrat de près d'un milliard de dollars pour la fourniture de supermini-ordinateurs au département de la Défense, a confirmé hier un porte-parole du Pentagone.

Cette commande, remportée face à une vive concurrence du géant IBM et de la société Digital Equipment Corp., constitue selon les spécialistes une importante victoire pour ATT. Le groupe

s'efforce en effet depuis un an et demi de s'implanter sérieusement sur le marché des ordinateurs mais jusqu'ici avec des résultats médiocres.

La commande porte, indiquent-on de source bien informée, sur 250 supermini-ordinateurs de la gamme 3-B de la firme. Leur livraison sera échelonnée d'ici la fin 1988. Ils sont destinés, selon un porte-parole gouvernemental, à l'Agence nationale de sécurité.

Ce succès pour ATT dans le domaine informatique est

intervenu au lendemain du défi majeur que lui a lancé IBM dans celui des télécommunications en concluant une alliance avec la seconde société américaine de communications à longue distance, MCI Corp.

Il a renforcé les prévisions des spécialistes selon lesquelles on peut s'attendre dans les années à venir à une lutte très serrée entre IBM et ATT dans les domaines de plus en plus liés, celui des télécommunications et celui de l'informatique.

New York menace de cesser d'acheter les wagons Bombardier

NEW YORK (AP) — Tout en exprimant l'espoir que les problèmes concernant les wagons du métro de New York construits par le firme canadienne Bombardier pourront être corrigés, le président de Transit Authority, David Gunn, a lancé l'avertissement qu'il pourrait faire cesser la livraison des 825 wagons si les lacunes sur le plan électrique ne sont pas corrigées.

« Je considère que ce qui ar-

rive avec les R-62A comme étant des ennuis initiaux », a déclaré M. Gunn, jeudi. « Je demeure néanmoins optimiste qu'une solution à ces problèmes de conception pourra être trouvée. »

Mais M. Gunn a ajouté qu'il avait prévenu la société montrealaise Bombardier que la ville de New York pourrait cesser dès le mois d'août d'accepter les wagons commandés si « deux problèmes persistants » ne sont pas corrigés: des pannes dans le

convertisseur des wangons et la détérioration d'une composante de leur contrôleur.

Le convertisseur transforme l'énergie à haut voltage en énergie à bas voltage pour faire fonctionner l'air climatisé ainsi que les portes; le contrôleur règle l'accélération et la décélération des wagons.

Ces problèmes ont handicapé deux rames de 10 wagons R-62A utilisés comme prototypes sur la ligne No 1 desser-

vant Manhattan ouest. La firme Bombardier a décroché un contrat d'une valeur de \$780 millions avec la Transit Authority pour la livraison de 825 wagons d'ici 1987.

La compagnie Westinghouse Electric Corp., qui dispose d'un sous-contrat avec Bombardier, a publié un communiqué annonçant qu'elle est « consciente des problèmes » et qu'elle « s'applique à trouver une solution permanente à ces mêmes problèmes ».

Soquip double ses profits grâce surtout aux ventes de gaz naturel

QUÉBEC — La Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP) a connu une année exceptionnelle en 1984 grâce notamment à l'expansion du marché du gaz naturel au Québec, révèle le dernier rapport annuel de cette société d'État.

NORMAN DELISLE
de la Presse canadienne

SOQUIP a en effet plus que doublé son bénéfice net en 1984, lequel a atteint \$7,6 millions contre \$3,4 millions en 1983, indique le rapport qui a été déposé la semaine dernière à l'Assemblée nationale.

Les ventes de gaz naturel et de pétrole de SOQUIP ont atteint \$24,3 millions.

L'expansion du gaz naturel au Québec a été largement responsable de ces succès de SOQUIP.

Les ventes de gaz naturel ont augmenté de 50 p. cent entre 1980 et 1984 en dépit du fait que la consommation globale d'énergie ait diminué. Uniquement en 1984, les ventes de gaz naturel ont augmenté de 18,4 p. cent.

SOQUIP détient plus de 20 p. cent des actions de la plus importante société gazière, Gaz Métropolitain. SOQUIP détenait l'an dernier 49 p. cent des actions de Gaz Inter-Cité mais cette dernière a été acquise le 7 mai dernier par Gaz Métropolitain.

SOQUIP détient également le quart des actions de GNC Québec Ltée, une entreprise de promotion de l'utilisation du gaz naturel dans les véhicules.

Selon SOQUIP, le gaz naturel fournissait 13 p. cent

de toute l'énergie au Québec en 1984. Ce pourcentage pourrait atteindre 17 p. cent en 1990.

L'électricité, qui fournissait 37 p. cent de l'énergie en 1984, devrait normalement en fournir 41 p. cent en 1990.

Ces deux formes d'énergie vont, dans les prochaines années, gagner une part plus grande du marché énergétique au détriment du pétrole.

Le pétrole fournissait en 1975 71 p. cent de toute l'énergie requise au Québec. Cette part sera réduite à 41 p. cent en 1990, prévoit SOQUIP.

C'est la question de prix qui entre en ligne de compte pour favoriser l'utilisation du gaz naturel, constate le rapport: le gaz coûte de 10 p. cent à 30 p. cent moins cher que le mazout, sans compter qu'il réduit la pollution de l'air et contribue à réduire les pluies acides.



Wilson recule et gaffe encore

C'est une victoire pour les personnes âgées. Le ministre des Finances, Michael Wilson, a modifié son budget et abandonné son idée de tronquer l'indexation des pensions de vieillesse.

En soi, c'est une bonne chose que le gouvernement Mulroney ait cédé aux pressions des personnes âgées. La perte d'une partie de l'indexation aurait réduit de façon inacceptable le niveau de celles qui vivent au seuil de la pauvreté.

Mais la façon dont le ministre Wilson a fait volte-face est particulièrement lamentable. Il a fait une gaffe, dans son budget, en touchant de cette façon-là aux pensions. Il vient d'en faire une autre, en retournant au statu quo tout en augmentant les impôts.

Il a raté une belle occasion de faire le nettoyage dans les politiques de retraite et vient de démontrer que le gouvernement Mulroney, pas plus que les libéraux, ne sera capable de juguler le déficit.

Une volte-face nécessaire

Dans son budget, le ministre Wilson s'est attaqué aux pensions pour réduire son déficit. Avec un trou de \$35 milliards, il faut couper en quelque part; et on commence par le faire dans les domaines où l'on dépense beaucoup. Les pensions sont un de ceux-là.

La façon dont le ministre s'y est pris n'était pas la bonne. Il n'indexait plus les pensions pour les trois premiers points de pourcentage d'inflation. Si, par exemple, les prix augmentaient de 3 p. cent, les pensions n'auraient augmenté que de 2 p. cent.

En gros, cela privait les pensionnés de \$100 la première année. Mais comme le processus est cumulatif, cela passait à \$200 la deuxième année et ainsi de suite. À la cinquième année, la perte de pouvoir d'achat aurait été de \$500. Si on ajoute cela aux pertes des années précédentes, cela aurait fait un manque à gagner de \$1 500 en cinq ans.

C'était un coup très dur pour toutes les personnes âgées qui ont du mal à joindre les deux bouts. On estime d'habitude que la moitié des pensionnés vivent en dessous du seuil de la pauvreté. La façon de couper de M. Wilson était donc brutale, sinon bête. Il fallait qu'il recule.

Une solution malheureuse

Mais au lieu de corriger le tir, le ministre a fait volte-face. Il redonne la pleine indexation. Et pour ne pas augmenter son déficit, il taxe. Il prolonge de six mois la surtaxe de 5 p. cent imposée aux entreprises et il annonce, pour 1987, une hausse de un cent du litre d'essence.

Ce n'est pas particulièrement original. Pourtant, il existait diverses solutions qui auraient permis de réduire les dépenses d'Ottawa dans le domaine des pensions, et donc de diminuer le déficit, sans pénaliser les personnes âgées dans le besoin.

Ces solutions ont été mises au point par le ministre Wilson lui-même, dans le document de réflexion qu'il a publié en novembre, en même temps que son budget. Il semble les avoir oubliées. L'ABC des coupures, c'est de s'attaquer au superflu. Or, dans les programmes fédéraux d'aide aux personnes âgées, il y a aussi du superflu.

Tout d'abord, le chèque de pension de vieillesse est universel. Tous les Canadiens de plus de 65 ans le touchent, qu'ils en aient besoin ou non. On aurait pu cesser de le verser aux citoyens dont les revenus étaient suffisants, ou en récupérer une partie par le biais de l'impôt.

Même la Chambre de commerce du Canada, pourtant pas un groupe gauchiste, recommandait cela au gouvernement fédéral. Au lieu de désindexer tout le monde, l'organisme patronal soulignait qu'il était plus logique de toucher seulement aux riches.

L'autre façon d'y arriver aurait consisté à modifier les règles de l'impôt destinées aux personnes âgées. Elles ont droit, en plus de leur exemption personnelle, à une exemption en raison d'âge de \$1 500.

Cette mesure crée d'importantes distorsions, notées par le ministre Wilson en novembre. Une exemption, qui réduit le revenu imposable, devient de plus en plus payante à mesure que le revenu augmente. Il en résulte qu'une personne âgée dont le revenu est de \$50 000 profite plus des largesses d'Ottawa qu'une autre qui ne dispose que de \$15 000.

Dans ces deux cas, il aurait été possible de couper sans pénaliser les personnes âgées dans le besoin.

Un inquiétant précédent

Pourquoi Wilson n'a pas fait ce qu'il avait proposé en novembre? C'est un mystère et une injure à la logique.

En outre, cela crée d'inquiétants précédents. On sait que la lutte au déficit que ce proposait de faire le gouvernement Mulroney est pénible, qu'elle force les citoyens à se serrer la ceinture. On sait maintenant que les conservateurs reculeront dès que des pressions se font sentir.

L'expérience des années passées montre également que les coupures aveugles ne sont pas très efficaces. La réduction des dépenses publiques implique une réflexion en profondeur, une révision des choix de société. Dans le cas des pensions, il fallait par exemple repenser le concept d'universalité. On sait maintenant que le gouvernement conservateur ne tient pas à bouleverser le statu quo.

Quant un gouvernement est malpré et qu'il n'a pas trouvé le moyen de réduire ses dépenses, il a tendance à augmenter le fardeau fiscal. Cela permet de contenir le déficit, sans régler les problèmes de fond. On sait maintenant que le ministre Wilson taxe plus facilement qu'il ne coupe.

Bref, le budget Wilson et les modifications de cette semaine n'augurent rien de bon. C'est un aveu d'impuissance: le gouvernement Mulroney ne semble pas mieux armé que les libéraux pour réduire le déficit. Pourtant, c'était sa principale promesse économique.

132 32 (+0 57) MONTRÉAL	2712 50 (+8 86) TORONTO	1335 46 (+3 25) DOW JONES	L'OR (New York) \$315 70 (-1 20)	CANADIEN +30/100 73 64
--------------------------------------	--------------------------------------	--	---	--

DÉPÔT GARANTI

UN MODE D'ÉPARGNE AVANTAGEUX:

- ✓ sécurité du capital
- ✓ taux d'intérêt garanti
- ✓ choix dans le paiement des intérêts

SUCCURSALES: **MTI/Université**: 1100, Université, 671-7200 • **MTI/Place Ville-Marie**: Galerie des Boutiques, 861-5363 • **Outremont**: 1, Vincent d'Indy, 739-3265 • **Ville Mont-Royal/Centre Rockland**: Niveau 2, 341-1414 • **Laval**: Place du Carrefour, 682-3200 • **Rive-Sud**: Place Portobello, 7350, boul. Taschereau, 456-2500

CONSEILLERS: **MTI/Ahuntsville**: 382-8000 • **Rive-Sud/Brossard**: 462-1880 • **Granby**: 378-8401 • **Val d'Or**: 825-8101 • **Repentigny**: 671-7536

TRUST GÉNÉRAL

10 3/4% 10 1/4% 9 1/4%

5 ans Int. an 3 ans Int. an 15-mois Int. à l'échange

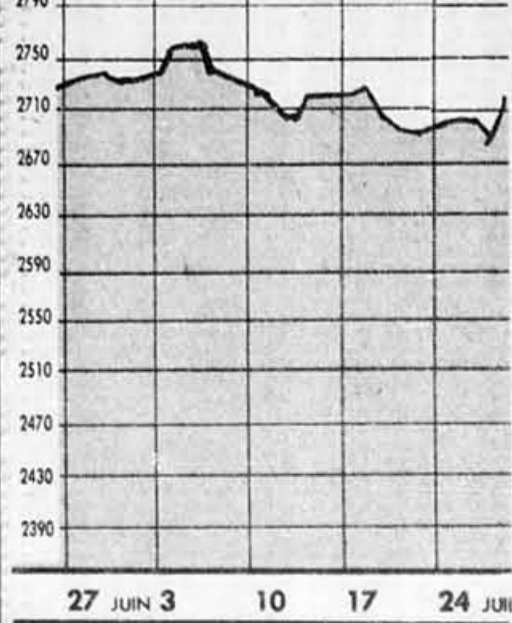
Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôt du Québec.

TORONTO

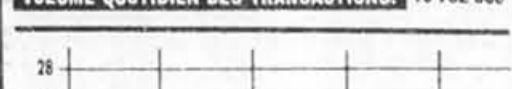
VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSE

Haut: 2712 50 Fermeture: 2712 50 Bas: 2706 65

(Indice composé 300 titres)



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 10 782 000



INDICES A LA BOURSE DE TORONTO

300/COMPOSE 2712 50 +8 86

SERV. FINANCIERS 2005 07 +2 06

MINES ET METAUX 1897 74 -0 83

PETROLES ET GAZ 3207 16 +13 23

INDUSTRIELLES 1886 84 +4 57

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

INDICES A LA BOURSE DE MONTREAL

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

MARCHE DES OPTIONS SUR DEVICES

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

Ventes Ventes Haut Bas Form. Net

Table with 5 columns: Ticker, Price, Change, Volume, and Net. Includes various stocks like A.G.M., A.H.L., A.M.C., etc.

L'OR

(AP) - Voici les cours de clôture de l'or sur les principaux marchés mondiaux, hier, en dollars US l'once Troy avec, entre parenthèses, la cote de la précédente clôture:

Londres: 317.00 (316.75)

Paris: 314.47 (314.45)

Francfort: 317.05 (316.64)

Zurich: 317.20 (316.00)

Hong Kong: 317.04 (317.47)

L'once d'or hier à la fermeture était cotée en devises canadiennes à \$427.77 à l'offre comparative à \$435.02 à la demande par la FIDUCIE GUARDIAN et l'argent à \$6.21 à l'offre comparative à \$6.48 à la demande.

L'or coté à \$429 à l'offre et à \$430 à la demande, hier en clôture chez Deak-Perera Canada Inc., courtier en métaux précieux.

Ces cotes sont en monnaie canadienne.

Certificat de métaux précieux

Certificats Oz 27107 31700 31700

Grain 612 5 31700 31700 31700

L'OR A TERME

MARCHE DE WINNIPEG

Ces cotes de l'or à terme, en dollars américains, à la Bourse des dérivés de Winnipeg.

Contrats de 20 onces.

Contrats de 100 onces d'argent.

Contrats de 100 onces d'argent.

Contrats de 100 onces d'argent.

Contrats de 100 onces d'argent.

Contrats de 100 onces d'argent.

Contrats de 100 onces d'argent.

Contrats de 100 onces d'argent.

Contrats de 100 onces d'argent.

Contrats de 100 onces d'argent.

Contrats de 100 onces d'argent.

[illegible]

Chicago

1

(Revue de la semaine)

LES TAUX D'INTÉRÊT

(de Toronto)

[illegible]

(de Toronto)	(Revue de la se
--------------	-----------------

8.12.8	8.12.9	8.12.10	8.12.11	8.12.12	8.12.13
8.12.8	8.12.9	8.12.10	8.12.11	8.12.12	8.12.13

OWN 7.30	\$234	26%	J & Q Res	5 1/2	21	Parrot	14	17
CWN p	\$9	9 1/2%	Jimie w	6	9	Paulin A	58	8 1/2%
CWN 5 1/2	\$12 1/2	12 1/2%	Jonod	26	79	Pe Ben	101	108
C W1 p	\$30 1/2	30 1/2%	Jonod	32	38	Perins	54	6 1/2%

Cell A p 2072	014	Cell B p 142	192	Phylog	72	110	UAC 10	\$214	2115
Cell 1 p 1010	1110	LK B 1	125	Ph Eng	120	21	UGA 9%	\$224	134

Some	\$14% - 16%
------	-------------

(de Toronto)

INDUSTRIELLES

Mirado Nickel	15,000	15	15	2 — odd lots traded
New Athene	1,000	08	08	

Offre et demande à T

l'Ontario.

York Centre B 4.00 3.00

Offre et demande à Toronto

1000 1000 1000 1000

1000 200 100 50

lean	X	26522	\$14%	14%	14%	—
lean	Y	400	\$13%	13%	13%	—
A	Bidi	12111	\$22%	21%	21%	—1

obaP _o	6900	127	26%	26%
oba _o	14300	200	182	182

27%	25%	Wright	Hr	4600	\$131%	12%	13%	+	9%	\$15	51%
85	44	Xerox	Cn	8400	\$231%	22%	23%	—	2%	\$22%	12%

	Junior	Mines
Abcourt	19496	123 115

Autor. unit	10100	225	200
Aut. Res.	4350	105	100

	105	100
-5	205	250

Certificat de met

Certificate	Q1	Hour
-------------	----	------

6.17 6.80 5.5

LES DEVISES

que de Montréal. Les cotes sont

Renminbi	\$0.5000	Jamaïque	Dollar	\$0.2570
Roupie	\$0.0020	Japon	Yen	\$0.0054

(Montreal bois de sciage)_____

Bois de l'Est (PMP)—130 000 MPMP, 1255—1 000 MPMP

DES OPTIONS DE CHICAGO

100	110	120	c	1-14	1-14	185.43	185	1-14	5-14	850	10
-----	-----	-----	---	------	------	--------	-----	------	------	-----	----

Les coutures londoniennes

l'argent de \$0 020 cent



MERCEDES BENZ D'OCCASIONS

380 SE 84

Anthracite avec intérieur noir en velours, toit soleil, moteur V8 à injection. 42.000 km avec balance de garantie.

\$46,495

Stock: 5092-A

380 SE 84

Anthracite, intérieur marine, toit soleil, moteur V8 à injection, 38.000 km. Balance de garantie.

\$45,495

Stock: 5335-A

300 SD 84

Turbo diesel, anthracite avec intérieur gris, toit soleil, 42.000 km avec balance de garantie.

\$39,900

Stock: 5018-A

300 SEL 83

Argent métallisé avec intérieur marine en cuir, toit soleil, 43.000 km avec balance de garantie.

\$44,900

Stock: 7186-A

300 SD 82

Brun manganèse métallisé avec intérieur datte en cuir, toit soleil, 62.000 km avec balance de garantie.

\$33,900

Stock: 5313-A



Mercedes-Benz
Canada Inc.

MONTREAL

4815, rue Buchanan
coin Victoria et Jean-Talon
Tél.: (514) 735-3581

GREENFIELD PARK

845, boul. Taschereau
à deux minutes du pont Champlain
Tél.: (514) 672-2720

FRUITS/LÉGUMES

(PC) — Voici les prix des fruits et légumes:

Fruits

Fraises: \$7.00 à \$8.50 la caisse de 12 chopines.
Pommes McIntosh, atmosphère contrôlée: 12x3 lb ou 5x4 lb, au détailant, \$12.50, au grossiste, \$8.94; 8x5 lb, au détailant, \$13.00, au grossiste, \$11.38; Cell pack, grosseur 120, au détailant, \$13.00, au grossiste, \$11.38; Cell pack, grosseur 140, au détailant, \$14.00, au grossiste, \$12.25; 4x4 pinet, au détailant, \$9.00, au grossiste, \$7.88; minot en vrac, au détailant, \$9.50, au grossiste, \$8.31.
Pommes Cortland, atmosphère contrôlée: 12x3 lb ou 5x4 lb, au détailant, \$11.50, au grossiste, \$10.06; 8x5 lb, au détailant, \$12.00, au grossiste, \$10.50; Cell pack, grosseur 120, au détailant, \$15.00, au grossiste, \$13.13; Cell pack, grosseur 140, au détailant, \$13.00, au grossiste, \$11.38; 4x4 pinet, au détailant, \$9.00, au grossiste, \$7.88; minot en vrac, au détailant, \$9.50, au grossiste, \$8.31.

Régions à plus de 290 km du Montréal: ajoutez \$0.50. Une allocation de transport de \$0.35 est allouée aux détaillants qui vont chercher les pommes chez le producteur ou l'emballleur.
Ces prix sont fournis par le Plan conjoint des producteurs de pommes du Québec.

Légumes

Prix de gros aux détaillants dans la région de Montréal, nets que fournis par le ministère de l'Agriculture du Québec.

Asperges: \$28.20 la caisse de 15 lb, \$20.90 à \$22.75 la caisse de 11 lb.
Brocoli: \$12.50 à \$13.85 la caisse de 14 unités.
Choux rouges: \$6.10 à \$6.25 la caisse de 12 unités.
Ciboulette: \$4.75 à \$5.75 la doze de paquets.
Endives: \$8.75 à \$9.05 la caisse de 5 lb.
Epinards: \$5.45 à \$5.75 les 12 pds de 10 on.
Gourme: \$21.50 à \$22.75 les 25 à 30 lb.
Laitue Boston: \$5.20 à \$5.50 la caisse de 12 unités.

Laitue chinoise: \$6.40 à \$7.50 la caisse de 12 unités.
Laitue frisée: \$4.00 à \$4.75 la caisse de 24 unités.
Laitue iceberg: \$5.50 à \$6.50 la caisse de 18 unités.
Laitue romaine: \$5.00 à \$5.50 la caisse de 16 unités.
Oignons à bouillir: \$0.90 à \$1.00 les 10 lb.
Oignons jaunes: moyens, \$4.65 à \$5.25 le sac de 50 lb; \$5.50 à \$6.50 24 sacs de 2 lb.
Oignons verts: \$10.25 à \$11.25 la caisse de 4 doz.
Poireaux: \$4.00 la botte de 12 unités.
Raisins: \$10.25 à \$11.25 les 4 doz de pds; \$5.00 à \$6.50 pour 3 doz, de paquets; \$3.60 à \$4.50 pour 30 pds de six onces ou pour 14 pds de 1 lb.
Rhubarbe: \$2.30 à \$3.00 la botte de 12 pds.

LE DOLLAR

MONTREAL (PC) — Le dollar américain a clôturé vendredi en baisse de 14-25 et cotait \$1.3580 contre la devise canadienne. La livre sterling a gagné 1-50 à \$1.7765.
Par rapport à la devise US, le dollar canadien monté de 3-10 à \$0.7364 et la livre de 1-25 à \$1.3080.

LES GRAINS

WINNIPEG (CONTRATS EN TONNES)

MARCHE À TERME

On: Hout. Bas. Fern. Hout.
LUN
Jul. 33.00 33.00 33.00 33.00 33.00
Oct. 34.00 34.00 34.00 34.00 34.00
Nov. 34.40 34.40 34.40 34.40 34.40
Dec. 34.80 34.80 34.80 34.80 34.80
Jan. 35.20 35.20 35.20 35.20 35.20
Fev. 35.60 35.60 35.60 35.60 35.60
Mar. 36.00 36.00 36.00 36.00 36.00
Avr. 36.40 36.40 36.40 36.40 36.40
Mai 36.80 36.80 36.80 36.80 36.80
Juin 37.20 37.20 37.20 37.20 37.20
Juillet 37.60 37.60 37.60 37.60 37.60
Août 38.00 38.00 38.00 38.00 38.00
Sept. 38.40 38.40 38.40 38.40 38.40
Oct. 38.80 38.80 38.80 38.80 38.80
Nov. 39.20 39.20 39.20 39.20 39.20
Dec. 39.60 39.60 39.60 39.60 39.60
Jan. 40.00 40.00 40.00 40.00 40.00
Fev. 40.40 40.40 40.40 40.40 40.40
Mar. 40.80 40.80 40.80 40.80 40.80
Avr. 41.20 41.20 41.20 41.20 41.20
Mai 41.60 41.60 41.60 41.60 41.60
Juin 42.00 42.00 42.00 42.00 42.00
Juillet 42.40 42.40 42.40 42.40 42.40
Août 42.80 42.80 42.80 42.80 42.80
Sept. 43.20 43.20 43.20 43.20 43.20
Oct. 43.60 43.60 43.60 43.60 43.60
Nov. 44.00 44.00 44.00 44.00 44.00
Dec. 44.40 44.40 44.40 44.40 44.40
Jan. 44.80 44.80 44.80 44.80 44.80
Fev. 45.20 45.20 45.20 45.20 45.20
Mar. 45.60 45.60 45.60 45.60 45.60
Avr. 46.00 46.00 46.00 46.00 46.00
Mai 46.40 46.40 46.40 46.40 46.40
Juin 46.80 46.80 46.80 46.80 46.80
Juillet 47.20 47.20 47.20 47.20 47.20
Août 47.60 47.60 47.60 47.60 47.60
Sept. 48.00 48.00 48.00 48.00 48.00
Oct. 48.40 48.40 48.40 48.40 48.40
Nov. 48.80 48.80 48.80 48.80 48.80
Dec. 49.20 49.20 49.20 49.20 49.20
Jan. 49.60 49.60 49.60 49.60 49.60
Fev. 50.00 50.00 50.00 50.00 50.00
Mar. 50.40 50.40 50.40 50.40 50.40
Avr. 50.80 50.80 50.80 50.80 50.80
Mai 51.20 51.20 51.20 51.20 51.20
Juin 51.60 51.60 51.60 51.60 51.60
Juillet 52.00 52.00 52.00 52.00 52.00
Août 52.40 52.40 52.40 52.40 52.40
Sept. 52.80 52.80 52.80 52.80 52.80
Oct. 53.20 53.20 53.20 53.20 53.20
Nov. 53.60 53.60 53.60 53.60 53.60
Dec. 54.00 54.00 54.00 54.00 54.00
Jan. 54.40 54.40 54.40 54.40 54.40
Fev. 54.80 54.80 54.80 54.80 54.80
Mar. 55.20 55.20 55.20 55.20 55.20
Avr. 55.60 55.60 55.60 55.60 55.60
Mai 56.00 56.00 56.00 56.00 56.00
Juin 56.40 56.40 56.40 56.40 56.40
Juillet 56.80 56.80 56.80 56.80 56.80
Août 57.20 57.20 57.20 57.20 57.20
Sept. 57.60 57.60 57.60 57.60 57.60
Oct. 58.00 58.00 58.00 58.00 58.00
Nov. 58.40 58.40 58.40 58.40 58.40
Dec. 58.80 58.80 58.80 58.80 58.80
Jan. 59.20 59.20 59.20 59.20 59.20
Fev. 59.60 59.60 59.60 59.60 59.60
Mar. 60.00 60.00 60.00 60.00 60.00
Avr. 60.40 60.40 60.40 60.40 60.40
Mai 60.80 60.80 60.80 60.80 60.80
Juin 61.20 61.20 61.20 61.20 61.20
Juillet 61.60 61.60 61.60 61.60 61.60
Août 62.00 62.00 62.00 62.00 62.00
Sept. 62.40 62.40 62.40 62.40 62.40
Oct. 62.80 62.80 62.80 62.80 62.80
Nov. 63.20 63.20 63.20 63.20 63.20
Dec. 63.60 63.60 63.60 63.60 63.60
Jan. 64.00 64.00 64.00 64.00 64.00
Fev. 64.40 64.40 64.40 64.40 64.40
Mar. 64.80 64.80 64.80 64.80 64.80
Avr. 65.20 65.20 65.20 65.20 65.20
Mai 65.60 65.60 65.60 65.60 65.60
Juin 66.00 66.00 66.00 66.00 66.00
Juillet 66.40 66.40 66.40 66.40 66.40
Août 66.80 66.80 66.80 66.80 66.80
Sept. 67.20 67.20 67.20 67.20 67.20
Oct. 67.60 67.60 67.60 67.60 67.60
Nov. 68.00 68.00 68.00 68.00 68.00
Dec. 68.40 68.40 68.40 68.40 68.40
Jan. 68.80 68.80 68.80 68.80 68.80
Fev. 69.20 69.20 69.20 69.20 69.20
Mar. 69.60 69.60 69.60 69.60 69.60
Avr. 70.00 70.00 70.00 70.00 70.00
Mai 70.40 70.40 70.40 70.40 70.40
Juin 70.80 70.80 70.80 70.80 70.80
Juillet 71.20 71.20 71.20 71.20 71.20
Août 71.60 71.60 71.60 71.60 71.60
Sept. 72.00 72.00 72.00 72.00 72.00
Oct. 72.40 72.40 72.40 72.40 72.40
Nov. 72.80 72.80 72.80 72.80 72.80
Dec. 73.20 73.20 73.20 73.20 73.20
Jan. 73.60 73.60 73.60 73.60 73.60
Fev. 74.00 74.00 74.00 74.00 74.00
Mar. 74.40 74.40 74.40 74.40 74.40
Avr. 74.80 74.80 74.80 74.80 74.80
Mai 75.20 75.20 75.20 75.20 75.20
Juin 75.60 75.60 75.60 75.60 75.60
Juillet 76.00 76.00 76.00 76.00 76.00
Août 76.40 76.40 76.40 76.40 76.40
Sept. 76.80 76.80 76.80 76.80 76.80
Oct. 77.20 77.20 77.20 77.20 77.20
Nov. 77.60 77.60 77.60 77.60 77.60
Dec. 78.00 78.00 78.00 78.00 78.00
Jan. 78.40 78.40 78.40 78.40 78.40
Fev. 78.80 78.80 78.80 78.80 78.80
Mar. 79.20 79.20 79.20 79.20 79.20
Avr. 79.60 79.60 79.60 79.60 79.60
Mai 80.00 80.00 80.00 80.00 80.00
Juin 80.40 80.40 80.40 80.40 80.40
Juillet 80.80 80.80 80.80 80.80 80.80
Août 81.20 81.20 81.20 81.20 81.20
Sept. 81.60 81.60 81.60 81.60 81.60
Oct. 82.00 82.00 82.00 82.00 82.00
Nov. 82.40 82.40 82.40 82.40 82.40
Dec. 82.80 82.80 82.80 82.80 82.80
Jan. 83.20 83.20 83.20 83.20 83.20
Fev. 83.60 83.60 83.60 83.60 83.60
Mar. 84.00 84.00 84.00 84.00 84.00
Avr. 84.40 84.40 84.40 84.40 84.40
Mai 84.80 84.80 84.80 84.80 84.80
Juin 85.20 85.20 85.20 85.20 85.20
Juillet 85.60 85.60 85.60 85.60 85.60
Août 86.00 86.00 86.00 86.00 86.00
Sept. 86.40 86.40 86.40 86.40 86.40
Oct. 86.80 86.80 86.80 86.80 86.80
Nov. 87.20 87.20 87.20 87.20 87.20
Dec. 87.60 87.60 87.60 87.60 87.60
Jan. 88.00 88.00 88.00 88.00 88.00
Fev. 88.40 88.40 88.40 88.40 88.40
Mar. 88.80 88.80 88.80 88.80 88.80
Avr. 89.20 89.20 89.20 89.20 89.20
Mai 89.60 89.60 89.60 89.60 89.60
Juin 90.00 90.00 90.00 90.00 90.00
Juillet 90.40 90.40 90.40 90.40 90.40
Août 90.80 90.80 90.80 90.80 90.80
Sept. 91.20 91.20 91.20 91.20 91.20
Oct. 91.60 91.60 91.60 91.60 91.60
Nov. 92.00 92.00 92.00 92.00 92.00
Dec. 92.40 92.40 92.40 92.40 92.40
Jan. 92.80 92.80 92.80 92.80 92.80
Fev. 93.20 93.20 93.20 93.20 93.20
Mar. 93.60 93.60 93.60 93.60 93.60
Avr. 94.00 94.00 94.00 94.00 94.00
Mai 94.40 94.40 94.40 94.40 94.40
Juin 94.80 94.80 94.80 94.80 94.80
Juillet 95.20 95.20 95.20 95.20 95.20
Août 95.60 95.60 95.60 95.60 95.60
Sept. 96.00 96.00 96.00 96.00 96.00
Oct. 96.40 96.40 96.40 96.40 96.40
Nov. 96.80 96.80 96.80 96.80 96.80
Dec. 97.20 97.20 97.20 97.20 97.20
Jan. 97.60 97.60 97.60 97.60 97.60
Fev. 98.00 98.00 98.00 98.00 98.00
Mar. 98.40 98.40 98.40 98.40 98.40
Avr. 98.80 98.80 98.80 98.80 98.80
Mai 99.20 99.20 99.20 99.20 99.20
Juin 99.60 99.60 99.60 99.60 99.60
Juillet 100.00 100.00 100.00 100.00 100.00
Août 100.40 100.40 100.40 100.40 100.40
Sept. 100.80 100.80 100.80 100.80 100.80
Oct. 101.20 101.20 101.20 101.20 101.20
Nov. 101.60 101.60 101.60 101.60 101.60
Dec. 102.00 102.00 102.00 102.00 102.00
Jan. 102.40 102.40 102.40 102.40 102.40
Fev. 102.80 102.80 102.80 102.80 102.80
Mar. 103.20 103.20 103.20 103.20 103.20
Avr. 103.60 103.60 103.60 103.60 103.60
Mai 104.00 104.00 104.00 104.00 104.00
Juin 104.40 104.40 104.40 104.40 104.40
Juillet 104.80 104.80 104.80 104.80 104.80
Août 105.20 105.20 105.20 105.20 105.20
Sept. 105.60 105.60 105.60 105.60 105.60
Oct. 106.00 106.00 106.00 106.00 106.00
Nov. 106.40 106.40 106.40 106.40 106.40
Dec. 106.80 106.80 106.80 106.80 106.80
Jan. 107.20 107.20 107.20 107.20 107.20
Fev. 107.60 107.60 107.60 107.60 107.60
Mar. 108.00 108.00 108.00 108.00 108.00
Avr. 108.40 108.40 108.40 108.40 108.40
Mai 108.80 108.80 108.80 108.80 108.80
Juin 109.20 109.20 109.20 109.20 109.20
Juillet 109.60 109.60 109.60 109.60 109.60
Août 110.00 110.00 110.00 110.00 110.00
Sept. 110.40 110.40 110.40 110.40 110.40
Oct. 110.80 110.80 110.80 110.80 110.80
Nov. 111.20 111.20 111.20 111.20 111.20
Dec. 111.60 111.60 111.60 111.60 111.60
Jan. 112.00 112.00 112.00 112.00 112.00
Fev. 112.40 112.40 112.40 112.40 112.40
Mar. 112.80 112.80 112.80 112.80 112.80
Avr. 113.20 113.20 113.20 113.20 113.20
Mai 113.60 113.60 113.60 113.60 113.60
Juin 114.00 114.00 114.00 114.00 114.00
Juillet 114.40 114.40 114.40 114.40 114.40
Août 114.80 114.80 114.80 114.80 114.80
Sept. 115.20 115.20 115.20 115.20 115.20
Oct. 115.60 115.60 115.60 115.60 115.60
Nov. 116.00 116.00 116.00 116.00 116.00
Dec. 116.40 116.40 116.40 116.40 116.40
Jan. 116.80 116.80 116.80 116.80 116.80
Fev. 117.20 117.20 117.20 117.20 117.20
Mar. 117.60 117.60 117.60 117.60 117.60
Avr. 118.00 118.00 118.00 118.00 118.00
Mai 118.40 118.40 118.40 118.40 118.40
Juin 118.80 118.80 118.80 118.80 118.80
Juillet 119.20 119.20 119.20 119.20 119.20
Août 119.60 119.60 119.60 119.60 119.60
Sept. 120.00 120.00 120.00 120.00 120.00
Oct. 120.40 120.40 120.40 120.40 120.40
Nov. 120.80 120.80 120.80 120.80 120.80
Dec. 121.20 121.20 121.20 121.20 121.20
Jan. 121.60 121.60 121.60 121.60 121.60
Fev. 122.00 122.00 122.00 122.00 122.00
Mar. 122.40 122.40 122.40 122.40 122.40
Avr. 122.80 122.80 122.80 122.80 122.80
Mai 123.20 123.20 123.20 123.20 123.20
Juin 123.60 123.60 123.60 123.60 123.60
Juillet 124.00 124.00 124.00 124.00 124.00
Août 124.40 124.40 124.40 124.40 124.40
Sept. 124.80 124.80 124.80 124.80 124.80
Oct. 125.20 125.20 125.20 125.20 125.20
Nov. 125.60 125.60 125.60 125.60 125.60
Dec. 126.00 126.00 126.00 126.00 126.00
Jan. 126.40 126.40 126.40 126.40 126.40
Fev. 126.80 126.80 126.80 126.80 126.80
Mar. 127.20 127.20 127.20 127.20 127.20
Avr. 127.60 127.60 127.60 127.60 127.60
Mai 128.00 128.00 128.00 128.00 128.00
Juin 128.40 128.40 128.40 128.40 128.40
Juillet 128.80 128.80 128.80 128.80 128.80
Août 129.20 129.20 129.20 129.20 129.20
Sept. 129.60 129.60 129.60 129.60 129.60
Oct. 130.00 130.00 130.00 130.00 130.00
Nov. 130.40 130.40 130.40 130.40 130.40
Dec. 130.80 130.80 130.80 130.80 130.80
Jan. 131.20 131.20 131.20 131.20 131.20
Fev. 131.60 131.60 131.60 131.60 131.60
Mar. 132.00 132.00 132.00 132.00 132.00
Avr. 132.40 132.40 132.40 132.40 132.40
Mai 132.80 132.80 132.80 132.80 132.80
Juin 133.20 133.20 133.20 133.20 133.20
Juillet 133.60 133.60 133.60 133.60 133.60
Août 134.00 134.00 134.00 134.00 134.00
Sept. 134.40 134.40 134.40 134.40 134.40
Oct. 134.80 134.80 134.80 134.80 134.80
Nov. 135.20 135.20 135.20 135.20 135.20
Dec. 135.60 135.60 135.60 135.60 135.60
Jan. 136.00 136.00 136.00 136.00 136.00
Fev. 136.40 136.40 136.40 136.40 136.40
Mar. 136.80 136.80 136.80 136.80 136.80
Avr. 137.20 137.20 137.2